

CONSEIL COMMUNAL DU 16 OCTOBRE 2017
GEMEENTERAAD VAN 16 OKTOBER 2017

REGISTRE
REGISTER

Présents	Vincent De Wolf, <i>Bourgmestre-Président/Burgemeester-voorzitter</i> ;
Aanwezig	Patrick Lenaers, Rik Jellema, Frank Van Bockstal, Colette Njomgang, Jean Laurent, Rik Baeten, Aziz Es, <i>Échevin(e)s/Schepenen</i> ; Eliane Paulissen, Françoise Bertieaux, Bernard de Marcken de Merken, André du Bus, Laurent Vleminckx, Françoise Carton de Wiart, Gisèle Mandaila, Rachid Madrane, Kathy Mottet, Christophe Gasia, Christina Karkan, Marie-Louise Servais, Josianne Pardonge, Damien Gérard, Christian De Beco, Arnaud Van Praet, John Buyani Ilungu, Imad Benarafa, Ahmed M'Rabet, Stéphane Van Vaerenbergh, Farida Tatou, Edoardo Traversa, Françoise de Halleux, Caroline Schickel, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> ; Annick Petit, <i>Secrétaire communal f.f./wnd. gemeentesecretaris.</i>
Excusés	Marie-Rose Geuten, <i>Échevin(e)/Schepen</i> ;
Verontschuldigd	Jean-Luc Robert, Virginie Taittinger, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> ; Christian Debaty, <i>Secrétaire communal/Gemeentesecretaris.</i>

Ouverture de la séance à 20:10
Opening van de zitting om 20:10

Monsieur Patrick LENAERS vote le premier aux appels nominaux par ordre alphabétique.
De heer Patrick LENAERS wordt de eerste te stemmen bij naamafroeping in alfabetische volgorde.

L'urgence sur trois points est adoptée. Ces points sont intégrés à l'ordre du jour au numéro 21, 22 et 23; les numéros des points suivants sont adaptés en conséquence.

De dringendheid van drie punten wordt goedgekeurd. Die punten worden toegevoegd aan de agenda onder het nummer 21, 22 en 23; de nummers van de volgende punten worden bijgevolg aangepast.

Le point initialement 5 dans l'ordre du jour a été vu en point 24 en séance, il a donc pris cette place dans le registre.

Het punt dat oorspronkelijk punt 5 was in de agenda werd tijdens de bezitting behandeld in punt 24. Het heeft dus die plaats gekregen in het register.

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

Secrétariat - Secretariaat

16.10.2017/A/0001 **Procès-verbal de la séance du conseil communal du 18.09.2017 – Approbation**

Le procès-verbal de la séance précitée, mis à disposition des membres du Conseil communal conformément aux dispositions de la Nouvelle loi communale et du Règlement d'ordre intérieur, est approuvé à l'unanimité.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
28 votants : 28 votes positifs.

Proces-verbaal van de gemeenteraadszitting van 18.09.2017 – Goedkeuring

Het verslag van de voormelde zitting, ter beschikking gesteld van de gemeenteraadsleden conform de bepalingen van de nieuwe gemeentewet en van het huishoudelijk reglement, werd met eenparigheid van stemmen goedgekeurd.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
28 stemmers : 28 positieve stemmen.

16.10.2017/A/0002 **Communication - Arrêté du Bourgmestre**

Arrêté du Bourgmestre visant à interdire la campagne publicitaire « Rich meet beautiful – (RMB) » de la société Digisec media limited sur le territoire communal

Le Bourgmestre,

Vu la Nouvelle Loi communale et plus particulièrement ses articles 133 alinéa 2 et 135 paragraphe 2 ;

Considérant la campagne publicitaire réalisée par la société Digisec media limited sous le nom de « Rich meet beautiful » ce 25 septembre 2017 sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant la plainte dont a été saisi le Jury d'éthique publicitaire au motif que la campagne publicitaire s'assimile à un service « d'escort » déguisé ;

Considérant que l'UNECOF – Union des étudiants de la Communauté française – a indiqué par le biais de sa présidente qu'une plainte sera déposée contre cette publicité ;

Considérant que le service Rich meet beautiful indique de manière ostentatoire, sur les camions publicitaires circulant à Bruxelles, la phrase suivante « Hey les étudiantes, améliorez votre style de vie, sortez avec un sugard daddy » ;

Considérant que le site internet www.richmeetbeautiful.com indique explicitement « Qu'est-ce qu'une sugarbaby ? Une personne attirante qui recherche les choses raffinées de la vie. Elle apprécie les voyages exotiques et les cadeaux. La sugarbaby a ainsi la chance d'expérimenter un style de vie luxueux et rencontre des gens aisés de manière régulière » ;

Considérant qu'une telle publicité entend profiter de la détresse et de la précarité des étudiantes à des fins exclusivement commerciales ;

Considérant que la campagne publicitaire susvisée est susceptible de viser tant une institution universitaire que d'autres institutions d'enseignement, supérieur ou

secondaire, présents sur l'ensemble du territoire de la Région de Bruxelles-Capitale et donc d'Etterbeek ;

Considérant que la campagne publicitaire est susceptible de viser et toucher également les étudiants exerçant une activité professionnelle sur notre territoire ;

Considérant que la commune d'Etterbeek compte, sur son territoire, de nombreuses institutions d'enseignement ; que de nombreux kots d'étudiants y sont également situés ;

Considérant que des troubles graves de l'ordre public sont à craindre sur les communes de Bruxelles-Ville et d'Ixelles accueillant l'Université Libre de Bruxelles ;

Considérant qu'il existe de sérieux risques d'extensions ou de déplacements de ces troubles sur notre commune ;

Considérant que l'organisation d'une telle publicité fait craindre que la paix publique soit fortement troublée sur l'ensemble du territoire etterbeekoïse ;

Considérant que l'incitation à la débauche et à la prostitution provoquent un mouvement d'ampleur de dénonciation au sein des communes, dans la presse et sur les réseaux sociaux ;

Considérant que le Bourgmestre a pour mission de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la sûreté et de la tranquillité publique dans les rues, lieux et édifices publics ;

Vu le courrier de la Fédération de Wallonie-Bruxelles du 26 septembre 2017 interpellant les Bourgmestres de la Région de Bruxelles-Capitale et leur demandant de faire usage de leur pouvoir de police administrative générale dans le cadre de l'art. 135,§2 de la Nouvelle Loi communale, en vue d'interdire sur leur territoire, la diffusion de la campagne ;

Considérant qu'il existe un risque sérieux pour la sécurité des personnes ciblées par la campagne publicitaire en ce qu'elles sont susceptibles d'être entraînées dans un cycle délictueux ;

Considérant l'urgence à exercer les mesures adéquates sur le territoire de la commune d'Etterbeek afin d'éviter toute influence sur les publics ciblés et, par voie de conséquence, d'empêcher toute tentative ou commission d'infraction de débauche ou de prostitution ;

Considérant qu'il existe un risque sérieux pour la sécurité et les biens des personnes en ce que des appels à la manifestation et au blocage des camions publicitaires ont été émis ; qu'un appel au rassemblement en date du 3 octobre a été réalisé par un cercle étudiant de l'ULB ;

Considérant que, pour éviter des atteintes prévisibles à l'ordre et à la paix publics, au détriment, notamment, des riverains et passants, il y a lieu de prendre des mesures adéquates, notamment eu égard à l'action des forces de sécurité actuellement occupées à d'autres priorités, notamment la lutte contre le terrorisme ;

Considérant qu'afin d'assurer notamment cette mission, toutes les mesures policières, tant réglementaires qu'opérationnelles, nécessaires au maintien de la sécurité des biens et des personnes concernés, doivent être prises afin d'atteindre cet objectif et ce, en tenant compte spécifiquement de la menace de trouble à l'ordre et à la paix publics ;

Considérant, par conséquent, que la prise d'une mesure de police imposant l'interdiction de la campagne publicitaire sur le territoire de la commune d'Etterbeek est nécessaire afin de préserver la paix, l'ordre et la sécurité publics ;

Vu l'urgence,

ARRETE

Article 1

Est interdit sur l'ensemble du territoire de la commune d'Etterbeek, pour une durée de trois mois renouvelable, toute action, activité, campagne publicitaire incitant à la débauche ou la prostitution de mineurs et de majeurs dans le cadre de la campagne « Rich meet beautiful ».

Article 2

Monsieur le chef de Corps est chargé du respect du présent arrêté.

Article 3

Le présent arrêté est d'application immédiate, est porté à la connaissance de tout un chacun par la voie d'un affichage public ;

Article 4

Conformément à l'article 19, alinéa 2 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, un recours en annulation de cet arrêté peut être introduit auprès de la section d'administration du Conseil d'Etat, pour violation des formes soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité, excès ou détournement de pouvoir. La demande en annulation doit, sous peine de non-recevabilité, être introduite dans les 60 jours de la présente notification. La requête doit être transmise par envoi recommandé au Premier Président du Conseil d'Etat, rue de la Science 33 à 1040 Bruxelles. Une action en suspension de l'arrêté peut également être introduite, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 5 décembre 1991 déterminant la procédure en référé devant le Conseil d'Etat.

Fait à Etterbeek, le 27 septembre 2017.

Le Conseil prend connaissance.

Mededeling - Besluit van de Burgemeester

Besluit van de Burgemeester dat ertoe strekt de reclamecampagne « rich meet beautiful - (rmb)» van het bedrijf Digisec media limited op het hele grondgebied van Etterbeek te verbieden.

De Burgemeester,

gelet op de nieuwe gemeentewet, met name op artikels 133, lid 2 en 135, paragraaf 2;

overwegende de reclamecampagne die het bedrijf DIGISEC MEDIA LIMITED op 25 september 2017 op het grondgebied van de Brusselse agglomeratie opzette onder de naam « RICH MEET BEAUTIFUL»;

overwegende de klacht die neergelegd is bij de jury voor ethische praktijken inzake reclame, omdat de reclamecampagne gelijkstaat aan een verdoken « escortdienst ».

overwegende dat de Franstalige studentenunie UNECOF bij monde van haar voorzitter aangekondigd heeft een klacht te zullen indienen tegen deze reclame.

overwegende dat op de reclamevoertuigen van de dienst RICH MEET BEAUTIFUL die door Brussel rijden, opzichtig de volgende zin staat: « Hey les étudiantes! Améliorez votre style de vie, sortez avec un sugar daddy ».

overwegende dat op de website www.richmeetbeautiful.com uitdrukkelijk het volgende vermeld is: « Wat is een sugar baby? Aantrekkelijke mensen zoeken de fijnere dingen in het leven op. Ze waarderen exotische reizen en geschenken. Sugar Babies ervaren een luxueuze levensstijl en ontmoeten regelmatig rijke mensen».

overwegende dat dergelijke reclame erop gericht is noodlijdendheid en kansarmoede bij studentes uit te buiten voor commerciële doeleinden.

overwegende dat de bovenvermelde reclamecampagne zowel op universiteiten als op andere instellingen voor hoger en middelbaar onderwijs over het hele grondgebied van de Brusselse agglomeratie – en dus van Etterbeek - gericht kan zijn;

overwegende dat met de reclamecampagne ook studenten die een beroepsactiviteit uitoefenen over het hele grondgebied van de Brusselse agglomeratie beoogd en bereikt kunnen worden;

overwegende dat er op het grondgebied van de gemeente Etterbeek tal van onderwijsinstellingen gevestigd zijn; dat er ook veel studentenkoten gevestigd zijn;

overwegende dat gevreesd wordt voor ernstige verstoringen van de openbare orde in de gemeenten Brussel-Stad en Elsene, waar de Université Libre de Bruxelles gevestigd is.

overwegende dat er ernstige risico's bestaan dat die verstoringen zich zouden uitbreiden of verplaatsen naar onze gemeente;

overwegende dat de organisatie van dergelijke reclame de vrees doet ontstaan dat de openbare vrede ernstig verstoord dreigt te worden op het hele grondgebied van Etterbeek;

overwegende dat het aanzetten tot losbandigheid en prostitutie een grootschalige golf van afkeuring teweegbrengt in de gemeenten, in de pers en op de sociale netwerken;

overwegende dat de Burgemeester tot taak heeft om ten behoeve van de inwoners te

voorzien in een goede politiemacht, met name over de veiligheid en rust op openbare wegen en plaatsen en in openbare gebouwen;

gelet op de brief van de Federatie Wallonië-Brussel van 26 september 2017 waarin de burgemeesters van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest geïnterpelleerd worden en waarin hen gevraagd wordt gebruik te maken van hun bevoegdheid inzake algemene administratieve politie in het kader van artikel 135, §2 van de Nieuwe Gemeentewet om de verspreiding van de campagne te verbieden op hun grondgebied;

overwegende dat er een ernstig risico bestaat voor de veiligheid van de personen voor wie de reclamecampagne bedoeld is aangezien zij meegesleurd dreigen te worden in een spiraal van straffen;

overwegende dat bij hoogdringendheid de gepaste maatregelen moeten worden toegepast op het hele grondgebied van de agglomeratie om enige invloed op de beoogde doelgroepen te voorkomen en bijgevolg iedere poging of opdracht tot ontucht of prostitutie te verhinderen;

overwegende dat een ernstig risico bestaat voor de veiligheid en de goederen van personen aangezien er oproepen zijn gedaan om te demonstreren en om de reclamevoertuigen de weg te versperren; dat door een studentenkring van de ULB is opgeroepen tot een samenscholing op 3 oktober;

overwegende dat, om verstoringen van de openbare orde en rust ten nadele van omwonenden en voorbijgangers te voorkomen, gepaste maatregelen getroffen dienen te worden, inzonderheid gelet op het optreden van het veiligheidsapparaat dat zich heden toespitst op andere prioriteiten, en dan meer bepaald op de terrorismebestrijding;

overwegende dat met het oog op deze opdracht alle zowel verordenende als operationele politiematregelen die vereist zijn om de veiligheid van de betrokken goederen en personen te waarborgen, genomen dienen te worden om deze doelstelling te verwezenlijken, waarbij specifiek rekening gehouden dient te worden met het feit dat de openbare orde en rust verstoord dreigen te worden;

overwegende bijgevolg dat het noodzakelijk is dat een politiematregel wordt genomen die een verbod oplegt voor deze reclamecampagne op het grondgebied van Etterbeek met het oog op de handhaving van de openbare rust, orde en veiligheid;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid,

BESLUIT

Artikel 1.

Het is verboden op het grondgebied van Etterbeek voor een hernieuwbare duur van drie maanden enige publicitaire handeling, activiteit of campagne te voeren die aanzet tot ontucht of prostitutie van minderjarigen of meerderjarigen, noch in het kader van de campagne « RICH MEET BEAUTIFUL », noch van enige hiermee verbonden of gelijkgestelde campagne.

Artikel 2

De korpchef is verantwoordelijk voor de nalevering van onderhavig besluit.

Artikel 3

Onderhavig besluit is onmiddellijk van toepassing en wordt aan iedereen ter kennis gebracht bij wijze van openbare aanplakking.

Artikel 4

In overeenstemming met artikel 19, alinea 2 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan er beroep tot nietigverklaring van dit besluit ingediend bij de afdeling Administratie van de Raad van State, wegens overtreding van hetzij substantiële, hetzij op straffe van nietigheid voorgeschreven vormen, overschrijding of afwending van macht. Het beroep tot nietigverklaring moet, op straffe van niet-ontvankelijkheid, ingediend worden binnen de 60 dagen na betekening van dit besluit. Het verzoekschrift moet bij ter post aangetekende brief aan de eerste voorzitter van de Raad van State, Wetenschapsstraat 33 te 1040 Brussel, worden toegezonden. Er kan tevens een vordering tot schorsing van dit besluit ingediend worden, in overeenstemming met de bepalingen van het koninklijk besluit van 5 december 1991 tot bepaling van de rechtspleging in kort geding voor de Raad van State.

Opgemaakt in Etterbeek op 27.09.2017.

De raad neemt kennis.

Françoise Bertieaux entre en séance / treedt in zitting.

16.10.2017/A/0003 **Délégations et mandats - Le Foyer Etterbeekois - Désignation de deux observateurs (Janvière YARAMBA - Lora ZYRA) - Prise d'acte de la décision du Conseil d'administration.**

Le Conseil communal,

Vu la délibération du conseil communal du 29.04.2013 désignant les candidats observateurs au Foyer Etterbeekois,

Considérant les démissions, intervenues pour motifs personnels, des deux observateurs de l'opposition désignés par l'Assemblée générale au lendemain du renouvellement du Conseil communal d'Etterbeek ;

Considérant que conformément à l'article 13 des statuts du Foyer Etterbeekois, les groupes du Conseil communal, non représentés au sein du Collège des Bourgmestre et Echevins ont la possibilité de désigner deux membres avec voix consultatives ;

Considérant l'impossibilité pour l'Assemblée générale, réunie en date du 17 mai dernier, de désigner de nouveaux observateurs en raison des difficultés de mettre en œuvre les dispositions prévues par le Code du Logement et la décision, par celle-ci, de retirer le point y relatif de son ordre du jour ;

Considérant la décision du Conseil d'administration du Foyer Etterbeekois, en sa séance du 26 juin 2017, dans l'attente de la désignation par l'Assemblée générale de nouveaux

observateurs valablement installés, de permettre à chacun des groupes de l'opposition au sein du Conseil communal d'Etterbeek de désigner un membre invité avec voix consultative ;

Vu la décision prise par le Foyer Etterbeekois en sa séance du Conseil d'administration du 18.09.2017 ;

Vu l'article 120 § 2 de la nouvelle loi communale ;

PREND ACTE

De la décision du Foyer Etterbeekois de désigner en qualité de membres invités avec voix consultative :

Madame Janvière YARAMBA, présentée par le groupe CdH;

Madame Lora ZYRA, présentée par le groupe Défi.

Le Conseil prend acte.

Afvaardigingen en mandaten – De Etterbeekse Haard – Aanstelling van twee waarnemers (Janvière YARAMBA - Lora ZYRA) – Akteneming van de beslissing van de raad van bestuur.

De gemeenteraad,

gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 29.04.2013 tot benoeming van de kandidaat-waarnemers bij de Etterbeekse Haard;

gelet op het ontslag om persoonlijke redenen van twee waarnemers van de oppositie die aangesteld werden door de algemene vergadering kort na de nieuwe aanstelling van de gemeenteraad van Etterbeek;

overwegende dat in overeenstemming met artikel 13 van de statuten van de Etterbeekse Haard de fracties van de gemeenteraad die niet vertegenwoordigd zijn in het college van burgemeester en schepenen de mogelijkheid hebben om twee leden met raadgevende stem aan te stellen;

gelet op de onmogelijkheid voor de algemene vergadering, die op 17 mei samengekomen is, om nieuwe waarnemers aan te stellen vanwege de moeilijkheden om de bepalingen uit de Huisvestingscode uit te voeren en op de beslissing van die algemene vergadering om het betreffende punt van haar agenda te schrappen;

gelet op de beslissing van de raad van bestuur van de Etterbeekse Haard in zijn zitting van 26 juni 2017 om, in afwachting van de wettige aanstelling van nieuwe waarnemers door de raad van bestuur, elke fractie van de oppositie binnen de gemeenteraad van Etterbeek een genodigd lid met raadgevende stem te laten aanstellen;

gelet op de beslissing die de Etterbeekse Haard genomen heeft tijdens de zitting van de raad van bestuur op 18.09.2017;

gelet op artikel 120 §2 van de Nieuwe Gemeentewet

NEEMT AKTE

van de beslissing van de Etterbeekse Haard om de volgende personen aan te stellen als genodigde leden met raadgevende stem:

mevrouw Janvière YARAMBA, voorgesteld door de fractie CdH;
mevrouw Lora ZYRA, voorgesteld door de fractie Défi.

De raad neemt akte.

Kathy Mottet entre en séance / treedt in zitting.

Damien Gérard entre en séance / treedt in zitting.

Edoardo Traversa entre en séance / treedt in zitting.

Affaires générales - Algemene Zaken

16.10.2017/A/0004 **Dissolution de certaines ASBL communales - Prise de connaissance**

Le Bourgmestre annonce la dissolution de trois asbl : « La Vie etterbeekoise », « Commune - Ferme à la Ville » et « Activités socio-récréatives de la commune d'Etterbeek ».

Le Conseil prend connaissance.

Le Bourgmestre donne la parole à Monsieur du Bus :

« Simplement pour quelque part nous réjouir que cette ASBL des Activités Socio-récréatives prennent enfin fin parce que cela fait pas mal d'années que nous dénonçons un objet social qui était essentiellement tourné au départ autour de la figure du premier personnage de la commune. Et on trouvait que c'était une forme d'abus, donc maintenant les choses rentrent dans l'ordre dans le cadre d'une animation plus accessible et moins visible, en tout cas sous l'aspect précédent. Je trouve que c'est une bonne gestion. »

Le Bourgmestre donne la parole à Monsieur Gasia :

« Monsieur le Bourgmestre, je suis un peu étonné que lorsque nous recevons l'ordre du jour du Conseil communal, on ne reçoit pas comme information le nom des ASBL qui font l'objet de la dissolution. On le reçoit en séance. »

Le Bourgmestre prend la parole :

« Par ailleurs la Secrétaire n'a pas de liste elle-même, parce que ça a été fait au niveau du Receveur, il n'y a pas de décision à prendre en Conseil communal, c'est une pure information puisque c'est ces ASBL ont une personnalité juridique distincte et les différents groupes sont normalement membres de ces ASBL et seront donc convoqués, s'ils ne l'ont pas encore été. C'est une information préalable de ce que vos différents membres seront invités en novembre à statuer sur la dissolution de l'ASBL. Ce n'est en rien une décision à prendre par le Conseil. »

Le Bourgmestre donne la parole à Monsieur Gasia :

« Première chose, on apprend en séance le nom des ASBL, même s'il est vrai que lors

du dernier Conseil, lorsque je m'interrogeais quant à la raison de la maintenir en l'état vu les difficultés rencontrées, vous aviez signalé cette information en ce qui concernait « La Vie Etterbeekoise ».

Pour ce faire, il me semble qu'il aurait été peut-être plus opportun d'annoncer au Conseil communal les décisions une fois qu'elles auraient été prises par les différentes ASBL. Ici, c'est le Conseil qui est informé d'une volonté de dissoudre avant même que les ASBL se soient réunies."

Le Bourgmestre prend la parole :

C'est un excès de transparence, Monsieur Gasia. Je ne pensais pas que vous alliez le dénoncer, parce que dans la mesure où l'on sait que l'on va convoquer les membres avec ce point à l'ordre du jour, on a cru bien faire de déjà vous le dire alors que ce n'est pas une décision à prendre par le Conseil. Si cela, vous gêne, j'espère que vous nous pardonnerez. On ne pensait pas mal faire."

Le Bourgmestre donne la parole à Monsieur Gasia :

« Ce qui me gêne, c'est effectivement et pas uniquement ce point-là, ce n'est pas le fait que ces ASBL soient dissoutes ou qu'on annonce la dissolution de ces ASBL, c'est que les membres qui font partie de ces ASBL ne soient pas informés préalablement au Conseil de la future dissolution. C'est quand même mettre la charrue avant les bœufs.

Je ne pense pas qu'il s'agisse d'une question de transparence ; c'est une question d'information mais qui me semble être prématurée, puisque faite avant que les membres ne soient eux même informé. Il y en beaucoup qui ne sont pas membres du Conseil et qui vont être informé par les membres du Conseil et pas par l'ASBL.

Deuxième chose que je souhaitais dire, c'est que je m'interroge aussi quant à ces dissolutions alors même que concernant l'ASBL des activités socio-récréatives du Bourgmestre, il nous avait été annoncé il y a 18 mois, et c'est la raison pour laquelle vous aviez eu des remarques positives de notre groupe, que les groupes de l'opposition pourraient intégrer cette ASBL. Il y a 18 mois, il n'était pas question de dissolution, or nous n'avons jamais été invité à faire partie du Conseil d'administration comme cela nous avait été annoncé. Maintenant j'entends qu'elles vont être dissoutes, je trouve ça un peu dommage qu'une décision d'il y a 18 mois n'ait pas été suivie d'effet.

Et finalement, je suis également étonné que ces dissolutions se fassent avant même la publication du cadastre des mandats que nous avons demandé, il y a maintenant 10 mois. Vous nous aviez rappelé, il y a 5 mois, que vous aviez au départ compris que cela concernait les mandataires qui étaient conseiller. Mais ce cadastre n'est toujours pas publié sur le site de la commune, nous n'en ayons toujours pas connaissance. Ces ASBL, dont on annonce la dissolution, vont avoir des membres qui ne seront donc peut-être pas présents dans le cadastre en question. J'aurais trouvé bien plus intéressant que nous recevions ce cadastre complet avant même qu'il y ait des dissolutions qui soient annoncées ; et d'autant plus, lorsqu'il s'agit d'une ASBL dans laquelle l'opposition n'est même pas représentée. Je vous demande que nous puissions avoir ce cadastre complet à la date du 01.01.2017 comme cela a été repris pour les autres mandataires du Conseil communal et que, par la suite, nous puissions avoir toutes les informations utiles même dans les ASBL dans lesquelles nous n'avons peut-être pas de membres.

S'il y a des fonctionnaires au sein de ces ASBL, il faut qu'ils figurent dans ce cadastre, qu'ils soient rémunérés ou non. »

Le Bourgmestre donne la parole à Monsieur Van Praet :

« Merci Monsieur le Bourgmestre. Tout d'abord le groupe de la Liste du Bourgmestre se réjouit de l'annonce et je ne comprends pas le mauvais procès qui est fait par Monsieur Gasia. Je pense qu'il est normal que c'est au Conseil communal que l'on puisse prendre acte d'une mesure qui, à l'évidence, est la traduction d'une volonté de mettre en œuvre les principes de bonne gouvernance dans notre commune, par la réduction des ASBL qui gravitent autour. ASBL dans lesquelles nous avons fait le choix de confier certaines activités, de réduire le nombre de ces structures, de les ramener dans l'activité communale au sens le plus strict du terme, je rappelle que nous sommes ici l'organe qui peut le mieux contrôler ce qui ressort exclusivement de l'activité communale. Je ne vais pas refaire le débat qu'on a eu le mois dernier par rapport à cela. Nous aurons un contrôle entier sur les activités qui sont rapportées, ça permet également de réduire le nombre de mandataires, d'administrateurs qui siégeaient dans l'ensemble de ces structures. C'est une mesure de bonne gouvernance et nous souhaitons que ça puisse se prolonger.

Le cadastre des mandats, vous en parlez systématiquement. J'ai accès à ce cadastre, il est à 90% disponible sur le site de la commune. Tous les mandataires politiques, publics sont recensés dans ce cadastre et en l'occurrence, ici, vous savez bien, même si vous laissez sous-entendre l'inverse, que tous les mandataires qui sont dans ces structures ne sont pas rémunérés et je trouve dommage qu'on dénonce ici ce qui est à l'évidence une mesure de bonne gouvernance. C'est un mauvais procès que vous faites au Collège et nous sommes nous ravis qu'on puisse aller dans cette voie-là. Je vous rappelle qu'au Gouvernement Régional, dans une coalition dans laquelle votre formation siège, la volonté de réduire le nombre de structure locale à l'échelle des communes, fait partie des priorités. »

Le Bourgmestre donne la parole à Monsieur Madrane :

« Je vous remercie Monsieur le Président. Je pense que ce qui a été dit aujourd'hui et le fait de réduire le nombre d'ASBL devrait plutôt nous réjouir tous, au niveau du Conseil. Qui dit bonne gouvernance, qui dit moins d'ASBL, dit aussi moins de mandats à distribuer et moins de mandats à occuper. Soyons tous tout à fait honnête, ça correspond à l'air du temps.

Petite question, quels sont les services communaux qui vont reprendre les missions notamment de « La Vie Etterbeekoise » et de la « Ferme à la Ville » ? Je suppose que ça va être redonné vers une administration et c'est très bien, mais où et qui sera en charge de ça ? J'imagine que les activités socio-récréatives seront reprises par l'animation ?

Et alors petite suggestion sur le cadastre que j'ai examiné en venant ici. C'est un très bel outil en matière de transparence mais je me demande si ce ne serait pas judicieux d'y ajouter le nombre de réunions, les rémunérations (est-ce que c'est mensuel ? est-ce que ce sont des jetons de présences ?, ...) On met des montants totaux en fait. Tel mandat, jeton de présence, autant. Tel montant correspond à combien de jetons de présence, pour savoir combien ça fait par jeton au bout du compte. »

Le Bourgmestre donne la parole à Monsieur Gérard :

« Merci Monsieur le Président. En ce qui concerne en particulier « La Vie Etterbeekoise » j'aurais été intéressé de savoir quelles sont les modalités de fonctionnement qui seraient mises en place à l'avenir et en particulier je pense qu'il est important de maintenir un organe collégial autour de « La Vie Etterbeekoise » dans lequel soient représentées les différentes tendances politiques de la commune. »

Le Bourgmestre prend la parole :

« Monsieur Gérard, il faut savoir ce qu'on veut. C'est l'un ou c'est l'autre mais ce n'est pas les deux. Si on a une ASBL qui gère un outil d'information et l'ensemble des partis politiques y sont associés, y ont leur place dans le cadre du Conseil d'Administration et de l'Assemblée Générale. Avec la difficulté alors que quand il y a un problème qui se passe à l'AG, et que vous voulez interpellier au niveau du Conseil communal sur ce qui s'est dit à l'AG, on vous dit que ce n'est pas le lieu, que ce n'est pas ici que ça s'est décidé, etc. Moi je pense que ce sera beaucoup facile pour vous d'interpeller le Collège sur « La Vie Etterbeekoise »

puisque c'est le Collège qui va assumer la responsabilité politique direct de l'outil et qui va le faire au niveau administratif, ce sera le service Communication. C'est lui qui va, comme ça se faisait avant via l'ASBL, le faire manière directe au sein de la commune. C'est de bonne pratique et c'est plus simple pour le contrôle démocratique, me semble-t-il.

Le service Développement Durable reprendra Commune Ferme à la Ville et le service des Festivités, de l'Action Sociale, des Sports, reprendra les activités socio-récréatives.

Monsieur Gasia, je vais pas polémiquer, vous êtes dans une majorité au niveau régional où on ne peut pas vraiment dire qu'on a évité la multiplication des outils et des institutions. Prenez des publications sur les OIP qui ont été artificiellement créées sans aucune raison, je trouve votre intervention assez indécente et déplacée, mais c'est votre droit le plus strict parce que vous savez bien que contrairement à ce que je viens de citer, vous n'avez, dans ces ASBL qui disparaissent, aucun mandataire qui est rémunéré.

Vous demandez que l'on complète encore le cadastre des mandats. Je pense que tout le monde n'a pas fait aussi bien dans la région, avec ce cadastre qu'on a publié, mais on peut toujours mieux faire.

Au niveau des services, Monsieur Madrane, c'est un peu lourd pour les fonctionnaires, parce qu'ils doivent reprendre contact avec les différents organes qui sont extérieurs, demander quel est le jeton. Je rappelle que les choses vont changer parce qu'il y a un Arrêté pris par le Gouvernement régional qui modifie à peu près tout au niveau notamment des intercommunales et qui fixe des jetons maxima etc. Donc laissons un tout petit peu le temps par rapport à ça aussi.

Quant à compléter le cadastre, et avec effet rétroactif au 01.01.2017, vous pouvez le noter, Monsieur Gasia, et on l'enregistre, la réponse est oui. Il n'y a absolument aucun problème par rapport à ça, aucune volonté de faire disparaître des gens qui étaient dans l'ASBL qui n'apparaîtraient plus dans le cadastre. Vous aurez le cadastre avant et après les dissolutions des ASBL. »

Le Bourgmestre donne la parole à Monsieur Gérard :

« J'imagine que vous comprenez que ce genre de décision, surtout en ce qui concerne « La Vie Etterbeekoise », à quelque mois d'une échéance électorale, même si elle n'est

motivée par aucune intention, quelle qu'elle soit de priver notamment l'opposition d'une possibilité de faire entendre sa voix, peut être perçue de façon problématique, ça peut créer un certain inconfort. Je me permettrais de vous faire part d'une recommandation qui serait quand même d'essayer d'organiser qu'un organe collégial, au niveau des chefs de groupe peut-être, puisse être réuni s'il y a des modifications significatives politiques rédactionnelles dans les prochains mois. Ce serait un acte de bonne gouvernance et de bonne politique. »

Le Bourgmestre prend la parole :

« Chacun peut penser ce qu'il veut mais il faut être esprit chagrin pour croire qu'on est assez bête que pour vouloir aujourd'hui, de manière dictatoriale, à l'inverse de l'air du temps, reprendre une liberté qu'on a donnée nous même sans y être obligés dans le passé, avant une échéance électorale. On peut nous prêter beaucoup de défauts, mais si vous nous prêtez celui-là, ça me paraît dommage.

Qu'il y ait une réunion des chefs de groupe en la matière, cela ne pose aucune difficulté. Cela veut dire à ce moment-là, devrait y assister, à mon avis, en tout cas le responsable du service de l'information et, au besoin, le membre du collège qui est chargé de l'information et de la communication et je pense alors qu'on est adéquat pour pouvoir conférer.

Mais vous avez un accès direct au Conseil communal pour interpellier à ce sujet s'il y a la moindre difficulté. Vous avez aussi les réunions de sections éventuelles où le point peut être mis à l'ordre du jour. On retourne dans un fonctionnement tout à fait classique d'une commune. »

Le Bourgmestre donne la parole à Monsieur Gasia :

« Je voudrais vous demander deux choses.

La première, si dans le PV de Conseil communal on pouvait reprendre les interventions qui ont eu lieu concernant ce point-ci, puisqu'il n'y a pas de décision en tant que telle.

La deuxième, c'est qu'il est évident que le Groupe DéFI se réjouit qu'il y ait une diminution du nombre de mandats lorsque ce n'est pas nécessaire, mais je trouve d'une particulière mauvaise foi de venir parler de la Région alors même que c'est en tant que conseiller communal que je vous ai interpellé le 20.02.2017 et que je vous ai réinterpellé au mois de juin dernier pour vous demander s'il y avait lieu d'avoir un cadastre complet des mandats. Vous nous dites que le cadastre est déjà largement supérieur aux autres communes, moi je ne reprends que l'engagement de votre majorité lors de l'interpellation du 20.02 qui était de dire que vous alliez établir un cadastre des mandats reprenant l'ensemble des mandataires et pas uniquement des mandataires politiques et en ce compris les fonctionnaires. C'est dans le PV du 20.02, d'où ma volonté d'avoir des PV complets. Ici heureusement ça figure en bonne et due forme. Après on peut épiloguer sur ce qui se passe au niveau régional, moi je suis conseiller communal et j'interpelle le Collège sur des sujets communaux et il me semble légitime de rappeler à la majorité quand elle a pris un engagement, qu'elle se doit de le respecter, surtout 10 mois plus tard et que ce cadastre n'est toujours pas complété. »

Le Bourgmestre répond :

« Je ne vous remercie pas Monsieur Gasia, je vous invite à mesurer les paroles que vous utilisez. Vous avez parlé de mauvaise foi, je n'accepte pas cette allégation qui est

totalement mensongère et déplacée.

Et le deuxième point, évidemment, nous ne sommes pas d'accord sur votre interprétation. Le Secrétaire communal était présent à la dernière réunion où on en a parlé. Nous avons acté un accord sur un cadastre des mandats et nous on vous a dit « un mandat c'est un mandataire ». On ne va pas vous faire une définition du contrat de mandat, il y a des mandats publics et politiques, nous ne serons pas d'accord là-dessus.

Je maintiens que notre compréhension de l'époque, et de bonne foi, était qu'un cadastre de mandat est un cadastre de mandats, et que ça concerne les mandataires publics, et pas les fonctionnaires.

J'ai voulu prendre le temps d'en informer les fonctionnaires, parce que mandat public ou fonctionnaire ça n'est pas la même chose. Et ces gens ont aussi droit à leur vie privée, au respect et donc je n'ai pas de soucis pour que le cadastre soit complété par les fonctionnaires mais lorsqu'on en a parlé en février ça n'était pas du tout notre compréhension de la chose, ça je peux vous le confirmer. »

Le Bourgmestre donne la parole à Monsieur Gasia

« Je vous ai rappelé que j'avais réinterpellé le Conseil et qu'à l'occasion de cette nouvelle interpellation, vous m'avez signalé que cela prendrait un plus de temps parce que vous alliez intégrer les fonctionnaires dedans. Vous l'avez signalé. Et nous sommes au mois d'octobre, ce n'est toujours pas le cas et vous nous annoncez que vous allez interroger les fonctionnaires. »

Le Bourgmestre répond :

« Non, j'ai pris le temps de les interroger, et ils ne sont pas ravis de cette démarche, ils ne la comprennent pas. Ils prennent cela pour une marque de défiance de votre part. »

Le Bourgmestre donne la parole à Monsieur Gasia :

« Je le regrette, mais cela fait partie d'une transparence que le Groupe Défi entend appliquer aussi bien ici que dans d'autres communes. »

Le Bourgmestre répond :

« Je vous rappelle qu'un fonctionnaire n'est pas un mandataire. »

Ontbinding van bepaalde gemeentelijke vzw's - Kennisneming

De burgemeester kondigt de ontbinding van drie vzw's aan: "Leven te Etterbeek", "Stadsboerderij" en "Activités socio-récréatives de la commune d'Etterbeek".

De raad neemt kennis.

De burgemeester geeft het woord aan de heer du Bus:

"Ergens zijn wij blij dat de vzw Activités socio-récréatives eindelijk stopgezet wordt. Wij kantten ons immers al jaren tegen een maatschappelijk doel dat bij de start hoofdzakelijk draaide rond de spilfiguur van de gemeente. We vonden het een vorm van misbruik. Alles komt nu in orde in het kader van een toegankelijke en minder zichtbare animatie, in elk geval in vergelijking met vroeger. Ik vind dat een goed beheer."

De burgemeester geeft het woord aan de heer Gasia:

“Mijnheer de burgemeester, ik ben een beetje verbaasd dat wij de namen van de vzw's die ontbonden worden niet gekregen hebben toen de agenda van de gemeenteraad ons toegestuurd werd. Die namen krijgen we pas tijdens de zitting.”

De burgemeester neemt het woord:

“Zelfs de secretaris heeft de lijst niet want die werd opgesteld op het niveau van de gemeenteontvanger. De gemeenteraad moet geen beslissing nemen. Dit is een loutere kennisgeving aangezien die vzw's een aparte rechtspersoonlijkheid hebben en de verschillende fracties normaal gezien lid zijn van die vzw's en uitgenodigd zullen worden als dat nog niet gebeurd is. Het is een voorafgaande kennisgeving van het feit dat uw leden in november uitgenodigd zullen worden om een beslissing te nemen over de ontbinding van de vzw. Het is in geen geval een beslissing die genomen moet worden door de raad.”

De burgemeester geeft het woord aan de heer Gasia:

“Allereerst vernemen we de namen van de vzw's pas tijdens de zitting. Het is wel zo dat u die informatie aangekondigd hebt voor “Leven te Ettterbeek” toen ik mij tijdens de vorige gemeenteraad vragen gesteld heb bij haar bestaansreden in het licht van de moeilijkheden waarmee we geconfronteerd worden.

Volgens mij was het beter geweest om de beslissingen aan te kondigen in de gemeenteraad op het moment dat de verschillende vzw's die zouden hebben genomen. Nu wordt de raad geïnformeerd over een wens om de vzw's te ontbinden nog voor die vzw's zijn samengekomen.

De burgemeester neemt het woord:

“Dat is buitensporige transparantie, mijnheer Gasia. Ik had niet gedacht dat u daartegen zou protesteren. We weten namelijk dat de leden samengeroepen worden met dit punt op de agenda en we dachten dat we goed aan deden om het u te zeggen hoewel het geen beslissing is die door de raad genomen moet worden. Als u dat stoort, dan hopen wij dat u ons zult vergeven. We dachten niet dat we iets verkeerd deden.”

De burgemeester geeft het woord aan de heer Gasia:

“Wat mij stoort is inderdaad niet alleen dat punt. Het is niet het feit dat die vzw's ontbonden worden of het feit dat hun ontbinding aangekondigd wordt. Het is wel het feit dat de leden die deel uitmaken van die vzw's niet voorafgaand aan de raad geïnformeerd worden over de toekomstige ontbinding. Dat is toch het paard achter de wagen spannen!

Ik denk niet dat het hier over een kwestie van transparantie gaat. Het is een kwestie van informatie, maar die informatie wordt volgens mij te vroeg gegeven aangezien zelfs de leden nog niet op de hoogte zijn. Velen van hen zijn geen lid van de raad en zullen op de hoogte gebracht worden door de raadsleden en niet door de vzw.

Het tweede dat ik wil zeggen, is dat ik mij vragen stel bij die ontbindingen. Voor de vzw Activités socio-récréatives werd immers achttien maanden geleden al aangekondigd – en dat is de reden waarom u positieve opmerkingen gekregen hebt van onze fractie – dat ook fracties uit de oppositie deel zouden kunnen uitmaken van die vzw. Achttien maanden geleden was er geen sprake van ontbinding. Wij werden bovendien ook nooit uitgenodigd om deel uit te maken van de raad van bestuur zoals dat aangekondigd

werd. Nu hoor ik dat de vzw's ontbonden zullen worden en ik vind het een beetje jammer dat een beslissing van achttien maanden geleden geen gevolg gekregen heeft.

Tot slot ben ik ook verbaasd dat die vzw's ontbonden worden nog voor het kadaster van de mandaten gepubliceerd worden waarnaar wij al tien maanden geleden gevraagd hebben. Vijf maanden geleden hebt u ons eraan herinnerd dat u bij het begin begrepen had dat dat kadaster betrekking had op de mandatarissen die lid zijn van de gemeenteraad. Maar dat kadaster werd nog altijd niet gepubliceerd op de website van de gemeente. We hebben het nog steeds niet kunnen raadplegen. De vzw's waarvan de ontbinding aangekondigd wordt hebben misschien leden die bijgevolg niet opgenomen zullen worden in dat kadaster. Ik zou het veel interessanter gevonden hebben om het volledige kadaster te ontvangen alvorens de ontbindingen aangekondigd werden zeker aangezien het gaat over een vzw waarin de oppositie zelfs niet vertegenwoordigd is. Ik vraag u om ons het volledige kadaster op datum van 01.01.2017 te bezorgen zoals dat het geval was voor de andere mandatarissen van de gemeenteraad en ons vervolgens ook alle nuttige informatie te bezorgen, zelfs voor de vzw's waarvan wij misschien geen lid zijn.

Als er ambtenaren deel uitmaken van die vzw's, dan moeten zij ook opgenomen worden in dat kadaster ongeacht het feit dat zij al dan niet een vergoeding krijgen.”

De burgemeester geeft het woord aan de heer Van Praet:

“Dank u, mijnheer de burgemeester. Allereerst is de lijst van de burgemeester blij met de aankondiging en ik begrijp de ongegronde beschuldigingen van mijnheer Gasia niet. Ik denk dat het normaal is dat in de gemeenteraad akte genomen kan worden van een maatregel die duidelijk toont dat men de principes van het goede bestuur wil toepassen in onze gemeente door het aantal vzw's die er afhankelijk van zijn te verminderen. Vzw's waarin wij ervoor gekozen hebben om bepaalde activiteiten toe te vertrouwen, het aantal van die structuren terug te dringen en ze onder te brengen in de gemeentelijke activiteiten in de meest strikte zin van het woord. Ik herhaal dat wij hier het orgaan zijn dat het beste kan controleren wat exclusief behoort tot de gemeentelijke activiteiten. Ik ga het debat dat we daarover vorige maand gevoerd hebben niet overdoen. We zullen volledige controle hebben over de activiteiten. Op die manier kan ook het aantal mandatarissen en bestuurders die in die structuren zetelen teruggedrongen worden. Het is een maatregel van goed bestuur en wij willen dat die voortgezet wordt.

U hebt het systematisch over het kadaster van de mandaten. Ik heb toegang tot dat kadaster. Het is voor 90% beschikbaar op de website van de gemeente. Alle openbare, politieke mandaten worden geïnventariseerd in dat kadaster en in dit geval weet u maar al te goed dat alle mandatarissen uit die structuren geen vergoeding ontvangen ook al laat u hier het omgekeerde uitschijnen. Ik vind het jammer dat wat duidelijk een maatregel van goed bestuur is hier gehegeld wordt.

U beschuldigt het college onterecht, maar wij zijn wel blij dat we die weg kunnen inslaan. Ik herinner u eraan dat de de wil om het aantal lokale structuren op gemeenteniveau te beperken deel uitmaakt van de prioriteiten van de gewestregering, in een coalitie waarin uw partij zetelt.”

De burgemeester geeft het woord aan de heer Madrane:

“Ik dank u, mijnheer de voorzitter. Ik denk dat wat vandaag gezegd werd en het feit dat

het aantal vzw's verminderd wordt ons eerder blij zou moeten maken binnen de gemeenteraad. Wie goed bestuur zegt, zegt minder vzw's, zegt minder mandaten die verdeeld moeten worden en minder mandaten die ingevuld moeten worden. Laten we allemaal eerlijk zijn, dat past bij de tijdsgeest.

Vraagje: welke gemeentediensten gaan de opdrachten overnemen van “Leven te Etterbeek” en “Stadsboerderij”? Ik veronderstel dat die opdrachten toevertrouwd zullen worden aan het bestuur en dat is zeer goed, maar wie zal daar verantwoordelijk voor zijn? Ik veronderstel dat “Activités socio-récréatives” overgenomen zal worden door de dienst Animatie?

En tot slot nog een kleine suggestie voor het kadaster dat ik op weg naar hier bestudeerd heb. Het is een mooi instrument op het vlak van transparantie, maar ik vraag me af of het niet verstandig zou zijn om het aantal vergaderingen en de vergoedingen (maandelijks, presentiegeld...) eraan toe te voegen? Er worden totaalbedragen vermeld. Dat mandaat, zoveel presentiegeld. Met welk bedrag stemt dat presentiegeld overeen om te weten hoeveel dat aan het einde is.”

De burgemeester geeft het woord aan de heer Gérard:

“Dank u, mijnheer de voorzitter. Wat in het bijzonder “Leven te Etterbeek” betreft, ben ik geïnteresseerd in de toekomstige werking en denk ik dat het in het bijzonder belangrijk is om een collegiaal orgaan te behouden rond “Leven te Etterbeek” waarin de verschillende politieke stromingen van de gemeente vertegenwoordigd zijn.”

De burgemeester neemt het woord:

“Mijnheer Gérard, men moet weten wat men wil. Het is het ene of het andere, maar niet beide. Als we een vzw hebben die een informatietool beheert en alle politieke partijen worden erin samengebracht en hebben er hun plaats in het kader van de raad van bestuur en de algemene vergadering, dan hebben we de moeilijkheid dat wanneer een probleem besproken wordt in de algemene vergadering en u in de gemeenteraad wil interpellieren over wat gezegd werd tijdens de algemene vergadering men u zegt dat het niet de juiste plaats is, dat het niet in de gemeenteraad is dat de beslissingen genomen worden, enz. Ik denk dat het voor u veel gemakkelijker zal zijn om het college te interpellieren over “Leven te Etterbeek” aangezien het het college is dat de politieke verantwoordelijkheid zal opnemen en dat het de dienst Communicatie is die dat zal doen op administratief niveau. Hij is het die dat binnen de gemeente zal doen zoals dat voordien het geval was via de vzw. Dat is praktisch en gemakkelijker voor de democratische controle lijkt mij.

De dienst Duurzame Ontwikkeling zal de “Stadsboerderij” overnemen en de dienst Festiviteiten, Maatschappelijk Welzijn en Sport zal “Activités socio-récréatives” overnemen.

Mijnheer Gasia, ik ga geen polemieken voeren. Op gewestniveau maakt u deel uit van een meerderheid waar men niet echt kan zeggen dat men de toename van instrumenten instellingen vermeden heeft. Denk maar aan de publicaties over de ION die kunstmatig en zonder reden opgericht werden. Ik vind uw tussenkomst vrij onfatsoenlijk en misplaatst, maar het is uw volste recht omdat u goed weet dat in tegenstelling tot wat ik net gezegd hebt, u in de vzw's die verdwijnen geen enkele mandataris hebt die een vergoeding krijgt.

U vraagt dat het kadaster van de mandaten nog maar eens aangevuld wordt. Ik denk dat niet iedereen in het Gewest het zo goed gedaan heeft als wij met het kadaster dat gepubliceerd werd, maar we kunnen altijd beter doen.

Op het niveau van de diensten, mijnheer Madrane, is het een beetje zwaar voor de ambtenaren want ze moeten opnieuw contact opnemen met de verschillende externe organen om te vragen hoeveel het presentiegeld bedraagt. Ik herhaal dat de dingen gaan veranderen. De gewestregering heeft namelijk een besluit genomen dat zowat alles verandert, in het bijzonder op het niveau van de intercommunales, en dat maximumpresentiegeld vastlegt. Laten we dat alles ook een beetje tijd geven.

Wat de aanvulling van het kadaster met terugwerkende kracht tot 01.01.2017 betreft, kunt u noteren dat wij ermee akkoord gaan, mijnheer Gasia. Wij hebben daar absoluut geen probleem mee. Het is niet onze bedoeling om mensen die deel uitmaakten van de vzw's te doen verdwijnen uit het kadaster. U krijgt het kadaster voor en na de ontbinding van de vzw's."

De burgemeester geeft het woord aan de heer Gérard:

"Ik veronderstel dat u begrijpt dat dit soort beslissingen, in het bijzonder in verband met "Leven te Etterbeek", enkele maanden voor de verkiezingen als problematisch ervaren kan worden, zelfs al worden die beslissingen niet genomen met de bedoeling om de oppositie een mogelijkheid om haar stem te laten horen te ontnemen. Dat kan een zeker ongemak veroorzaken. Ik ben zo vrij een aanbeveling te doen, namelijk proberen om een collegiaal orgaan te organiseren, misschien op het niveau van de fractieleiders, dat samengebracht kan worden als er in de komende maanden belangrijke politieke redactionele veranderingen doorgevoerd worden. Dat zou een gebaar van goed bestuur en goed beleid zijn."

De burgemeester neemt het woord:

"Iedereen mag denken wat hij wil, maar men moet toch chagrijnig zijn om te geloven dat wij stom genoeg zijn om vandaag op dictatoriale wijze en tegen de tijdsgeest in een vrijheid te terug te nemen die we in het verleden zelf gegeven hebben zonder dat wij daartoe verplicht waren en dat met de verkiezingen in het vooruitzicht. Men kans ons veel gebreken toeschrijven, maar als u ons dat toeschrijft, dan zou dat jammer zijn."

Een bijeenkomst van fractieleiders op dit gebied vormt geen enkel probleem. Dat betekent volgens mij dat in elk geval dat de verantwoordelijke van de dienst Informatie aanwezig moet zijn en indien nodig het lid van het college dat verantwoordelijk is voor informatie en communicatie. Ik denk dat we dan kunnen beraadslagen.

Maar u hebt rechtstreeks toegang tot de gemeenteraad om hierover te interpellieren bij de minste moeilijkheid. U hebt ook de eventuele afdelingsvergaderingen waar het punt op de agenda gezet kan worden. We keren terug naar een klassieke werking van een gemeente."

De burgemeester geeft het woord aan de heer Gasia:

"Ik zou u twee dingen willen vragen.

Ten eerste: kunnen de tussenkomsten in verband met dit punt opgenomen worden in het verslag van de gemeenteraad aangezien er geen duidelijke beslissing is?

Ten tweede: het ligt voor de hand dat de fractie DéFI blij is dat het aantal onnodige mandaten verminderd wordt, maar ik vind het te kwader trouw om hier te komen praten over het Gewest terwijl ik u als gemeenteraadslid geïnterpelleerd heb op 20.02.2017 en in juni opnieuw geïnterpelleerd heb met de vraag of het aangewezen was om een volledig kadaster van de mandaten op de stellen. U zegt dat het kadaster al veel uitgebreider is dan in andere gemeenten, maar ik herhaal enkel het engagement van uw meerderheid bij de interpellatie van 20.02.2017, namelijk dat u een kadaster van de mandaten zou opstellen met daarin een overzicht van alle mandatarissen, dus niet enkel de politieke mandatarissen, maar ook de ambtenaren. Dat staat in het verslag van 20.02.2017, vandaar mijn vraag om volledige verslagen op te stellen. Hier wordt het gelukkig opgenomen zoals het hoort. Natuurlijk kunnen we blijven zeuren over wat op gewestelijk niveau gebeurt, maar ik ben gemeenteraadslid en ik interpelleer het college over gemeentelijke onderwerpen en het lijkt mij gerechtvaardigd dat ik de meerderheid eraan herinner dat ze een engagement aangegaan is, dat ze dat engagement moet respecteren, zeker tien maanden later, en dat het kadaster nog steeds niet volledig is.”

De burgemeester geeft antwoord:

“Ik dank u niet, mijnheer Gasia. Ik vraag u om op uw woorden te letten. U hebt het over “te kwader trouw”. Die leugenachtige en misplaatste bewering aanvaard ik niet. En het tweede punt, uiteraard zijn wij het niet eens met uw interpretatie. De gemeentesecretaris was aanwezig op de laatste vergadering waarop wij dat besproken hebben. Wij hebben akte genomen van een akkoord over een kadaster van de mandaten en wij hebben u gezegd “een mandaat, dat is een mandataris”. We gaan u geen definitie geven van het “mandaatcontract”, er zijn openbare mandaten en politieke mandaten, daarover zullen wij het niet eens zijn.

Ik houd vol dat wij toen te goeder trouw begrepen hebben dat een kadaster van mandaten een kadaster van mandaten is en dat die mandaten betrekking hebben op openbare mandaten en niet op ambtenaren.

Ik wilde tijd nemen om de ambtenaren daarover te informeren want een openbaar mandaat en een ambtenaar, dat is niet hetzelfde. Die mensen hebben ook recht op privacy, op respect en ik heb er dus geen probleem mee dat het kadaster aangevuld wordt met de ambtenaren, maar toen ik daarover in februari gesproken heb, had ik dat helemaal niet zo begrepen. Dat kan ik u verzekeren.”

De burgemeester geeft het woord aan de heer Gasia:

“Ik heb u eraan herinnerd dat ik de raad opnieuw geïnterpelleerd heb en dat u mij tijdens die nieuwe interpellatie gezegd hebt dat het wat meer tijd zou nemen omdat u de ambtenaren zou opnemen in het kadaster. Dat hebt u gezegd. Het is oktober en dat is nog steeds niet gebeurd en u zegt ons dat u de ambtenaren erover zult raadplegen.”

De burgemeester geeft antwoord:

“Nee, ik heb de tijd genomen om hen te raadplegen. Ze zijn er niet blij mee, ze begrijpen het niet.” Zij zien dat als een teken van argwaan van uw kant.”

De burgemeester geeft het woord aan de heer Gasia:

“Dat vind ik jammer, maar dat maakt deel uit van een transparantie die de fractie DéFI wil toepassen, zowel hier als in andere gemeenten.”

De burgemeester geeft antwoord:

“Ik herhaal dat een ambtenaar geen mandataris is.”

Edoardo Traversa quitte la séance / verlaat de zitting.

16.10.2017/A/0005 **Projet européen « CRISCO » (Programme « Europe pour les Citoyens - Réseau de Villes »), signature et mise en œuvre des Accords Bilatéraux de Partenariat entre Etterbeek et les autres partenaires de CRISCO**

Le Conseil communal,

Vu l'accord donné par le Collège du 02/02/2017 pour préparer une candidature visant à inscrire la commune d'Etterbeek dans un projet européen « Europe pour les Citoyens-Réseau de Villes » ;

Considérant la préparation et la remise de cette candidature (projet CRISCO) aux autorités européennes le 27/02/17 ;

Considérant la sélection du projet CRISCO par les autorités européennes et la publication des résultats en juin 2017 (voir ci-joint) ;

Considérant le paiement d'un acompte de 60.000 euros, par les autorités européennes, à la commune d'Etterbeek pour CRISCO ;

Considérant que les principales caractéristiques du projet CRISCO sélectionné sont les suivantes (voir également ci-joint) :

- Durée de 2 ans, du 01/09/2017 au 31/08/2019,
- Le projet s'appelle « CRISCO » (acronyme pour « Crossroad of the Regions - fostering involvement of all citizens in local life to Improve Social COhesion”),
- Le projet vise principalement à échanger de l'expérience et des bonnes pratiques entre 10 villes européennes confrontées à une population cosmopolite et qui développent, chacune à leur manière, des initiatives de participation citoyenne et de mixité sociale,
- Dans le cadre de ce réseau, Etterbeek, qui est coordinateur du projet, met principalement en avant le projet « Carrefour des Régions » développé dans le cadre du CQD Chasse-Gray, qui vise à mettre en valeur des diverses cultures dont sont originaires les ressortissants du quartier (cuisines et produits de leurs terroirs, cours de langues, manifestations culturelles orientées sur leurs régions d'origine...),
- Il s'agit d'un subside européen de 150.000 euros au total, à répartir entre 10 partenaires, dont 30.000 euros directement pour Etterbeek + remboursement de frais de déplacement,
- Ce subside sert principalement à :
 - La mise en œuvre et l'administration du projet,
 - L'organisation et la participation aux réunions entre partenaires du projet, y compris les frais de déplacement,

Pour la commune d'Etterbeek, la participation au projet impliquerait principalement :

- la dynamisation d'un groupe d'intérêt à Etterbeek, composé de représentants communaux, d'habitants et de « forces vives » locales,
- la mise en œuvre d'expériences locales dans le domaine de la participation citoyenne et de la mixité sociale (essentiellement le « Carrefour des Régions »),
- la préparation et la participation à des réunions internationales entre membres du réseau CRISCO,
- l'organisation de l'une de ces réunions internationales à Etterbeek, en juin 2019, pour un public estimé à 125-150 personnes,
- la participation aux tâches administratives et de gestion du projet (rédaction de rapports, tenue de comptes, etc.),

Considérant l'intérêt que peut représenter la participation à un réseau européen pour Etterbeek et son CQD ;

Considérant qu'en tant que coordinateur du projet CRISCO, Etterbeek doit formaliser les termes des partenariats bilatéraux qui seront développés individuellement avec chacun des 9 autres partenaires de CRISCO ;

Considérant que ces partenariats bilatéraux prendront la forme de 9 Accords formels à signer par Etterbeek et chacune des parties concernées ;

Considérant que ces Accords Bilatéraux de Partenariat seront adaptés en fonction de la catégorie de chaque partenaire bilatéral, sur base du canevas ci-joint, disponible en français, néerlandais et anglais ;

Considérant que c'est la version anglaise des Accords Bilatéraux de Partenariat qui fait foi et qui sera soumise à la signature ;

DECIDE

d'autoriser la signature et la mise en œuvre des Accords Bilatéraux de Partenariat entre Etterbeek et les autres partenaires de CRISCO.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

31 votants : 31 votes positifs.

Europees project “CRISCO” (Programma “Europa voor de burger – Stadsnetwerk”), ondertekening en uitvoering van de bilaterale partnerschapsovereenkomsten tussen Etterbeek en de andere partners van CRISCO

De gemeenteraad,

gelet op het akkoord van het college van 02/02/2017 om een kandidatuur voor te bereiden om de gemeente Etterbeek in te schrijven voor een Europees project “Europa voor de burger – Stadsnetwerk”;

gelet op de voorbereiding en de indiening van die kandidatuur (CRISCO-project) bij de Europese overheid op 27/02/2017;

overwegende dat het CRISCO-project geselecteerd werd door de Europese overheid en dat de resultaten gepubliceerd werden in juni 2017 (zie bijlage);

gelet op de betaling van een voorschot van 60.000 euro door de Europese overheid aan de gemeente Etterbeek voor CRISCO;

overwegende dat de belangrijkste kenmerken van het geselecteerde CRISCO-project de volgende zijn (zie eveneens bijlage):

- Duur: 2 jaar, van 01/09/2017 tot 31/08/2019.
- Het project heet “CRISCO” (acroniem van “Crossroad of the Regions - fostering involvement of all citizens in local life to Improve Social Cohesion”).
- Het hoofddoel van het project is om ervaringen en goede praktijken uit te wisselen tussen tien Europese steden die het hoofd moeten bieden aan een kosmopolitische bevolking en elk op hun manier initiatieven op touw zetten in verband met burgerinspraak en sociale gemengdheid.
- In het kader van dit netwerk legt Etterbeek, dat het project coördineert, vooral de nadruk op het project “Trefpunt van de regio's”, dat ontwikkeld werd in het kader van het DWC “Jacht-Gray” en tot doel heeft de verschillende culturen van de inwoners van de wijk in de kijker te zetten (gerechten en producten uit hun regio, taallessen, culturele evenementen die inzicht geven in hun regio van oorsprong...).
- Het gaat over een Europese subsidie van 150.000 euro, die verdeeld moet worden onder tien partners en waarvan 30.000 euro voor Etterbeek bestemd is + terugbetaling van verplaatsingskosten.
- Deze subsidie dient hoofdzakelijk voor:
 - de uitvoering en het beheer van het project,
 - de organisatie van en de deelname aan bijeenkomsten met de partners van het project, met inbegrip van de verplaatsingskosten.

Voor de gemeente Etterbeek betekent de deelname aan het project hoofdzakelijk:

- het geven van dynamiek aan een belangengroep in Etterbeek, die samengesteld is uit vertegenwoordigers van de gemeente, van de inwoners en van de lokale “drijvende krachten”;
- de uitvoering van lokale experimenten op het vlak van burgerinspraak en sociale gemengdheid (voornamelijk het “Trefpunt van de regio's”);
- de voorbereiding van en de deelname aan de internationale bijeenkomsten met de leden van het CRISCO-netwerk;
- de organisatie van een van de internationale bijeenkomsten in Etterbeek in juni 2019 voor een publiek van 125 tot 150 personen;

- de medewerking aan administratieve taken en aan het beheer van het project (opstellen van verslagen, boekhouding, enz.);

gelet op het belang dat de deelname aan een Europees project kan hebben voor Etterbeek en zijn DWC;

overwegende dat Etterbeek als coördinator van het CRISCO-project de voorwaarden moet formaliseren van de bilaterale partnerschappen die individueel vastgelegd zullen worden met elk van de negen partners van CRISCO;

overwegende dat die bilaterale partnerschappen de vorm zullen aannemen van negen formele overeenkomsten die ondertekend zullen worden door Etterbeek en elk van de betrokken partijen;

overwegende dat de bilaterale partnerschapsovereenkomsten aangepast zullen worden in functie van de categorie van elke bilaterale partner op basis van het bijgevoegde stamien, dat beschikbaar is in het Frans, het Nederlands en het Engels;

overwegende dat het de Engelse versie van de bilaterale partnerschapsovereenkomsten is die bewijskracht heeft en die ter ondertekening voorgelegd zal worden;

BESLIST

toestemming te geven voor de ondertekening en de uitvoering van de bilaterale partnerschapsovereenkomsten tussen Etterbeek en de andere partners van CRISCO.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

7 annexes / 7 bijlagen

Bilateral Convention CRISCO v220917 traductionFR.pdf, Bilateral Convention CRISCO v220917 traductionNL.pdf, Bilateral Convention CRISCO v220917.pdf, Presentation CRISCO sept2017 FR.pdf, Results Network of Towns Strand 2 Measure 2-2 2017 Round 1.pdf, Presentation CRISCO sept2017 NL.pdf, Notification letter selection CRISCO June2017.pdf

Rachid Madrane quitte la séance / verlaat de zitting.

Kathy Mottet quitte la séance / verlaat de zitting.

Ahmed M'Rabet quitte la séance / verlaat de zitting.

16.10.2017/A/0006 **ASBL Agence Immobilière Sociale d'Etterbeek – Comptes 2016 et Budget 2017 – Prise d'acte**

Le Conseil Communal,

Vu le règlement relatif au contrôle de l'octroi de subventions adopté par le Conseil communal en date du 18 septembre 2017 ;

Vu les comptes 2016 et le budget 2017 en annexe, approuvés par l'Assemblée

Générale du 29 juin 2017 ;

Attendu que le Conseil communal a inscrit au budget 2017 un subside de 60.000,00 € en faveur de l'ASBL Agence Immobilière Sociale d'Etterbeek

Vu l'article 117 de la Nouvelle loi communale ;

DECIDE :

De prendre acte des comptes 2016 arrêtés au 31 décembre 2016 et du budget 2017 de l'ASBL Agence Immobilière Sociale d'Etterbeek tels qu'ils sont repris en annexe, en vue d'octroyer la subvention.

Le Conseil prend acte.

VZW Agence Immobilière Sociale d'Etterbeek – Rekeningen 2016 en Begroting 2017 – Akteneming.

De Gemeenteraad,

Gelet op het reglement betreffende het toezicht op het toekennen van subsidies goedgekeurd door de Gemeenteraad op 18 september 2017;

Gelet op de rekeningen 2016 en de begroting 2017, in bijlage, goedgekeurd door de Algemene Vergadering van 29 juni 2017;

Overwegende dat de Gemeenteraad, in de begroting 2017 een subsidie van 60.000,00 € heeft ingeschreven voor de VZW Sociaal Verhuurkantoor van Etterbeek;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe gemeentewet;

BESLUIT:

Acte te nemen van de rekeningen 2016 afgesloten op 31 december 2016 en de begroting 2017 van de VZW Sociaal Verhuurkantoor van Etterbeek, zoals deze bij deze beraadslaging bijgevoegd zijn, in het vooruitzicht de subsidie vrij te geven.

De raad neemt akte.

3 annexes / 3 bijlagen

Comptes 2016.pdf, Rapport annuel 2016.pdf, AIS - Budget 2017.pdf

Achats - Aankopen

16.10.2017/A/0007 **Administration communale d'Etterbeek - Construction du nouveau centre administratif - Assistance au maître d'ouvrage, Coordination et surveillance de**

travaux - Approbation des conditions et du type de procédure

Le conseil communal,

Vu la nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 36 ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant qu'il y a urgence, résultant de circonstances imprévisibles ;

Considérant le cahier des charges N° TP/LG/2017/15 relatif au marché "Administration communale d'Etterbeek - Construction du nouveau centre administratif - Assistance au Maître d'Ouvrage, coordination et surveillance de travaux" établi par le Service des Travaux Publics ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 900.000,00 € (incl. 21% TVA) ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure ouverte ;

Considérant que cette estimation dépasse les seuils d'application de la publicité européenne ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2017, article 104/72212-60 ;

Sur proposition du collègue;

DECIDE

Article 1er

D'approuver le cahier des charges N° TP/LG/2017/15 et le montant estimé du marché "Administration communale d'Etterbeek - Construction du nouveau centre administratif - Assistance au Maître d'Ouvrage, coordination et surveillance de travaux", établis par le Service des Travaux Publics. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des

charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 900.000,00 € (incl. 21% TVA).

Article 2

De passer le marché par la procédure ouverte.

Article 3

De soumettre le marché à la publicité européenne.

Article 4

De compléter et d'envoyer l'avis de marché au niveau national et européen.

Article 5

De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Article 6

De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2017, article 104/72212-60.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 23 votes positifs, 5 abstentions.

Abstentions : André du Bus, Françoise Carton de Wiart, Gisèle Mandaila, Christophe Gasia, Damien Gérard.

Gemeentebestuur van Etterbeek - Bouwen van het nieuw administratief centrum - Bijstand aan de opdrachtgever, coördinatie en toezicht op de werkzaamheden - Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze

De gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 36;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Overwegende dat er dwingende redenen zijn, voortvloeiend uit niet te voorziene omstandigheden;

Overwegende dat in het kader van de opdracht “Gemeentebestuur van Etterbeek - Bouwen van het nieuw administratief centrum - Bijstand aan de opdrachtgever, coördinatie en toezicht op de werkzaamheden” een bestek met nr. TP/LG/2017/15 werd opgesteld door de Dienst Openbare Werken;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 900.000,00 € (incl. 21% btw);

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de openbare procedure;

Overwegende dat deze raming de limieten van de Europese bekendmaking overschrijdt;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is in het budget van 2017, op artikel 104/72212-60 van de buitengewone dienst;

Op voorstel van het college;

BELSUIT

Artikel 1

Goedkeuring wordt verleend aan het bestek met nr. TP/LG/2017/15 en de raming voor de opdracht “Gemeentebestuur van Etterbeek - Bouwen van het nieuw administratief centrum - Bijstand aan de opdrachtgever, coördinatie en toezicht op de werkzaamheden”, opgesteld door de Dienst Openbare Werken. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt 900.000,00 € (incl. 21% btw).

Artikel 2

Bovengenoemde opdracht wordt gegund bij wijze van de openbare procedure.

Artikel 3

De opdracht zal Europees bekend gemaakt worden.

Artikel 4

De aankondiging van de opdracht wordt ingevuld en bekendgemaakt op nationaal en Europees niveau.

Artikel 5

Deze beraadslaging met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht aan de toezichthoudende overheid over te maken.

Artikel 6

De uitgave voor deze opdracht is voorzien in het budget van 2017, op artikel 104/72212-60 van de buitengewone dienst.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 23 positieve stemmen, 5 onthoudingen.

Onthoudingen : André du Bus, Françoise Carton de Wiart, Gisèle Mandaila, Christophe Gasia, Damien Gérard.

4 annexes / 4 bijlagen

2017_10_02_Bestek - Model 3P.pdf, avis marché nl.pdf, avis marché fr.pdf,

2017_10_02_CSCH - Modele 3P.pdf

16.10.2017/A/0008 **Marchés publics et contrats de concession - Dépenses relevant du service ordinaire du budget - Application de l'article 234 § 4 de la nouvelle loi communale - Choix de la procédure de passation et fixation des conditions - Délégation de pouvoirs au Collège des Bourgmestre et Echevins**

Le conseil communal,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 234 § 4;

Considérant que le Conseil communal choisit la procédure de passation des marchés publics et des contrats de concession et en fixe les conditions;

Considérant que le Conseil communal peut déléguer ces pouvoirs au Collège des Bourgmestre et Echevins, dans les limites des crédits inscrits au service ordinaire du budget;

Considérant que dans le but d'accélérer, d'alléger et d'assouplir la procédure des marchés publics et des contrats de concession, il convient que le Conseil communal fasse usage de cette faculté de délégation;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

DÉCIDE

de déléguer ses pouvoirs en matière de choix de la procédure de passation et de fixation des conditions des marchés publics et des contrats de concession, au Collège des Bourgmestre et Echevins, dans les limites des crédits inscrits au service ordinaire du budget.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 25 votes positifs, 3 abstentions.

Abstentions : Françoise Carton de Wiart, Gisèle Mandaila, Christophe Gasia.

Overheidsopdrachten en concessieovereenkomsten - Uitgaven die onder de gewone dienst van de begroting vallen - Toepassing van artikel 234 § 4 van de nieuwe gemeentewet - Keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden - Delegatie van bevoegdheden aan het College van Burgemeester en Schepenen

De gemeenteraad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 234 § 4 ;

Overwegende dat de Gemeenteraad de plaatsingsprocedure van de overheidsopdrachten en de concessieovereenkomsten kiest en er de voorwaarden van vaststelt ;

Overwegende dat de Gemeenteraad deze bevoegdheden aan het College van Burgemeester en Schepenen mag overdragen, binnen de perken van de gewone dienst van de begroting ;

Overwegende dat het aangewezen is dat de Gemeenteraad van deze overdrachtsmogelijkheid gebruik maakt teneinde de procedure van de overheidsopdrachten te versnellen, te verlichten en te versoepelen ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

BESLUIT

zijn bevoegdheden met betrekking tot de keuze van plaatsingsprocedure en de vaststelling van de voorwaarden van de overheidsopdrachten en de concessieovereenkomsten aan het College van Burgemeester en Schepenen over te dragen, binnen de perken van de gewone dienst van de begroting.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 25 positieve stemmen, 3 onthoudingen.

Onthoudingen : Françoise Carton de Wiart, Gisèle Mandaila, Christophe Gasia.

Finances - Financiën

16.10.2017/A/0009 **Budget 2017 – Modification n° 5 - services ordinaire et extraordinaire**

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 23 votes positifs, 5 abstentions.

Abstentions : André du Bus, Françoise Carton de Wiart, Gisèle Mandaila, Christophe Gasia, Damien Gérard.

Begroting 2017 – Wijziging nr 5 - Gewone en buitengewone diensten

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 23 positieve stemmen, 5 onthoudingen.

Onthoudingen : André du Bus, Françoise Carton de Wiart, Gisèle Mandaila, Christophe Gasia, Damien Gérard.

16.10.2017/A/0010 **CPAS – Compte 2016**

Le conseil communal,

Attendu qu'en séance du 25 septembre 2017, le Conseil de l'aide sociale a arrêté provisoirement les comptes de 2016 suivant les directives des articles 89 et 111 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale ;

	Exploitation	Investissement	Total
Droits constatés (irrecouvrables déduits)	49.331.436,74	2.750.348,04	52.081.784,78
Engagements (engagements abandonnés déduits)	47.244.684,28	2.648.003,37	49.892.687,65
Résultat comptable	2.086.752,46	102.344,67	2.189.097,13
Encaissements	42.734.629,42	2.248.323,27	44.982.952,69
Paiements	46.283.208,19	2.339.031,13	48.622.239,32
Résultat de trésorerie	3.548.578,77	90.707,86	3.639.286,63

Attendu que le résultat comptable doit être rectifié avec la variation de la provision pour les créances douteuses ;

Attendu que le résultat corrigé s'élève à € 2.133.513,19 (1.289.097,13 - 55.583,94) et que la commune peut diminuer son intervention 2017 du même montant à l'article 831/435-01/ -01;

Attendu que l'intervention communale pour l'exercice 2017 s'élèvera dès lors à € 12.201.486,81 au lieu de € 14.335.000,00;

Attendu que les montants doivent être inscrits à notre budget avant le 31 décembre 2017, que cette décision vaut modification budgétaire;

APPROUVE

- le compte de l'exercice 2016 du Centre public d'aide sociale d'Etterbeek;
- le montant de son intervention 2017.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 23 votes positifs, 5 abstentions.

Abstentions : André du Bus, Françoise Carton de Wiart, Gisèle Mandaila, Christophe Gasia, Damien Gérard.

OCMW – Rekening 2016

De gemeenteraad,

overwegende dat in zitting van 25 september 2017, de Raad voor maatschappelijk welzijn de rekeningen over het dienstjaar 2016 voorlopig heeft vastgesteld overeenkomstig de bepalingen van artikel 89 en 111 van de organieke wet van 8 juli 1976 op de openbare centra voor maatschappelijke welzijn;

	Exploitation	Investerings	Totaal
Vastgestelde rechten (oninvorderbare afgetrokken)	49.331.436,742	750.348,045	2.081.784,78
Aanwendungen (afgestane Anwendungen afgetrokken))	47.244.684,282	648.003,374	992.687,65
Boekhoudkundig	2.086.752,46	102.344,67	2.189.097,13
Inningen	42.734.629,422	248.323,274	4.982.952,69
Betalings	46.283.208,192	339.031,134	8.622.239,32
Thesaurieresultaat	3.548.578,77	90.707,86	3.639.286,63

overwegende dat het boekhoudkundig resultaat verbeterd moet worden met de wijziging in het reservefonds voor onzekere vorderingen ;

overwegende dat het verbeterd resultaat vastgesteld wordt op € 2.133.513,19 (1.289.097,13 - 55.583,94) en dat de gemeente haar tussenkomst voor 2017 hetzelfde bedrag mag verminderen op artikel 831/435-01 / 01 ;

overwegende dat bijgevolg de gemeentelijke tussenkomst voor 2017 € 12.201.486,81 zal bedragen in plaats van € 14.335.000,00;

overwegende dat deze bedragen in onze begroting moeten worden ingeschreven voor 31 december 2017 en dat deze beslissing als begrotingswijziging telt;

KEURT GOED

- de algemene rekening over het dienstjaar 2016 van het Openbare centrum voor maatschappelijk welzijn van Etterbeek;
- het bedrag van haar tussenkomst 2017.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 23 positieve stemmen, 5 onthoudingen.

Onthoudingen : André du Bus, Françoise Carton de Wiart, Gisèle Mandaila, Christophe Gasia, Damien Gérard.

5 annexes / 5 bijlagen

bilan 311216.pdf, Compte de résultats 311216.pdf, Rapport Financier 2016 FR.pdf, Situation 010116-311216 officielle.pdf, compte budget 2016.pdf

Le conseil communal,

Vu la situation spécifique des Hôpitaux Iris Sud (HIS), ci-après dénommé « l'hôpital » ;

Vu la décision du bureau du conseil d'administration d'iris du 05/05/2017 approuvant la décision de l'association iris-Achats de lancer une procédure négociée avec publicité portant sur la prestation de services suivante : Conclusion d'emprunts pour le financement des investissements 2017 des associations du réseau Iris : Institut J. Bordet - CHU Brigmann - HIS - Huderf - CHU Saint-Pierre (PNAP/IA/05/2017/Emprunts 2017);

Vu la décision du bureau du conseil d'administration d'iris du 07/07/2017 approuvant la décision de l'Association iris-Achats d'attribuer le lot 2 (Emprunts 2017 remboursables en 5 ans) et le lot 6 (Emprunts 2017 remboursables en 30 ans) à la banque ING Belgique SA;

Considérant que l'hôpital a établi un plan d'investissements pour l'année 2017, dont il ressort que les besoins en emprunts long terme à 5 et 30 ans pour l'année 2017 s'élèvent au total à 14.650.000,00 EUR (700.000,00 EUR en 5 ans et 13.950.000,00 en 30 ans);

Considérant que ces besoins en emprunts long terme doivent être garantis par les communes associées ;

Considérant qu'un cautionnement doit être accordé à la banque ING Belgique SA pour garantir les emprunts précités, indispensables au bon fonctionnement de l'hôpital;

Sur l'avis du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECLARE

que la commune se porte irrévocablement caution solidaire envers ING Belgique SA, tant en capital qu'en intérêts, commissions et frais des emprunts à long terme à contracter par l'hôpital dans le cadre de son plan d'investissements pour l'année 2017, et ce à concurrence d'un montant maximum de 3.662.500,00 EUR jusqu'au remboursement intégral des emprunts long terme ;

Ce montant représente 25% des emprunts à long terme à contracter à 5 et 30 ans. Ce pourcentage représente la quote-part garantie par la commune pour chaque emprunt.

S'ENGAGE

à verser à ING Belgique SA les sommes dues en vertu du présent cautionnement dans un délai de 120 jours suivant la demande qui lui en sera faite par lettre recommandée, laquelle précisera les sommes réclamées, ING Belgique SA renonçant, exclusivement pour cette opération, à l'exercice du droit aux prélèvements d'office qui lui est octroyé par l'article 139 de la loi communale ;

S'ENGAGE

à payer des intérêts de retard au taux légal en cas de défaut de paiement endéans ce

délai de 120 jours, sans préjudice d'autres indemnités dont l'hôpital serait redevable à ING Belgique SA en vertu des montants cautionnés. Le taux légal pour les intérêts de retard est celui déterminé par la loi et plus spécifiquement l'art.1153 du code civil.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
28 votants : 28 votes positifs.

Iris-Zuid ziekenhuizen – Toekennen van een gemeentelijke waarborg ten aanzien van ING België NV

De gemeenteraad,

gelet op de specifieke toestand van het “Iris Zuid Ziekenhuizen” (IZZ), hieronder genoemd “het ziekenhuis”;

gelet op de beslissing van het bureau van de raad van bestuur van iris van 05/05/2017, waarbij de beslissing van de Vereniging iris-Aankopen tot het lanceren van een onderhandelingsprocedure met bekendmaking voor de levering van de volgende diensten : Afsluiten van leningen voor de financiering van investeringen in 2017 van de verenigingen van het Iris netwerk : J Bordet Instituut - UVC Brugmann - IZZ - Ukz kf - UVC Sint-Pieter-Universitair Laboratorium Brussel (PNAP/IA/05/2017/Leningen 2017);

gelet op de beslissing van het bureau van de raad van bestuur van iris van 07/07/2017 waarbij de beslissing van de Vereniging iris-Aankopen tot toewijzing van het lot 2 (Leningen 2017 terugbetaalbaar in 5 jaar) en lo 6 (Leningen 2017 terugbetaalbaar in 30 jaar) aan de bank ING België NV, werd goedgekeurd;

overwegende dat het ziekenhuis voor het jaar 2017 een investeringsplan heeft opgesteld, waaruit blijkt dat de behoeften aan langetermijnleningen op 5 en 30 jaar voor het jaar 2017 14.650.000,00 EUR bedragen (700.000,00 EUR op 5 jaar en 13.950.000,00 EUR op 30 jaar) ;

overwegende dat deze behoefte aan langetermijnleningen moet worden gewaarborgd door de verenigde gemeenten;

overwegende dat aan ING België NV een borgstelling moet worden verleend om de leningen waarvan sprake te waarborgen, die onontbeerlijk zijn voor de goede werking van het ziekenhuis;

op advies van het College der Burgemeester en Schepenen;

VERKLAART

dat de gemeente zich ten aanzien van ING België NV onherroepelijk hoofdelijk borg stelt, zowel in hoofdsom als interest, provisies en kosten van de leningen op lange termijn aan te gaan door het ziekenhuis in het kader van haar investeringsplan voor het jaar 2017, dit ten belope van een maximumbedrag van 3.662.500,00 EUR tot op het ogenblik van volledige terugbetaling van de leningen op lange termijn.

Dit bedrag vertegenwoordigt 25% van het bedrag van de af te sluiten leningen op lange

termijn. Dit percentage komt overeen met het quotum dat door de gemeente wordt gewaarborgd voor elke lening.

VERBINDT ZICH ERTOE

om binnen een termijn van 120 dagen volgend op de aanvraag die door ING België NV bij aangetekend schrijven werd ingediend en waarin de gevorderde sommen gespecificeerd zijn, de sommen te betalen die krachtens deze borgstelling verschuldigd zijn. Uitzonderlijk voor onder havige operatie, ziet ING België NV af van zijn recht op de ambtshalve afname die haar is toegekend in het kader van artikel 139 van de gemeentewet.

VERBINDT ZICH ERTOE

om, bij niet-betaling binnen deze termijn van 120 dagen, moratoire rente te betalen tegen het wettelijke tarief, onverminderd andere schadevergoedingen die het ziekenhuis aan ING België NV krachtens de gewaarborgde bedragen verschuldigd zou zijn. De wettelijke rentevoet voor de moratoire rente is deze die is vastgesteld door de wet en meer in het bijzonder art. 1153 van het burgerlijk wetboek.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
28 stemmers : 28 positieve stemmen.

16.10.2017/A/0012 **Hôpitaux Iris-Sud – Octroi d'une garantie communale envers BELFIUS Banque**

Le conseil communal,

Vu la situation spécifique des Hôpitaux Iris Sud (HIS), ci-après dénommé « l'hôpital » ;

Vu la décision du bureau du conseil d'administration d'iris du 05/05/2017 approuvant la décision de l'association iris-Achats de lancer une procédure négociée avec publicité portant sur la prestation de services suivante : Conclusion d'emprunts pour le financement des investissements 2017 des associations du réseau Iris : Institut J. Bordet - CHU Briggmann - HIS - Huderf - CHU Saint-Pierre - LHUB (PNAP/IA/05/2017/Emprunts 2017);

Vu la décision du bureau du conseil d'administration d'iris du 07/07/2017 approuvant la décision de l'Association iris-Achats d'attribuer le lot 4 (Emprunts 2017 remboursables en 10 ans à BELFIUS Banque);

Considérant que l'hôpital a établi un plan d'investissements pour l'année 2017, dont il ressort que les besoins en emprunts long terme à 10 ans pour l'année 2017 s'élèvent au total à 1.800,000,00 EUR;

Considérant que ces besoins en emprunts long terme doivent être garantis par les communes associées ;

Considérant qu'un cautionnement doit être accordé à Belfius Banque pour garantir les

emprunts précités, indispensables au bon fonctionnement de l'hôpital;

Sur l'avis du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECLARE

que la commune se porte irrévocablement caution solidaire envers Belfius Banque, tant en capital qu'en intérêts, commissions et frais des emprunts à long terme à contracter par l'hôpital dans le cadre de son plan d'investissements pour l'année 2017 et ce à concurrence d'un montant maximum de 450.000,00 EUR jusqu'au remboursement intégral des emprunts long terme ;

Ce montant représente 25% des emprunts à long terme à contracter. Ce pourcentage représente la quote-part garantie par la commune pour chaque emprunt.

S'ENGAGE

à verser à Belfius Banque les sommes dues en vertu du présent cautionnement dans un délai de 120 jours suivant la demande qui lui en sera faite par lettre recommandée, laquelle précisera les sommes réclamées, Belfius Banque renonçant, exclusivement pour cette opération, à l'exercice du droit aux prélèvements d'office qui lui est octroyé par l'article 139 de la loi communale ;

S'ENGAGE

à payer des intérêts de retard au taux légal en cas de défaut de paiement endéans ce délai de 120 jours, sans préjudice d'autres indemnités dont l'hôpital serait redevable à Belfius Banque en vertu des montants cautionnés. Le taux légal pour les intérêts de retard est celui déterminé par la loi et plus spécifiquement l'art.1153 du code civil.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

Iris-Zuid ziekenhuizen – Toekennen van een gemeentelijke waarborg ten aanzien van BELFIUS Bank

De gemeenteraad,

gelet op de specifieke toestand van het "Iris Zuid Ziekenhuizen" (IZZ), hieronder genoemd "het ziekenhuis";

gelet op de beslissing van het bureau van de raad van bestuur van iris van 05/05/2017, waarbij de beslissing van de Vereniging iris-Aankopen tot het lanceren van een onderhandelingsprocedure met bekendmaking voor de levering van de volgende diensten : Afsluiten van leningen voor de financiering van investeringen in 2017 van de verenigingen van het Iris netwerk : J Bordet Instituut - UVC Brugmann - IZZ - Ukz kf - UVC Sint-Pieter-Universitair Laboratorium Brussel (PNAP/IA/05/2017/Leningen 2017);

gelet op de beslissing van het bureau van de raad van bestuur van iris van 07/07/2017 waarbij de beslissing van de Vereniging iris-Aankopen tot toewijzing van het lot 4

(Leningen 2017 terugbetaalbaar in 10 jaar) aan Belfius Bank, werd goedgekeurd;

overwegende dat het ziekenhuis voor het jaar 2016 een investeringsplan heeft opgesteld, waaruit blijkt dat de behoeften aan langetermijnleningen op 10 jaar voor het jaar 2017 1.800.000,00 EUR bedragen ;

overwegende dat deze behoefte aan langetermijnleningen moet worden gewaarborgd door de verenigde gemeenten;

overwegende dat aan Belfius Bank een borgstelling moet worden verleend om de leningen waarvan sprake te waarborgen, die onontbeerlijk zijn voor de goede werking van het ziekenhuis;

op advies van het College der Burgemeester en Schepenen;

VERKLAART

dat de gemeente zich ten aanzien van Belfius Bank onherroepelijk hoofdelijk borg stelt, zowel in hoofdsom als interest, provisies en kosten van de leningen op lange termijn aan te gaan door het ziekenhuis in het kader van haar investeringsplan voor het jaar 2017, dit ten belope van een maximumbedrag van 450.000,00 EUR tot op het ogenblik van volledige terugbetaling van de leningen op lange termijn.

Dit bedrag vertegenwoordigt 25% van het bedrag van de af te sluiten leningen op lange termijn. Dit percentage komt overeen met het quotum dat door de gemeente wordt gewaarborgd voor elke lening.

VERBINDT ZICH ERTOE

om binnen een termijn van 120 dagen volgend op de aanvraag die door Belfius Bank bij aangetekend schrijven werd ingediend en waarin de gevorderde sommen gespecificeerd zijn, de sommen te betalen die krachtens deze borgstelling verschuldigd zijn. Uitzonderlijk voor onderhavige operatie, ziet Belfius Bank af van zijn recht op de ambtshalve afname die haar is toegekend in het kader van artikel 139 van de gemeentewet.

VERBINDT ZICH ERTOE

om, bij niet-betaling binnen deze termijn van 120 dagen, moratoire rente te betalen tegen het wettelijke tarief, onverminderd andere schadevergoedingen die het ziekenhuis aan Belfius Bank krachtens de gewaarborgde bedragen verschuldigd zou zijn. De wettelijke rentevoet voor de moratoire rente is deze die is vastgesteld door de wet en meer in het bijzonder art. 1153 van het burgerlijk wetboek.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

Jumelage - Verzustering

16.10.2017/A/0013 **Protocole d'amitié et de jumelage entre les Communes de Siemiatycze (Pologne) et d'Etterbeek**

Le Conseil communal,

Considérant que, voisine des institutions européennes, Etterbeek est cosmopolite et de nombreuses communautés y vivent ;

Vu la fête à destination de la population polonaise organisée en octobre 2016 ;

Considérant qu'à cette occasion, il s'est avéré qu'il existait un lien particulièrement fort entre la communauté polonaise d'Etterbeek et la Ville de Siemiatycze ; que plusieurs contacts furent ensuite pris entre les autorités des deux Villes et qu'une demande officielle de créer un lien de jumelage avec Etterbeek fut introduite par Siemiatycze ;

Vu l'article 117 de la nouvelle Loi communale ;

DECIDE :

D'approuver la convention d'amitié et de jumelage entre les Communes de Siemiatycze et d'Etterbeek annexée à la présente, convention qui sera signée entre les deux Villes, à Etterbeek, le 21 octobre 2017.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

Vriendschaps en verzusteringsprotocol tussen de Gemeenten Siemiatycze (Polen) en Etterbeek

De gemeenteraad,

overwegende dat Etterbeek, een naaste buur van de Europese instellingen, een kosmopolitische gemeente is waar tal van gemeenschappen wonen;

gelet op het feest dat in oktober 2016 georganiseerd werd ter ere van de Poolse inwoners;

overwegende dat toen gebleken is dat de Poolse gemeenschap van Etterbeek een nauwe band heeft met de stad Siemiatycze; dat er vervolgens verschillende keren contact geweest is tussen de overheden van beide gemeenten en dat Siemiatycze een officiële aanvraag ingediend heeft om een verzusteringsband te creëren met Etterbeek;

gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST:

de hierbij gevoegde vriendschaps- en verzusteringsovereenkomst tussen de gemeenten Siemiatycze en Etterbeek goed te keuren, een overeenkomst die door beide gemeenten ondertekend zal worden in Etterbeek op 21 oktober 2017.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
28 stemmers : 28 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen
Protocole NL.pdf, Protocole FR.pdf

Ahmed M'Rabet entre en séance / treedt in zitting.

Brocantes, foires et marchés - Rommelmarkten, Kermissen en Markten

16.10.2017/A/0014 **Règlement relatif aux activités ambulantes sur les marchés et sur le domaine public - Amendements**

Le Conseil Communal,

Vu le Règlement relatif aux activités ambulantes sur les marchés et sur le domaine public du 17/12/2007 ;

Considérant que les travaux de réaménagement de la place Jourdan devraient débiter vers la moitié du mois de novembre 2017 et se poursuivre en 2018 jusqu'à une date encore indéfinie ;

Considérant qu'après les travaux, les projets du nouvel aménagement de la place Jourdan rendraient impossible la tenue d'un marché, le samedi, à cet endroit ;

Considérant, dès lors, qu'il convient de supprimer le marché du samedi sur la place Jourdan ;

Considérant que l'article 5/8, avant dernier alinéa, du Règlement relatif aux activités ambulantes sur les marchés et sur le domaine public du 17/12/2007, précise qu'« *en cas de suppression du marché (...), la commune ne pourra mettre fin aux activités que moyennant le respect d'un préavis d'un an* » et que le marché du samedi ne pourra être supprimé qu'après ce délai, à savoir à partir du 1^{er} novembre 2018 ;

Considérant qu'il est, pour cela, nécessaire de modifier l'article 2/1, 2^{ème} alinéa, et l'article 2/2, 2^{ème} alinéa du Règlement cité précédemment ;

Considérant, par ailleurs, que le Règlement cité précédemment ne prévoit pas, dans son contenu, les cas où le marché pourrait être suspendu temporairement pour des cas de force majeure (telles que catastrophe naturelle ou accidentelle, ...) ;

Considérant qu'il convient donc d'ajouter un alinéa dans l'article 5 du règlement cité précédemment, qui serait intitulé « 5/9 – suspension du marché en cas de force majeure » ;

Considérant que cet alinéa doit être libellé comme suit : « *En cas de force majeure, la Commune se réserve le droit de suspendre la tenue du marché, pendant le temps qu'elle fixera, en fonction de circonstances telles que des catastrophes naturelles ou*

accidentelles, ... Aucune indemnisation ne sera due aux marchands ambulants en cas de suspension décidée par la Commune ». ;

DECIDE

- de supprimer le marché du samedi de la place Jourdan, à partir du 1^{er} novembre 2018 ;
- de supprimer l'article suivant du Règlement relatif aux activités ambulantes sur les marchés et sur le domaine public du 17/12/2007 : l'article 2/1, 2^{ème} alinéa, « *Le samedi matin : Place Jourdan* » et ce à partir du 01/11/2018 ;
- de remplacer l'article 2/2, 2^{ème} alinéa, du Règlement relatif aux activités ambulantes sur les marchés et sur le domaine public du 17/12/2007 : « *Le samedi et le dimanche matin* » par « *Le dimanche matin* » et ce à partir du 01/11/2018.
- d'ajouter un alinéa 5/9 au Règlement relatif aux activités ambulantes sur les marchés et sur le domaine public du 17/12/2007 intitulé « *Suspension du marché en cas de force majeure* » et libellé comme suit :

« En cas de force majeure, la Commune se réserve le droit de suspendre la tenue du marché, pendant le temps qu'elle fixera, en fonction de circonstances telles que des catastrophes naturelles ou accidentelles, ... Aucune indemnisation ne sera due aux marchands ambulants en cas de suspension décidée par la Commune ».

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Reglement betreffende de ambulante activiteiten op de markten en op het openbaar domein – Amendementen

De gemeenteraad,

gelet op het reglement betreffende de ambulante activiteiten op de markten en op het openbaar domein van 17.12.2007;

overwegende dat de werkzaamheden voor de heraanleg van het Jourdanplein midden november 2017 van start zouden gaan en zouden voortduren in 2018 tot een nog niet nader bepaalde datum;

overwegende dat de plannen van de nieuwe inrichting van het Jourdanplein het na de werkzaamheden onmogelijk zouden maken om op die plaats een markt te organiseren op zaterdag;

overwegende dat het bijgevolg aangewezen is om de zaterdagmarkt op het Jourdanplein af te schaffen;

overwegende dat artikel 5/8, voorlaatste alinea, van het reglement betreffende de ambulante activiteiten op de markten en op het openbaar domein van 17.12.2007 verduidelijkt dat “*in geval van afschaffing van de markt (...) de gemeente geen einde (zal) kunnen stellen aan de activiteiten mits de naleving van een vooropzeg van één*

jaar” en dat de zaterdagmarkt pas na afloop van die termijn afgeschaft kan worden, met name vanaf 1 november 2018;

overwegende dat het daarvoor noodzakelijk is om artikel 2/1, 2e alinea, en artikel 2/2, 2e alinea, van het voornoemde reglement aan te passen;

overwegende dat in het voornoemde reglement bovendien niet het geval voorzien is waarin de markt tijdelijk opgeschort zou kunnen worden wegens overmacht (zoals een natuurramp of een ongeval);

overwegende dat het bijgevolg aangewezen is om een alinea toe te voegen aan artikel 5 van het voornoemde reglement, die de titel “5/9 – afschaffing van de markt in geval van overmacht” zou krijgen;

overwegende dat die alinea als volgt geformuleerd moet worden: *“In geval van overmacht behoudt de gemeente zich het recht voor om de markt op te schorten gedurende een periode die zij zal bepalen in functie van omstandigheden, zoals natuurrampen of ongevallen. Er is geen enkele vergoeding verschuldigd aan de marktkramers als de gemeente beslist om de markt op te schorten.”*;

BESLIST

- de zaterdagmarkt op het Jourdanplein af te schaffen vanaf 1 november 2018;
- het volgende artikel van het reglement betreffende de ambulante activiteiten op de markten en op het openbaar domein van 17.12.2007 te schrappen: artikel 2/1, 2e alinea, *“Op zaterdag: Jourdanplein”* en dat vanaf 01.11.2018;
- artikel 2/2, 2e alinea van het reglement betreffende de ambulante activiteiten op de markten en op het openbaar domein van 17.12.2007 te vervangen: *“Op zaterdag- en zondagochtend”* door *“Op zondagochtend”* en dat vanaf 01.11.2018;
- een alinea 5/9 toe te voegen aan het reglement betreffende de ambulante activiteiten op de markten en op het openbaar domein van 17.12.2007 met de titel *“afschaffing van de markt in geval van overmacht”* die als volgt geformuleerd zal worden:

“In geval van overmacht behoudt de gemeente zich het recht voor om de markt op te schorten gedurende een periode die zij zal bepalen in functie van omstandigheden zoals natuurrampen en ongevallen. Er is geen enkele vergoeding verschuldigd aan de marktkramers als de gemeente beslist om de markt op te schorten.”

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

6 annexes / 6 bijlagen

CCamrgmarVanmeyel2016fr.pdf, reglambulantspublics2007.pdf, CCrgamb2007Nl.pdf, CCmarcLeman2017Fr.pdf, CCmarcLeman2017Nl.pdf, CCamrgmarcVanMeyel2016Nl.pdf

Françoise Bertieaux quitte la séance / verlaat de zitting.

Secrétariat - Secretariaat

16.10.2017/A/0015 Interpellation de Monsieur Arnaud Van Praet relative à l'installation d'un pylône de radio-communication

La présente interpellation fait suite à l'annonce de l'installation, par la police fédérale, d'un pylône de radio-communication au coin des avenues Nouvelle et Cavalerie. Elle se joint aux diverses pétitions qui mobilisent, depuis plusieurs jours, les citoyens de ce quartier de notre commune.

Selon les informations dont nous disposons, ce pylône, haut d'une cinquantaine de mètres, serait porteur d'un très grand nombre d'antennes émettrices d'ondes électromagnétiques.

Outre les incidences urbanistiques catastrophiques d'un tel projet, dans un quartier où les casernes de la police fédérale cohabitent, rapellons-le, avec un grand nombre d'immeubles d'habitation, il y a lieu de s'inquiéter également des effets nocifs sur la santé d'une telle concentration d'antennes en un seul et même lieu.

Pour mémoire, notre région a prescrit, et vous y avez contribué, des normes strictes en termes de taux d'immission de rayonnements électromagnétiques afin de garantir aux habitants un cadre de vie le plus sain possible.

Dans ce cadre, un cadastre des antennes émettrices est mis en ligne par Bruxelles-Environnement. Celui-ci témoigne, d'ores et déjà, de la présence de plusieurs antennes de téléphonie-mobile à proximité du site où serait élevé ce nouveau pylône.

Pour autant, il n'est guère certain que les limitations prévues par la législation bruxelloise viennent à protéger la santé des habitants du quartier et de notre commune. En effet, les antennes relatives aux services de secours et de sécurité, notamment, semblent être exclues du champ d'application de l'ordonnance.

En conséquence, Monsieur le Bourgmestre, je souhaiterais vous adresser les questions suivantes :

1. Pouvez-vous confirmer la réception, par les services communaux, d'un permis d'urbanisme et d'un permis d'environnement concernant l'installation de ce pylône de radio-communication ?
2. Pouvez-vous décrire avec plus de précisions le projet de pylône et le type d'installations qu'il supportera ?
3. Disposez-vous de prévisions en termes de taux d'immission eu égard aux seuils fixés par la réglementation bruxelloise ?
4. Pouvez-vous nous renseigner sur la position adoptée par le Collège des bourgmestre et échevins dans ce cadre ?
5. Pouvez-vous confirmer que notre commune entend se mobiliser aux côtés des habitants du quartier concerné ?

Je vous remercie d'ores et déjà pour vos réponses.

Monsieur Van Praet expose son interpellation.

Le Bourgmestre prend la parole :

« « Est-ce que nous avons reçu une demande de permis d'urbanisme et d'environnement ? » »

Un permis d'urbanisme a été introduit à la région par un demandeur de droit public et c'est donc la Région d'office qui reçoit la demande. Le demandeur étant l'Etat Fédéral pour le service de communication Astrid.

L'enquête publique, organisée par la commune, s'est déroulée entre le 4 le 18 septembre 2017. Elle a fait l'objet de 157 réactions. La commission de concertation s'est déroulée le 3 octobre dernier.

Aucun permis d'environnement n'a à ce jour été introduit, il devra encore être introduit auprès de Bruxelles-Environnement.

« Pouvez-vous décrire avec plus de précisions le projet de pylône et le type d'installations qu'il supportera ? »

On l'appelle un pylône treillis, ce sont des barres en métal qui ne sont pas jointives, qui laissent passer de l'air. Le permis tend à installer un pylône treillis de 45 mètres de haut qui est prévu pour 3 opérateurs.

L'opérateur Astrid qui est donc l'opérateur de communication de sécurité pour notamment les forces de l'ordre. Apparemment ça serait aussi Telenet pour 6 antennes et Orange pour 6 antennes.

Il est prévu d'installer ce pylône à l'angle des avenues Nouvelle et de la Cavalerie, face aux immeubles de l'avenue Nouvelles, les immeubles du Foyer Etterbeekois.

« Est-ce qu'on dispose de prévisions en termes de taux d'émission eu égard aux seuils fixés par la réglementation bruxelloise ? »

Nous n'avons pas d'information à ce sujet dans la mesure où le permis d'environnement n'a pas été déposé. La question n'a pas été examinée par la commission de concertation. Tout cela devra faire l'objet, à supposer que la tour s'installe à cet endroit-là ou ailleurs, du respect des réglementations en la matière, notamment en raison du permis d'environnement.

« Est-ce que je peux vous renseigner sur la position adoptée par le Collège des bourgmestre et échevins dans ce cadre ? »

La réponse est non, parce que la Commission de concertation a rendu son avis en date du 3 octobre, et c'est ce jeudi que le Collège se réunira pour prendre position par rapport à cet avis de la Commission. Je ne fais pas de mystère en disant que l'Echevin de l'urbanisme et moi-même demanderons au Collège de refuser l'octroi de ce permis. C'est le Collège qui décidera mais tant Monsieur Van Bockstal que moi-même proposerons de refuser.

Pourquoi refuser ? Parce que l'avis extrêmement motivé de la Commission de Concertation était unanime contre l'installation de cette antenne. La motivation est à votre disposition mais je vais vous la résumer. Tout d'abord, la localisation particulièrement inadéquate puisque on a été trouver le lieu le plus proche de toute habitation possible autour des casernes. Lorsque j'ai reçu, au nom de la Commission

de concertation, les représentants d'Astrid, j'ai dit « Mais enfin, pourquoi avez-vous été proposer de placer ce pylône là où il ne faut vraiment pas le mettre, là où il y a des habitants ? Partout ailleurs autour des casernes, il n'y a pas d'habitant. », ils répondent qu'ils ont mis le pylône là où la Police Fédérale leur a donné son accord pour le mettre, mais eux n'ont pas de problème à la mettre ailleurs. J'ai posé la question de savoir aussi quel espace il fallait au sol, ils m'ont répondu 70 m², ce n'est pas énorme, vu la taille des casernes.

Certains membres de la Commission de concertation ont dit, à supposer que le pylône vienne, qu'il faudra en tout cas avoir quelque chose de moins moche que ce treillis et ils nous ont montré des choses qui permettent de masquer concrètement l'objet, l'antenne, et d'en faire quelque chose de « joli ».

On indique que l'implantation choisie pour le pylône le rendra extrêmement visible depuis l'ensemble des rues et habitations riveraines. L'esthétisme de ce pylône devrait être soigné. Le titulaire du permis devra demander un permis d'environnement, l'IBGE devra vérifier la conformité du projet avec la protection de l'environnement. Un pylône existe déjà à l'arrière du bâtiment « Le Manège » et il faudra voir si ce pylône sera démolé. La demande ne précise même pas qu'il faut remplacer le pylône de la rue Fritz Toussaint par le pylône à créer. Les opérateurs Télénet et Orange sont présents sur le pylône à démonter mais rien ne dit qu'ils devraient se trouver sur le pylône à installer.

L'impact visuel sur l'avenue de la Cavalerie et l'avenue Nouvelle est important. L'emplacement n'est pas adéquat au regard de l'impact urbain pour les logements à l'entour. Seule une implantation plus éloignée des logements pourrait convenir.

Nous avons reçu 150 lettres de contestation portant sur le danger pour la santé, la défiguration du quartier, la pollution visuelle, l'absence de permis d'environnement, l'absence d'étude d'impact pour le quartier, le danger des ondes électromagnétiques, le danger pour les enfants et personnes âgées et malades et la hauteur démesurée du pylône.

Tout comme je l'avais fait pour la tour de 18 étages que d'aucuns voulaient construire sur la commune d'Auderghem mais à l'extrême limite de celle-ci et donc pratiquement sur notre territoire, j'avais écrit au Ministre de l'Intérieur, Vice-Premier Ministre, en attirant son attention sur le danger de la création d'une semblable tour qui permettait une vue plongeante sur les casernes de la Police Fédérale. De la même façon, nous avons écrit au Ministre Jambon et à la Commissaire Générale de Bolle en leur disant que si nous ne mettions pas en cause l'installation d'une antenne pour des réseaux de sécurité, nous ne pouvions accepter l'emplacement proposé. Il s'agit, disons-nous dans notre courrier du 13 octobre, du seul endroit où les casernes jouxtent les habitations, cette antenne de près de 50 mètres de haut serait située face à de nombreux logements sociaux, privés et étudiants. La Commission de concertation a rendu un avis défavorable unanime à ce sujet, nous vous demandons dès lors d'évaluer la possibilité de déplacer cette antenne à un endroit plus adéquat sur le site des casernes qui ne gênera pas les habitations ».

Voilà les informations à ce stade-ci. »

Le Bourgmestre donne la parole à Monsieur Van Praet :

« Je vous remercie, Monsieur le Président, pour ces éléments de réponse. J'espère, et

je n'ai pas d'inquiétude à ce sujet, que le Collège suivra votre position et celle de Monsieur Van Bockstal jeudi prochain.

Deux éléments quand même en réplique. Tout d'abord, vous indiquez qu'il y a toujours lieu de se méfier sur tous les subterfuges pour rendre un tel objet invisible aux yeux des habitants, ça me rappelle toujours l'histoire d'un Ministre fédéral qui expliquait que, la tour des Finances étant transparente, personne ne la verrait parce qu'elle était faite de vitres en verre, et on ne voit qu'elle quand on descend dans le centre-ville. Je pense qu'il faut penser au développement urbain dans le quartier et donc l'idée de l'interpellation n'est pas de s'opposer au développement de moyens de communication qui sont nécessaires aux forces de Police.

On a vu, lors des derniers attentats, que c'est un des moyens de communication qui a été indispensable, mais ce qui est inquiétant dans le projet aujourd'hui, c'est qu'accompagnent 2, 3 antennes ASTRID une douzaine d'antennes commerciales concentrées en un seul point et dont le rayonnement sera diffusé sur tout le voisinage. Je sais que vous êtes essentiellement compétent sur le volet urbanistique mais je pense que nous devrions également être attentif sur les incidences environnementales, notamment dans le cas de la délivrance du permis. Vous serez mieux informés que nous de ces éléments là et je me permettrai, au besoin, de vous réinterpeller une fois que le dossier aura pu avancer à ce stade-là. »

Le Bourgmestre répond :

« Nous sommes très déterminés à lutter avec les riverains contre le placement de cette antenne à cet endroit-là. »

Le Bourgmestre donne la parole à Monsieur Buyani :

« Monsieur le Président, tenant compte du fait que l'interpellation de notre collègue vise la protection de la santé des citoyens, nous ne pouvons que l'approuver. Après tout ce que vous venez de dire, le Collège ne devrait-il pas proposer une étude sérieuse de santé publique afin de connaître l'impact des rayonnements à court, moyen et long termes sur la population environnante ? »

Le Bourgmestre répond :

« Monsieur Buyani, merci. Votre question est relative au permis d'environnement et pas au permis d'urbanisme. Tout d'abord, la Région a coupé les ailes à toutes les communes par rapport aux rayonnements électromagnétiques. Dans le passé nous avons un moyen d'action beaucoup plus important et nous avons fait usage de cela, on a été plusieurs fois au Conseil d'Etat. On ne pourra plus le faire à l'avenir parce que la Région a limité très fortement la compétence des communes dans « l'intérêt public », pour les antennes.

La question n'est pas à l'ordre du jour aujourd'hui parce que c'est pour le permis d'environnement. On sera attentifs à cette question lorsque le permis d'environnement sera déposé évidemment. C'est très différent si l'antenne est située au milieu des casernes, parce qu'à ce moment-là, on se situe à 300 mètres des habitations et le problème n'est plus du tout le même en terme de rayonnement. C'est prématuré de se poser la question puisqu'on ne sait pas du tout si le pylône s'implantera, ni où il s'implantera. »

Le Conseil entend l'interpellation.

Interpellatie van de heer Van Praet betreffende de plaatsing van een mast voor radiocommunicatie

Deze interpellatie wordt ingediend naar aanleiding van de aankondiging van de federale politie dat er een mast voor radiocommunicatie geplaatst zal worden op de hoek van de Nieuwelaan en de Ruiterijlaan. Ze sluit zich aan bij de verschillende petitities die burgers uit deze wijk van onze gemeente sinds enkele dagen mobiliseren.

Volgens de informatie waarover wij beschikken zou die mast, met een hoogte van een vijftigtal meters, een groot aantal antennes dragen die elektromagnetische golven uitzenden.

Behalve over de catastrofale stedenbouwkundige gevolgen van een dergelijk project in een wijk die gedeeld wordt de kazernen van de federale politie en een groot aantal woongebouwen, is er alle reden toe om zich ook zorgen te maken over de schadelijke effecten voor de gezondheid die een dergelijke concentratie van antennes op een en dezelfde plaats met zich kan meebrengen.

Ter herinnering, ons Gewest heeft, en u heeft daaraan meegewerkt, strikte normen voorgeschreven in verband met de hoeveelheid elektromagnetische straling om een zo gezond mogelijke leefomgeving te garanderen voor de inwoners.

In dat kader heeft Brussel Leefmilieu een kadaster van zendantennes online gezet. Daaruit blijkt dat er al verschillende antennes voor mobiele telefonie aanwezig zijn in de buurt van de site waar de nieuwe mast geplaatst zou worden.

Bovendien is het weinig zeker dat de beperkingen die voorzien zijn in de Brussels wetgeving de gezondheid van de inwoners van de wijk en van onze gemeente zullen beschermen aangezien antennes voor hulp- en veiligheidsdiensten buiten het toepassingsveld van de ordonnantie lijken te vallen.

Bijgevolg zou ik u de volgende vragen willen stellen, mijnheer de burgemeester:

1. Kunt u bevestigen dat de gemeentediensten een stedenbouwkundige vergunning en een milieuvergunning ontvangen hebben in verband met de plaatsing van deze mast voor radiocommunicatie?
2. Kunt u een nauwkeurigere beschrijving geven van het ontwerp van de mast en het type installaties die hij zal dragen?
3. Beschikt u over prognoses in verband met de hoeveelheid elektromagnetische straling rekening houdend met de drempelwaarden die vastgelegd zijn in de Brusselse voorschriften?
4. Kunt u ons informatie verschaffen over het standpunt dat het college van burgemeester en schepenen in dit kader inneemt?
5. Kunt u bevestigen dat onze gemeente van plan is om zich achter de acties van de inwoners van de betreffende wijk te scharen?

Ik dank u bij voorbaat voor uw antwoorden.

De heer Van Praet licht zijn interpellatie toe.

De burgemeester neemt het woord:

“Hebben wij een aanvraag ontvangen voor een stedenbouwkundige vergunning en een milieuvergunning?”

Er werd bij het Gewest een stedenbouwkundige vergunningsaanvraag ingediend door een aanvrager van publiek recht dus het is het Gewest dat de aanvraag automatisch ontvangt. De aanvrager is de federale staat voor de communicatiedienst Astrid.

Het openbaar onderzoek, dat door de gemeente georganiseerd werd, heeft plaatsgevonden van 4 tot 18 september 2017. Er waren 157 reacties. De overlegcommissie heeft plaatsgevonden op 3 oktober.

Op dit moment werd nog geen milieuvergunningsaanvraag ingediend. Die zal nog ingediend moeten worden bij Brussel Leefmilieu.

“Kunt u een nauwkeurigere beschrijving geven van het ontwerp van de mast en het type installaties die hij zal dragen?”

Het gaat over een mast met traliewerk waarvan de metalen staven aaneensluitend zijn en de lucht doorlaten. De vergunning heeft betrekking op de installatie van een mast van 45 meter hoog voor drie operatoren.

Astrid is dus de operator voor de veiligheidscommunicatie, in het bijzonder voor de ordediensten. Naar het schijnt zou de mast ook door Telenet (6 antennes) en Orange (6 antennes) gebruikt worden.

De mast zou geïnstalleerd worden op de hoek van de Nieuwelaan en de Ruiterslaan tegenover de gebouwen op de Nieuwelaan en de gebouwen van de Etterbeekse Haard.

“Beschikken we over prognoses in verband met de hoeveelheid elektromagnetische straling rekening houdend met de drempelwaarden die vastgelegd zijn in de Brusselse voorschriften?”

Wij hebben daarover geen informatie voor zover nog geen milieuvergunning werd ingediend. De vraag werd niet onderzocht door de overlegcommissie. In de veronderstelling dat de toren op die plaats of op een andere plaats geïnstalleerd wordt, zal die de geldende reglementen moeten respecteren, in het bijzonder met het oog op de milieuvergunning.

“Kunt u ons informatie verschaffen over het standpunt dat het college van burgemeester en schepenen in dit kader inneemt?”

Het antwoord is nee want de overlegcommissie heeft op 3 oktober een advies geformuleerd en het college komt aanstaande donderdag samen om een standpunt in te nemen ten opzichte van het advies van de commissie. Ik doe niet geheimzinnig als ik zeg dat de schepenen van Stedenbouw en ikzelf het college zullen vragen om de toekenning van die vergunning te weigeren. Het is het college dat een beslissing zal nemen, maar zowel mijnheer Van Bockstal als ikzelf zullen een weigering voorstellen.

Waarom een weigering? Omdat het advies van de overlegcommissie uitermate gemotiveerd is en unaniem tegen de installatie van die mast is. U kunt de motivering nalezen maar ik zal u een samenvatting geven. Allereerst is de locatie erg ongeschikt. Het is de plaats die het dichtst bij de woningen in de omgeving van de kazernen ligt. Toen ik de vertegenwoordigers van Astrid ontvangen heb in naam van de overlegcommissie heb ik gezegd: “Waarom hebt u toch voorgesteld om de zendmast te installeren op de plaats waar die zeker niet moet komen, op een plaats waar mensen wonen? Overal elders in de omgeving van de kazernen wonen geen mensen.” Ze hebben mij geantwoord dat ze de zendmast ingepland hebben op de plaats waarvoor de federale politie haar toestemming gegeven heeft, maar die heeft er geen probleem mee om de mast ergens anders te zetten. Ik heb gevraagd hoeveel ruimte ze nodig

hebben op de grond en ze hebben mij geantwoord: 70 vierkante meter. Dat is niet ontzettend groot rekening houdend met de omvang van de kazernen.

Sommige leden van de overlegcommissie hebben gezegd dat als de mast er zou komen, er in elk geval iets minder lelijks moet komen dan het traliewerk. Ze hebben ons mogelijkheden laten zien om de mast volledig aan het oog te onttrekken en er iets "moois" van te maken.

Men wijst er ook op dat de plaats die gekozen werd voor de mast hem uiterst zichtbaar maakt vanaf de omliggende straten en woningen. Er zou aandacht besteed moeten worden aan het aanzicht van de mast. De vergunningshouder zal dus een milieuvergunning moeten aanvragen, het BIM zal moeten controleren of het ontwerp de bescherming van het leefmilieu respecteert. Er staat al een mast achter het gebouw "Le Manège" en er moet nagegaan worden of die mast afgebroken zal worden. In de vraag wordt zelfs niet verduidelijkt of de mast in de Fritz Toussaintstraat vervangen moet worden door de nieuwe. Operatoren Telenet en Orange gebruiken de mast die gedemonteerd moet worden, maar niets zegt dat ze ook op de nieuwe mast moeten gebruiken.

De visuele impact op de Ruiterslaan en de Nieuwelaan is groot. De locatie is niet geschikt ten aanzien van de stedelijke impact voor de omliggende woningen. Enkel een locatie die verder van de woningen ligt zou geschikt kunnen zijn.

We hebben 150 protestbrieven ontvangen in verband met het gevaar voor de gezondheid, het onherkenbaar maken van de wijk, de visuele vervuiling, de afwezigheid van een milieuvergunning, de afwezigheid van een studie over de effecten voor de wijk, het gevaar van de elektromagnetische golven, het gevaar voor kinderen en oudere en zieke personen en de gigantische hoogte van de mast.

Net zoals ik dat gedaan heb voor de toren met achttien verdiepingen die men in Oudergem wilde bouwen op de grens van de gemeente (en dus bijna op ons grondgebied) heb ik een brief geschreven aan de minister van Binnenlandse Zaken, vicepremier, waarin ik zijn aandacht vestig op het gevaar van een gelijkaardige toren die inkijk zou kunnen geven in de kazernen van de federale politie. Evenzo hebben wij minister Jambon en commissaris-generaal Bolle geschreven. We hebben hen gezegd "dat wij de installatie van een mast voor de veiligheidsnetwerken niet in vraag stellen, maar dat wij die niet kunnen aanvaarden op de voorgestelde locatie. In onze brief van 13 oktober zeggen we dat het de enige plaats is waar de kazernen grenzen aan woningen. Die antenne van bijna 50 meter hoog zou zich tegenover tal van sociale, privé- en studentenwoningen bevinden. De overlegcommissie heeft unaniem een negatief advies geformuleerd en wij vragen u de mogelijkheid te onderzoeken om de mast op een geschiktere plaats op de site van de kazernen te installeren waar hij de woningen niet zal hinderen."

Dat is de informatie waarover wij in dit stadium beschikken."

De burgemeester geeft het woord aan de heer Van Praet:

"Ik dank u voor die antwoorden, mijnheer de voorzitter. Ik hoop dat het college uw standpunt en dat van mijnheer Van Bockstal komende donderdag zal volgen, maar ik maak mij daar geen zorgen over.

Twee elementen bieden echter weerwoord. Allereerst hebt u erop gewezen dat we altijd moeten oppassen voor uitvluchten om een dergelijk voorwerp te onttrekken aan het zicht van de inwoners. Dat doet mij denken aan het verhaal van een federale minister

die uitlegde dat de Financietoren transparant is en dat niemand die daardoor zou zien aangezien hij gemaakt is van glazen ramen. De toren is enkel zichtbaar wanneer men afzakt naar het centrum van de stad. Ik denk dat we ook moeten denken aan de stedelijke ontwikkeling van de wijk en het idee van de interpellatie is dus niet om zich te verzetten tegen de ontwikkeling van communicatiemiddelen die noodzakelijk zijn voor de politiediensten.

Bij de aanslagen hebben we gezien dat het een van de onmisbare communicatiemiddelen was. Wat ons vandaag echter verontrust in dit ontwerp, is dat er behalve de twee of drie antennes van Astrid ook een twaalfstal commerciële antennes samengebracht worden op één plaats. De straling daarvan wordt verspreid over de volledige omgeving. Ik weet dat u voornamelijk bevoegd bent voor het stedenbouwkundige luik, maar ik denk dat we ook aandacht moeten besteden aan de milieueffecten, in het bijzonder wanneer de vergunning uitgereikt wordt. U zult beter op de hoogte gehouden worden van die elementen dan wij en ik zal zo vrij zijn om u indien nodig opnieuw te interpellieren zodra het dossier dat stadium bereikt heeft.”

De burgemeester geeft antwoord:

“Wij zijn erg vastberaden om samen met de buurtbewoners te strijden tegen de installatie van de mast op die plaats.”

De burgemeester geeft het woord aan de heer Buyani:

“Mijnheer de voorzitter, rekening houdend met het feit dat de interpellatie van onze collega gericht is op de gezondheid van de burgers, kunnen wij er alleen maar akkoord mee gaan. Zou het college na alles wat u net gezegd heb al geen ernstig onderzoek naar de volksgezondheid moeten voorstellen om de effecten van de straling voor de omwonenden op korte, middellange en lange termijn te kennen?”

De burgemeester geeft antwoord:

“Dank u, mijnheer Buyani. Uw vraag heeft betrekking op de milieuvergunning en niet op de stedenbouwkundige vergunning. Allereerst heeft het Gewest alle gemeenten buitenspel gezet wat de elektromagnetische stralingen betreft. In het verleden hadden wij veel meer actiemiddelen en hebben wij daarvan ook gebruikgemaakt. Verschillende keren zijn wij naar de Raad van State gestapt. In de toekomst is dat niet meer mogelijk want het Gewest heeft de bevoegdheid van de gemeenten voor de masten sterk ingeperkt “voor het algemene belang”.

De kwestie staat vandaag niet op de agenda omdat die betrekking heeft op de milieuvergunning. We zullen er aandacht aan besteden wanneer de aanvraag voor de milieuvergunning effectief ingediend wordt. Het is een groot verschil als de mast in het midden van de kazernen geplaatst wordt. Daar bevindt hij zich op 300 meter van de woningen en het probleem is dan niet meer hetzelfde in termen van straling. Het is nog te vroeg om zich de vraag te stellen want we weten helemaal niet of de mast er gaat komen en waar hij dan zal komen.”

De raad hoort de interpellatie.

Françoise Bertieaux entre en séance / treedt in zitting.

Christian De Beco entre en séance / treedt in zitting.

16.10.2017/A/0016 **Interpellation de Monsieur Arnaud Van Praet - De Fluicity... au fleurissement des pieds d'arbre**

Au lendemain du lancement de Fluicity, une idée - parmi tant d'autres - recueillait un large soutien de la part des utilisateurs etterbeekoïses de la plate-forme citoyenne. Il était ainsi proposé d'encourager les habitants à fleurir les pieds d'arbre afin d'embellir les quartiers de notre commune. Plus d'une centaine de personnes ont soutenu cette idée. Son auteur proposait, du reste, que la commune prime les rues ou les quartiers au sein desquels les habitants se seraient le plus mobilisés.

Appuyant cette belle idée, j'ai pris connaissance qu'outre les initiatives éparses déjà réalisées, le Collège des bourgmestre et échevins avait décidé, voici quelques mois, de se pencher sur les meilleurs moyens permettant d'encourager les Etterbeekoïses à réaliser des projets de verdurisation.

En ville, nous le savons, les pieds d'arbre sont souvent malmenés : dépôts de sacs poubelles, déjections canines..., etc. Les conséquences sur la santé des arbres ne sont, semble-t-il, pas négligeables. Dès lors, fleurir leur pied peut être une solution. Du reste, profiter de ces petits lopins de terre pour embellir une rue est une invitation à plus de respect en termes de propreté. Elle peut également être l'occasion, pour les habitants, par une implication citoyenne, de s'approprier l'espace public et de participer au rayonnement de leur quartier.

La présente interpellation s'inscrit donc avec l'espoir qu'un dispositif à l'échelle de la commune puisse, lors de la prochaine période de plantation, permettre de concrétiser cette belle idée. Les options sont certainement nombreuses. A Molenbeek, par exemple, les habitants d'un quartier sont invités à parrainer un pied d'arbre devant chez eux. Ailleurs, une campagne annuelle permet de mettre à disposition, ou de vendre à prix coûtant, une large gamme de végétaux adaptés à ce type de plantations : géranium, iris, stipa, etc.

Une telle initiative permet aussi d'accompagner les habitants sur quelques bons usages, notamment en termes d'entretien et de produits à éviter.

Aussi, vous l'aurez compris, je souhaiterais, Monsieur le Bourgmestre, Monsieur l'Echevin, vous interroger sur l'état d'avancement de projets entrepris par le Collège communal en faveur du fleurissement des pieds d'arbre de notre commune.

Je vous remercie d'ores et déjà pour les éléments que vous pourrez nous renseigner.

Monsieur Van Praet expose son interpellation.

Le Bourgmestre prend la parole :

« Merci Monsieur Van Praet. Je vous invite à rejoindre les diagnostics en marchant car vous dites qu'il y a peu d'arbres dans la commune, vous verrez en nous suivant que ce n'est pas le cas. D'ailleurs, moi qui ai une certaine ancienneté dans cette commune, j'ai veillé depuis longtemps à rajouter des arbres partout où on le pouvait et notamment là où il avait des véhicules qui stationnaient en infraction.

L'Echevin des Travaux me dit qu'on a planté, en plus, 600 arbres en 10 ans. D'autre part, vous devriez prendre contact avec la personne qui a été la première à réagir sur

Fluicity (on aurait bien voulu le contacter mais c'est un pseudo « Jean-Paul d'Etterbeek » et on ne sait pas qui c'est). C'est en tout cas quelqu'un qui est très actif et apparemment très fin dans son choix dans la mesure où vous savez que le système de Fluicity permet que chacun puisse réagir à la proposition qui est faite et le nombre de personnes qui ont soutenu ce « Jean-Paul d'Etterbeek » est important.

D'ailleurs, dans le dernier diagnostic en marchant, nous avons rencontré un ressortissant hollandais, lequel avait non pas fleuri des pieds d'arbre, mais avait planté du lierre au pied des arbres, ce qui évidemment très rapidement fait un tapis de feuilles vertes et qui décourage les jets de crasses ou autres déjections. Mais cela nécessite un entretien, que cette personne fait, parce qu'évidemment le lierre ne s'arrête pas dans l'encadrement du pied d'arbre.

Le service de participation vous répond qu'il existe à possibilité pour chaque habitant de solliciter la commune afin de réaliser une convention pour le verdissement d'une façade ou d'un pied d'arbre mais cette possibilité reste encore largement méconnue. Ils ont donc décidé d'en faire une promotion beaucoup plus large en diffusant une brochure explicative sur les différentes possibilités qui existent en la matière, les différents contacts qui peuvent fournir des conseils, mais également les possibilités de financement.

Parce que ce n'est pas si simple. Si vous souhaitez planter une clématite ou autre chose, il faut enlever des pavés, sans couper une canalisation de gaz ou d'eau qui passe par là ! Il faut donc évidemment passer par le Service des Travaux qui a cette compétence parmi bien d'autres. Le Collège a décidé par sa séance du 24 août de diffuser cette brochure à partir du 25 novembre, à l'occasion de la Sainte-Catherine.

On a aussi lancé, sur Fluicity, « La bourse aux idées ». Elle permet aux Etterbeekoïses de soumettre des projets sur Fluicity et de bénéficier d'un financement afin qu'ils puissent en assumer la réalisation. Je pense qu'on a mis un budget de 50.000€ là-dessus, avec un maximum de 3000€ par idée qui serait retenue.

Le service des Travaux Publics nous dit qu'on a eu dizaine de conventions entre la commune et des particuliers pour des « verdissements d'une façade ou d'un pied d'arbre ».

De manière générale, les pieds d'arbres sont fleuris au moyen de plantes vivaces ou arbustives une fois la période de garantie des arbres révolue. Donc une fois l'arbre planté, il faut attendre une saison et puis planter des arbustes et des plantes vivaces au pied. Actuellement, le service des Travaux réalise différents essais au pied des arbres pour voir quels mélanges de plantes donnent satisfaction.

Il est important de signaler, que vu l'incivisme de certains, beaucoup de pieds d'arbres plantés n'ont pas survécu, en raison de déjections importantes et répétées de chiens, de dépôts de poubelles et autres inconvénients. Nous avons essayé de clôturer les pieds d'arbres dans une zone test, essai peu concluant car systématiquement dégradé par les voitures en manœuvre de stationnement. »

Le Bourgmestre donne la parole à Monsieur Van Praet :

« Merci Monsieur le Bourgmestre. A l'évidence, une dizaine de convention sur l'année c'est particulièrement peu. Je suis un peu déçu par la réponse du Collège, je pense que

la démarche de pouvoir collaborer avec des citoyens en particulier sur l'embellissement d'une façade, c'est une dynamique qui est très limitée à une propriété, et qu'on pourrait certainement, en termes de participation des quartiers, faire plus. On voit qu'il y a une réelle volonté des habitants de s'impliquer dans la vie de leur quartier, de se l'approprier. Je pense qu'on pourrait avoir des dynamiques plus collectives dans le cadre de la participation, pour qu'il y ait des projets de quartier en terme d'embellissement. Je suis certain qu'avec la promotion des conventions qui existent déjà, on pourra voir un résultat surgir dès le début du printemps. »

Le Conseil entend l'interpellation.

Interpellatie van de heer Arnaud Van Praet – Van Fluicity... tot de aanplanting van bloemen rond boomvoeten

Kort na de lancering van Fluicity kon een van de vele ideeën rekenen op heel wat steun van de Etterbekenaren die het burgerplatform gebruiken. Er werd voorgesteld om de inwoners aan te moedigen om bloemen te planten rond boomvoeten om op die manier de wijken in onze gemeente mooier te maken. Meer dan honderd mensen steunden dat idee. De initiatiefnemer stelde bovendien voor dat de gemeente een prijs zou toekennen aan de straten of wijken waar de inwoners de meeste inspanningen zouden geleverd hebben.

Ik ben een voorstander van dat mooie idee. Ik heb ook vernomen dat hier en daar al initiatieven concreet vorm gekregen hebben en dat het college van burgemeester en schepenen enkele maanden geleden bovendien beslist heeft om na te denken over de beste manier om Etterbekenaren aan te moedigen om vergroeningsprojecten op touw te zetten.

We weten dat boomvoeten het hard te verduren hebben in de stad: achtergelaten vuilniszakken, hondenpoep, enz. De gevolgen voor de gezondheid van de bomen lijken niet onbelangrijk. Bloemen aanplanten rond hun voet kan een oplossing zijn. Gebruikmaken van die lapjes grond om een straat mooier te maken kan bovendien een uitnodiging zijn om meer respect te tonen op het vlak van netheid. Daarnaast is het voor de inwoners ook een gelegenheid om zich de openbare ruimte toe te eigenen en hun steentje bij te dragen aan de uitstraling van hun wijk.

Deze interpellatie wordt dan ook ingediend in de hoop dat dit mooie idee tijdens de volgende aanplantingsperiode geconcretiseerd kan worden aan de hand van een voorziening op gemeentelijk niveau. Er zijn ongetwijfeld tal van mogelijkheden. In Molenbeek kunnen inwoners van een wijk bijvoorbeeld peter of meter worden van een boomvoet voor hun woning. Ergens anders wordt elk jaar een uitgebreid gamma aan planten die geschikt zijn voor dit type aanplantingen (geranium, iris, vedergras) ter beschikking gesteld of verkocht tegen de kostprijs.

Dankzij zulke initiatieven kunnen de inwoners ook begeleiding en tips krijgen, in het bijzonder in verband met onderhoud en te vermijden producten.

U zult het begrepen hebben, mijnheer de burgemeester, mijnheer de schepenen, ik zou u informatie willen vragen over de voortgang van de projecten die het college op touw gezet heeft in verband met de aanplanting van bloemen rond boomvoeten in onze gemeente.

Ik dank u bij voorbaat voor de antwoorden die u ons kunt geven.

De heer Van Praet licht zijn interpellatie toe.

De burgemeester neemt het woord:

“Dank u, mijnheer Van Praet. Ik nodig u uit voor de diagnosewandelingen want u zegt dat er weinig bomen zijn in de gemeente, maar als u met ons meewandelt, dan zult u zien dat dat niet het geval is. Bovendien zie ik, die toch al een tijdje meegaat in de gemeente, er al sinds lange tijd op toe dat er extra bomen geplant worden overal waar dat mogelijk is en in het bijzonder daar waar voertuigen foutparkeerden.

De schepen van Openbare Werken heeft mij gezegd dat we de afgelopen tien jaar zeshonderd bomen hebben geplant. Anderzijds zou u contact moeten opnemen met de eerste persoon die op Fluicity heeft gereageerd. We hadden hem graag gecontacteerd, maar het is een pseudoniem (“Jean-Paul d'Etterbeek”) en we weten niet wie hij is. Het is in elk geval iemand die zeer actief is en blijkbaar heel scherpzinnig is in de keuzes die hij maakt. U weet dat iedereen via Fluicity kan reageren op de voorstellen van anderen en er zijn veel mensen die “Jean-Paul d'Etterbeek” steunen.

Tijdens de recentste diagnosewandeling hebben wij een Nederlander ontmoet die geen bloemen aangeplant heeft rond boomvoeten, maar klimop. Zo wordt snel een tapijt van groene bladeren gevormd dat vuiligheid en uitwerpselen ontmoedigt. Klimop vraagt echter onderhoud, maar dat doet die man ook. De plant beperkt zich immers niet tot de boomvoet.

De dienst Participatie antwoordt u dat elke inwoner de gemeente kan vragen om een overeenkomst te sluiten voor de vergroening van een gevel of een boomvoet, maar die mogelijkheid is nog maar weinig bekend. Daarom werd beslist om er meer promotie voor te maken, onder andere aan de hand van een brochure met een uitleg van de verschillende mogelijkheden, de contactgegevens van diensten die tips kunnen geven, maar ook financieringsmogelijkheden.

Want het is niet gemakkelijk. Als u een clematis of iets anders wilt planten, dan moeten de straatstenen verwijderd worden zonder een gas- of waterleiding te raken! Dat moet dus via de dienst Openbare Werken gebeuren, die daar onder andere verantwoordelijk voor is. In zijn zitting van 24 augustus heeft het college beslist om de brochure te verspreiden vanaf 25 november ter gelegenheid van Sainte-Catherine.

Op Fluicity hebben we ook de “ideeënbeurs” gelanceerd. Etterbekenaren kunnen via het platform projecten voorstellen en een financiering krijgen zodat ze het project zelf kunnen realiseren. Ik denk dat we daarvoor een bedrag van 50.000 euro vrijgemaakt hebben met een maximum van 3.000 euro per project.

De dienst Openbare Werken heeft ons gezegd dat er een tiental overeenkomsten werden gesloten tussen de gemeente en particulieren voor de “vergroening van een gevel of een boomvoet”.

Doorgaans worden rond boomvoeten overjarige planten of struikplanten aangeplant zodra de garantieperiode van de bomen verstreken is. Zodra de boom geplant is, moet er dus een seizoen gewacht worden alvorens overjarige planten of struikplanten rond de voet te planten. Op dit moment voert de dienst Openbare Werken verschillende tests uit om te zien welke mengelingen van planten rond boomvoeten voldoening geven.

Het is belangrijk om te vermelden dat veel bebloemde boomvoeten het niet overleefd hebben door het gebrek aan burgerzin van bepaalde mensen: uitwerpselen van honden die niet worden opgeraapt, vuilnis dat achterlaten wordt, enzovoort. In een testzone hebben we geprobeerd om de boomvoeten te omheinen, maar dat was weinig overtuigend doordat de omheining systematisch kapotgemaakt werd door voertuigen die parkeermanoeuvres uitvoeren.”

De burgemeester geeft het woord aan de heer Van Praet:

“Dank u, mijnheer de burgemeester. Natuurlijk is een tiental overeenkomsten in één jaar relatief weinig. Ik ben een beetje teleurgesteld over het antwoord van het college. Ik denk dat een mogelijke samenwerking met de burgers voor de verfraaiing van gevels een dynamiek is die zich beperkt tot een eigendom en dat we in termen van participatie van de wijken meer zouden kunnen doen. We zien dat de inwoners wel degelijk bereid zijn om zich in te zetten voor het leven in hun wijk, om zich hun wijk eigen te maken. Ik denk dat er collectievere dynamieken mogelijk zijn in het kader van de participatie opdat er in de wijken verfraaiingsprojecten ontstaan. Ik ben er zeker van dat we met de promotie van de bestaande overeenkomsten al resultaat kunnen zien bij de start van het voorjaar.”

De raad hoort de interpellatie.

Farida Tatou quitte la séance / verlaat de zitting.

16.10.2017/A/0017 **Interpellation de Monsieur André du Bus relative aux réponses à fournir aux besoins des Jeunes Aidants Proches.**

Monsieur le Président,

Le 4 octobre dernier se tenait à l'ULB le deuxième colloque sur la situation des Jeunes Aidants Proches. Occasion pour l'asbl Jeunes & Aidants Proches de communiquer les résultats d'une étude sur le nombre de ces jeunes concernés en Région bruxelloise, leur profil et leurs besoins. Pour mémoire, les jeunes qualifiés d'aidants proches sont ces jeunes qui apportent de l'aide régulière et de façon continue à un proche en situation de dépendance. L'étude a porté sur un échantillon de 1401 élèves de 12 à 25 ans.

Parmi l'échantillon 14,1 % d'élèves se sont reconnus dans la situation d'un jeune aidant proche. Dans une classe de 22 élèves, cela concerne donc trois jeunes. La proportion est de deux filles pour un garçon. Ces jeunes s'occupent en premier lieu d'un (ou de leurs) parent(s), ensuite la personne aidée est un frère ou une sœur, enfin certains s'occupent d'un membre de la famille élargie.

L'aide que ces jeunes apportent prend différents aspects : prise en charge des besoins médicaux et de soins (accompagner chez le médecin, approvisionner et donner des médicaments, voire des soins plus techniques, habiller la personne, l'aider à aller aux toilettes, la laver, veiller la nuit, changer les draps la nuit...) ; aider aux déplacements (pousser la chaise, aider à se lever du lit...) ; s'occuper de la fratrie (veiller sur eux, procurer une aide scolaire, aller aux réunions de parents, assurer un suivi de santé...) ; apporter un soutien émotionnel à leur proche (tenir compagnie, changer les idées, remonter le moral...) ; s'occuper des tâches ménagères et administratives (cuisiner,

faire la lessive, gérer les courses, nettoyer, gérer le budget, se déplacer à la commune pour obtenir un document...). La moitié de ces jeunes fournissent une aide quotidienne qui s'étale sur trois heures, 6 % plus de trois heures et le reste entre une demi-heure et trois heures.

Pour le jeune concerné les conséquences s'inscrivent dans une négligence de soi, un isolement social et des difficultés scolaires réelles. Ces paramètres ont déjà été évoqués lors de ma précédente interpellation sur le sujet.

Les aides dont ces jeunes souhaitent bénéficier sont d'abord de l'ordre scolaire (pour eux-mêmes donc), ensuite par rapport à leur santé, leurs loisirs et leur relations interpersonnelles, ensuite par rapport à la santé de leur proche, enfin par rapport à leur droit.

Nous savons que la commune a déjà pris une première initiative en sensibilisant les responsables et les animateurs des jeunes à ce propos. Avec la collaboration de l'asbl Jeunes & Aidants Proches. C'est un premier pas intéressant. Au vu des résultats de cette nouvelle étude et des expériences menées en France et en Suisse à ce sujet, il apparaît que la commune peut prendre d'autres mesures.

La première porte sur la sensibilisation du corps enseignant dont elle est le Pouvoir Organisateur : un élève qui dort en classe n'est pas du tout perçu de la même manière quand on sait que c'est parce qu'il veille la nuit pour éviter qu'un proche fasse une bêtise... La seconde sur la désignation, au sein de l'administration, d'une personne sensibilisée à cette question. De façon à pouvoir orienter vers elle le jeune qui se présente au guichet. Car les démarches sont parfois lourdes et difficiles. Comment donc dans une commune, pouvoir alléger et soutenir les jeunes qui doivent effectuer ces démarches ? C'est une question qui mérite d'être posée au sein de notre commune qui se veut pilote en matière d'aidant proche.

Je vous livre la réflexion de Bernard De Roover, Président de Télé Secours et membre actif de l'asbl Jeunes & Aidants Proches : *« Il suffirait d'avoir au sein de l'administration un(e) employé(e) ancien(ne) aidant(e) qui aurait de suite l'attitude appropriée. Les autres employés pourraient lui adresser ces jeunes. L'employé(e) en question pourrait susciter d'autres questions, parler d'autres aides possibles, reconnaître le boulot effectué par le jeune, le soutenir et l'informer. Et pour les jeunes, le fait de savoir que cette personne existe à la commune, c'est déjà avoir une forme de reconnaissance et de soutien.*

Je prends l'exemple d'une jeune adulte qui a pris sa soeur mineure en charge et qui a besoin de la signature de la maman démente pour obtenir un document nécessaire. La personne désignée au sein de la commune pourrait expliquer dans les termes qui conviennent ce qu'il faut faire et comment le faire...et faciliter les aspects pratiques...tout en étant soutenante et reconnaissante vis à-vis de la soeur aînée pour ce qu'elle fait. »

Voilà, Monsieur le Président, les quelques éléments de réflexion qui aboutissent à deux demandes concrètes : sensibiliser le corps enseignant et désigner un référent Jeunes Aidants Proches au sein de l'administration.

Je vous remercie pour votre attention.

Monsieur du Bus expose son interpellation.

Le Bourgmestre donne la parole à l'échevin, Monsieur Jean Laurent :

« Je vous remercie Monsieur du Bus. On poursuit un travail, qui a été entamé suite à vos interpellations, puisqu'au mois de juin nous avons cette formation qui s'était adressée à 9 ASBL actives dans le secteur de la jeunesse et à la cellule jeunesse du CPAS. Lors de cette formation, un des animateurs d'une des ASBL est un ancien jeune aidant proche, donc il était particulièrement sensibilisé à la question. Et a fait un apport d'expérience lors de cette formation qui était assez intéressant pour l'ensemble des intervenants puisqu'il a parlé de ses douleurs et de ses problèmes en étant, lui, jeune et privé d'une partie de sa jeunesse.

En interne, le service Jeunesse a transmis les documents au service Social de manière assurer un suivi. »

Le Bourgmestre prend la parole :

« Je vous remercie. La réponse du service de l'Enseignement est la suivante, la formation dispensée par l'asbl « Jeunes et Aidants proches » pourrait être proposée, moyennant l'approbation du Collège aux membres du PMS (centre psycho-médico-social) et du PSE (promotion de la santé à l'école). Face à ce type de problématique, ce sont en effet les personnes ressources auxquelles nos enseignants font déjà appel. En effet, sans pour autant utiliser les termes « jeune aidant proche », les enseignants ont à cœur d'être attentifs au quotidien des enfants et des jeunes qui leur sont confiés. Ils ont pour habitude de partager leurs inquiétudes avec les équipes précitées, qui sont plus armées pour intervenir.

Je propose qu'on en fasse une délibération formelle au Collège, pour organiser ce qui se fait déjà avec la bonne volonté des enseignements, mais pour peut-être mettre un nom sur la démarche. »

Le Bourgmestre donne la parole à l'échevine Madame N'Jomgang-Fonkeu :

« Je vous remercie, monsieur le Président. La réponse du service Santé est la suivante. Il reconnaît la pénibilité des tâches qui incombent aux aidants proches qui, dans certains cas, s'avèrent être des enfants et des adolescents. Ceux-ci doivent, en plus de leur activité scolaire, prodiguer des soins et des aides à des malades souffrant souvent de maladie chronique, comme par exemple, la maladie d'Alzheimer. Nous avons organisé le 26 avril dernier une table ronde sur cette maladie où le sujet des aidants proches a été grandement évoqué.

Toutefois, le service n'a pas de prise concrète sur la sensibilisation au sein des écoles, et particulièrement parmi le personnel enseignant, de la situation des jeunes aidants proches.

Je voudrais ajouter que, comme vous l'avez dit, du 2 au 8 octobre dernier, s'est passée pour la 4^{ème} fois la semaine des aidants proches. »

Le Bourgmestre donne la parole à Monsieur Du Bus :

« Merci pour vos réponses respectives. Si je comprends bien, vous allez travailler avec le PMS pour voir dans quelle mesure une sensibilisation peut être orchestrée à l'attention du monde enseignant, qui dépend de la commune.

Par contre, je n'ai pas compris la réponse par rapport à la demande de désigner au

sein de l'administration un référent qui peut accueillir les jeunes aidants proches qui sont face à des difficultés d'ordre administratif.

Généralement, ce qui m'a été dit c'est que bien souvent, dans l'administration, il y a des gens qui ont connu cette situation-là et qui peuvent très naturellement être plus sensible de par leur propre expérience. »

Le Bourgmestre répond :

« On n'a pas répondu sur ce point parce que la personne n'est pas encore désignée, je ne sais pas quelle est votre expérience, si dans d'autres communes vous avez des exemples de fonction qui ont été utilisées pour la désignation de cette personne-là. Nous hésitions un petit peu au niveau de l'assistante sociale ou la responsable de l'enseignement. »

Le Bourgmestre donne la parole à Monsieur du Bus :

« Je n'ai pas d'expérience en la matière. Ce que je peux faire c'est vous renvoyer à la personne qui gère ça pour la plateforme Jeune Aidants Proches. C'est Monsieur Bernard de Roover. »

Le Conseil entend l'interpellation.

Interpellatie van de heer André du Bus betreffende de antwoorden op de behoeften van jonge mantelzorgers.

Mijnheer de voorzitter,

Op 4 oktober heeft in de ULB het tweede colloquium over de situatie van jonge mantelzorgers plaatsgevonden. Voor de vzw Jeunes & Aidants Proches was dat een gelegenheid om de resultaten voor te stellen van een onderzoek naar het aantal betrokken jongeren in het Brusselse gewest, hun profiel en hun behoeften. Ter herinnering, jongeren die “mantelzorgers” genoemd worden zijn jongeren die regelmatig en onafgebroken hulp bieden aan een zorgbehoevend familielid. Het onderzoek had betrekking op een steekproef van 1.401 leerlingen tussen 12 en 25 jaar oud.

14,1% van de leerlingen herkent zichzelf in de situatie van een jonge mantelzorger. In een klas met tweeëntwintig leerlingen zijn dat dus drie jongeren. De verhouding is twee meisjes voor één jongen. Die jongeren zorgen in de eerste plaats voor een (of hun) ouder(s). Daarna volgen een broer of zus en tot slot zorgen sommigen voor een ander familielid.

De hulp die de jongeren bieden heeft verschillende aspecten: voorzien in de behoeften aan medicijnen en verzorging (begeleiden naar de dokter, medicijnen kopen en toedienen of zelfs technische zorgen, de persoon aankleden, helpen om naar het toilet te gaan of wassen, 's nachts opblijven, 's nachts lakens verversen...); hulp bij verplaatsingen (rolstoel duwen, helpen om uit bed te komen...); zich bezighouden met broers en zussen (op hen passen, hen helpen met schoolwerk, naar oudercontacten gaan, hun gezondheidstoestand opvolgen...); emotionele steun bieden aan hun familielid (gezelschap houden, gedachten verzetten, opbeuren...); zich bezighouden met huishoudelijke en administratieve taken (koken, de was doen, boodschappen doen, schoonmaken, het budget beheren, naar de gemeente gaan voor documenten...). De

helpt van die jongeren helpen dagelijks ongeveer drie uur, zes procent helpt meer dan drie uur en de overige vierenveertig procent een halfuur tot drie uur.

Voor de jongeren in kwestie zijn de gevolgen onder andere zelfverwaarlozing, sociaal isolement of moeilijkheden op school. Die parameters werden eerder al aangehaald tijdens mijn vorige interpellatie in verband met dit onderwerp.

In de eerste plaats willen deze jongeren hulp krijgen op schoolvlak (voor zichzelf dus), vervolgens voor hun gezondheid, hun vrijetijdsbesteding en hun interpersoonlijke relatie, vervolgens voor de gezondheid van hun familielid en tot slot voor hun omgeving.

We weten dat de gemeente al een eerste initiatief genomen heeft door de verantwoordelijken en de animatoren van de jongeren hiervan bewust te maken in samenwerking met de vzw Jeunes & Aidants Proches. Dat is een eerste, interessante stap. Uit de resultaten van dit nieuwe onderzoek en de experimenten die gevoerd worden in Frankrijk en Zwitserland blijkt echter dat de gemeente nog andere maatregelen kan nemen.

Een eerste maatregel betreft de bewustmaking van het onderwijzend personeel, van wie de gemeente de inrichtende macht is: een leerling die in de klas slaapt wordt niet op dezelfde manier gezien wanneer men weet dat hij 's nachts wakker blijft om te vermijden dat een familielid domme dingen doet... De tweede maatregel bestaat erin binnen het bestuur een persoon aan te duiden die gevoelig gemaakt werd voor deze kwestie zodat jongeren die zich aanmelden bij het loket naar hem doorgestuurd kunnen worden. Administratieve stappen kunnen soms immers moeilijk zijn. Hoe kunnen jongeren die administratieve stappen moeten ondernemen geholpen en ontlast worden in een gemeente? Dat is een vraag die gesteld mag worden in onze gemeente, die een voortrekkersrol wil spelen op het vlak van mantelzorgers.

Ik geef u hierbij de bedenking van Bernard De Roover, voorzitter van Télé Secours en actief lid van de vzw Jeunes & Aidants Proches: *“Het zou volstaan om binnen het gemeentebestuur een beambte aan te stellen die vroeger zorgverlener was en de juiste houding aanneemt. De andere beambten zouden die jongeren naar hem kunnen doorverwijzen. De beambte in kwestie zou andere vragen kunnen oproepen, praten over andere vormen van hulp, het werk van de jongere erkennen, hem steunen en hem informeren. En voor de jongeren is het feit te weten dat die persoon bestaat bij de gemeente al een vorm van erkenning en steun.*

Ik neem het voorbeeld van een jongvolwassene die de zorg voor haar minderjarige zus op zich neemt en die de handtekening van haar demente moeder nodig heeft om een document te verkrijgen. De persoon die binnen de gemeente aangesteld werd zou haar in aangepaste woorden kunnen uitleggen wat ze moet ondernemen en hoe en zou de praktische aspecten kunnen vergemakkelijken. Tegelijkertijd zou hij zich begripvol en erkentelijk kunnen opstellen ten aanzien van de oudere zus voor alles wat zij doet.”

Zo, mijnheer de voorzitter, dat waren enkele bedenkingen die leiden tot twee concrete vragen, namelijk het onderwijzend personeel bewust maken en binnen het gemeentebestuur een aanspreekpunt voor jonge mantelzorgers aanstellen.

Ik dank u voor uw aandacht.

De heer du Bus licht zijn interpellatie toe.

De burgemeester geeft het woord aan de schepen, de heer Jean Laurent:

“Ik dank u, mijnheer du Bus. We zetten het werk waarmee wij gestart zijn naar aanleiding van uw interpellaties voort. In juni hebben wij een opleiding georganiseerd voor negen vzw's die actief zijn in de jeugdsector en voor de afdeling Jeugd van het OCMW. Een van de animatoren van een van de deelnemende vzw's is een jonge mantelzorger. Hij was zich dan ook terdege bewust van de kwestie. Hij heeft tijdens de opleiding ervaringen gedeeld die interessant waren voor alle deelnemers. Hij heeft gepraat over zijn verdriet en over zijn problemen als jongeman die een deel van zijn jeugd ontnomen werd.

Intern heeft de dienst Jeugd de documenten bezorgd aan de sociale dienst voor opvolging.”

De burgemeester neemt het woord:

“Ik dank u. Het antwoord van de dienst Onderwijs is het volgende: de opleiding die gegeven werd door de vzw “Jeunes et Aidants proches” zou aangeboden kunnen worden aan de leden van het PMS-centrum (“centre psycho-médico-social”) en aan de dienst PSE (“promotion de la santé à l'école”) op voorwaarde dat het college akkoord gaat. Dat zijn de specialisten waar onze leerkrachten nu al een beroep op doen wanneer zij geconfronteerd worden met deze problematiek. Zonder daarom de term “jonge mantelzorger” te gebruiken, nemen de leerkrachten het ter harte om aandacht te besteden aan het dagelijkse leven van de kinderen en jongeren die hen toevertrouwd worden. Zij hebben de gewoonte om hun bezorgdheden te delen met de genoemde teams, die beter uitgerust zijn om in te grijpen.

Ik stel voor dat we het college een formele beraadslaging voorleggen om concreet te organiseren wat de leerkrachten nu al met goede wil doen en om er misschien een naam aan te geven.”

De burgemeester geeft het woord aan de schepen, mevrouw Njomgang-Fonkeu:

“Ik dank u, mijnheer de voorzitter. Het antwoord van de dienst Gezondheid is het volgende. Hij erkent de moeilijkheid van de taken die rusten op de schouders van de mantelzorgers, die in sommige gevallen kinderen of jongen blijken te zijn. Zij moeten niet alleen naar school gaan, maar ook zieken verzorgen die vaak lijden aan chronische ziektes zoals de ziekte van Alzheimer. Op 26 april hebben wij een ronde tafel over die ziekte georganiseerd waar ook het onderwerp van de mantelzorger uitvoerig besproken werd.

De dienst heeft echter niet concreet vat op de bewustmaking in de scholen, in het bijzonder de bewustmaking van het onderwijzend personeel voor de situatie van de jonge mantelzorgers.

Ik wilde er nog aan toevoegen dat, zoals u gezegd hebt, van 2 tot 8 oktober voor de vierde keer de week van de mantelzorgers georganiseerd werd.”

De burgemeester geeft het woord aan de heer du Bus:

“Dank u voor uw antwoorden. Als ik het goed begrijp, gaat u samenwerken met het PMS-centrum om te bekijken in welke mate de bewustmaking in het onderwijs, dat afhangt van de gemeente, georganiseerd kan worden.

Het antwoord op de vraag om binnen het bestuur een aanspreekpunt aan te stellen die

jonge mantelzorgers die geconfronteerd worden met administratieve moeilijkheden moet helpen heb ik niet begrepen.

Wat mij in grote lijnen gezegd werd, is dat er binnen het bestuur vaak mensen zijn die dezelfde situatie meegemaakt hebben en die van nature veel gevoeliger zijn vanwege hun eigen ervaring.”

De burgemeester geeft antwoord:

“Wij hebben die vraag niet beantwoord omdat die persoon nog niet aangesteld werd. Ik weet niet wat uw ervaring is. Hebt u misschien voorbeelden van functies die in andere gemeenten gebruikt werden om die persoon aan te stellen? Wij twijfelen een beetje tussen de maatschappelijk assistente en de verantwoordelijke van de dienst Onderwijs.”

De burgemeester geeft het woord aan de heer du Bus:

“Ik heb daar geen ervaring mee. Ik kan u doorverwijzen naar de persoon die dat regelt voor het platform Jeunes Aidants Proches. Dat is mijnheer Bernard de Roover.”

De raad hoort de interpellatie.

Kathy Mottet entre en séance / treedt in zitting.

Farida Tatou entre en séance / treedt in zitting.

Patrick Lenaers quitte la séance / verlaat de zitting.

Ahmed M'Rabet quitte la séance / verlaat de zitting.

16.10.2017/A/0018 **Interpellation du groupe DÉFI concernant le bien-être animal et le label « commune amie des animaux » décerné par la Région bruxelloise.**

La Région bruxelloise a créé un label « Commune amie des animaux » afin de récompenser les communes les plus dynamiques en matière de bien-être animal.

Récemment, cinq communes ont reçu ce label mais malheureusement pas la commune d'Etterbeek.

En effet, la Région avait également décidé l'année dernière d'accorder des subsides aux communes bruxelloises désireuses de développer des projets permettant d'améliorer le bien-être animal. Cela pouvait, par exemple, viser la stérilisation des chats et la diffusion d'information concernant le bien-être animal.

Sans prétendre que la commune ne fait rien pour le bien-être animal, on peut déplorer que la majorité ne compte pas, de manière visible, un échevin chargé spécifiquement du bien-être animal parmi ses compétences.

Pouvez-vous me préciser si :

1° La commune a rentré des projets afin de solliciter l'octroi de ces subsides et, dans la négative, pour quelle(s) raison(s) ?

2° La commune entend en rentrer prochainement et, dans la négative, pour quelle(s) raison(s) ?

3° La majorité entend désigner un membre du Collège qui serait chargé, de manière visible, du bien-être animal ? (Cette compétence ne figure pas parmi celles affichées sur le site internet de la Commune).

4° La commune entend fournir les efforts nécessaires afin de se voir accorder le label « Commune amie des animaux » ?

Je vous remercie, Monsieur le Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les Echevins, chers collègues, de l'attention que vous porterez à cette interpellation.

Monsieur Gasia lit son interpellation.

Le Bourgmestre prend la parole :

« Vous savez, on n'est pas une commune dans laquelle les échevins ont un cabinet de 5, 6 voire 12 membres de cabinet. Chez nous, les échevins ont une personne qui reçoit 125€ par mois pour faire leur secrétariat. C'est comme ça aussi qu'on a baissé des impôts, qu'on a remboursé nos dettes, qu'on a serré la visse. Ça veut dire que Monsieur Aziz Es qui a été désigné comme échevin du Bien-être animal n'a jamais reçu l'aide administrative qui eut dû lui être donnée et c'est ce qui explique que malgré sa désignation, le dossier, malgré qu'on soit bon sur le terrain, ce qui est l'essentiel, n'a pas été introduit pour l'obtention d'un subside auprès de la Ministre. On va voir si on peut encore le faire, parce qu'on est prêt pour cette année-ci. En tout cas ça serait au plus tard pour l'année prochaine.

Le service de l'Aménagement du Territoire, en matière de lutte contre les nuisances, a travaillé avec des subventionnements et la concertation avec des associations tierces en ce qui concerne le sujet, la lutte contre les pigeons, les rats et autres nuisibles.

Est-ce qu'il y a une valeur ajoutée d'obtenir un label qui prévoit une organisation publique ? Ça peut se débattre, mais ça n'a pas été ressenti comme tel, cependant la commune est engagée dans les différents critères de la commune respectueuse du bien-être animal et indépendamment du label, nous pensons avec certitude que nous sommes dans les conditions de l'octroi de ce label.

En effet, la Région octroie le label sur base de la réunion au moins de 5 critères sur 10 et sans être exhaustif, nous pensons réunir au moins 5 critères sur 10.

- Tout d'abord nous avons désigné en Collège un échevin chargé de la politique du bien-être animal.*
- Au sein de la zone de Police, un fonctionnaire au moins est spécialisé dans la législation relative au bien-être animal, il s'agit du service Enquête administrative de la Police. Ce service est en contact régulier avec le service de l'Environnement, sanctions administratives.*
- Les parcs qui relèvent de la compétence de la commune font l'objet font l'objet d'une attention particulière pour les chiens ; dans le parc Keith Häring, près du stade de foot et au Rinsdelle existent des « zones de liberté » où les chiens peuvent courir sans laisse. Par ailleurs, des canisites existent dans la plupart des espaces verts dépendant de la commune.*
- Une approche respectueuse du bien-être animal est élaborée concernant les*

chats errants, en les stérilisant systématiquement, et ce, en collaboration avec des organisations professionnelles et des vétérinaires. La commune octroie depuis des années un subside à une asbl, association reconnue par la Région, qui répond à tous les critères exigés par la Région dans leur appel à projets, y compris la capture, la stérilisation des chats errants et leur remise en liberté dans le quartier où ils avaient été capturés.

- *La commune met en place un plan d'action efficace en ce qui concerne les animaux trouvés, errants ou saisis, en collaborant avec les refuges pour animaux et les organisations qui assurent le transport d'animaux 24h/24 et 7j/7. Ce point est venu à de nombreuses reprises au Collège de Police pour décider de la manière la plus adéquate de travailler. La zone de Police avait une convention avec la société VETTAS qui s'occupait de ce type de transport d'animaux.*

Depuis peu, la police et les communes, ont, en concertation, réparti entre elles les tâches de gestion des animaux errants. La commune a maintenant conclu une convention avec cette même société, et, une fois passée la période de transition, ce sera elle qui gèrera cette mission. La police gardera cette compétence en dehors des heures de bureau parce sinon, le cout est trop important comme répercussion.

Vous devez savoir que l'échevin s'est ouvert à moi de son intention d'être très proactif dans le domaine et donc on va aussi faire en sorte qu'il est l'aide administrative nécessaire pour par exemple pour réunir l'ensemble des médecins-vétérinaires de la commune pour leur échanger leurs propres suggestions et les suggestions que nous avons à leur communiquer, améliorer la communication en la matière et je pense donc que si on laisse quelques mois à l'échevin pour mener sa politique, vous pourrez refaire un peu bilan, par exemple au printemps de l'année prochaine, à ce sujet. »

Le Bourgmestre donne la parole à Monsieur Gasia :

« Monsieur le Bourgmestre, je vous remercie pour ces excellentes nouvelles, l'une des réponses finalement pourrait dès demain figurer sur le site de la commune, puisque comme je vous l'ai dit, la visibilité de cette compétence n'apparaît pas aux yeux du mandataire, et a fortiori aux yeux des différents vétérinaires et autres personnes sensibilisés par le bien-être animal.

J'ai bien entendu aussi que de toute façon, sans avoir la médaille, la commune la méritait. L'important c'est que l'objectif soit atteint. »

Le Conseil entend l'interpellation.

Interpellatie van de fractie DÉFI betreffende het dierenwelzijn en het label “Diervriendelijke gemeente” dat uitgereikt wordt door het Brussels Gewest.

Het Brussels Gewest heeft het label “Diervriendelijke gemeente” in het leven geroepen om de gemeenten die de meeste inspanningen leveren voor dierenwelzijn te belonen.

Kort geleden hebben vijf gemeenten dat label ontvangen, maar jammer genoeg niet de gemeente Etterbeek.

Het Gewest heeft vorig jaar ook beslist om subsidies te geven aan de Brusselse gemeenten die projecten op touw willen zetten om het welzijn van de dieren te

verbeteren. Het gaat bijvoorbeeld over de sterilisatie van katten of de verspreiding van informatie in verband met dierenwelzijn.

Zonder te beweren dat de gemeente niets onderneemt op het vlak van dierenwelzijn, kunnen we betreuren dat de meerderheid geen schepen heeft die bevoegd is voor dierenwelzijn.

Kunt u mij zeggen of:

1. de gemeente projecten ingediend heeft om die subsidies aan te vragen. Zo niet, om welke reden(en)?
2. de gemeente van plan is om binnenkort projecten in te dienen? Zo niet, om welke reden(en)?
3. de meerderheid van plan is om een lid van het college aan te duiden die bevoegd zou zijn voor dierenwelzijn? (Die bevoegdheid wordt niet vermeld op de website van de gemeente.)
4. de gemeente van plan is om de nodige inspanningen te leveren om het label “Diervriendelijke gemeente” in de wacht te slepen?

Ik dank u, mijnheer de burgemeester, dames en heren schepenen, beste collega's, voor de aandacht die u zult besteden aan deze interpellatie.

De heer Gasia leest zijn interpellatie.

De burgemeester neemt het woord:

“U weet het: wij zijn geen gemeente waar de schepenen kunnen rekenen op een kabinet met vijf, zes of zelfs twaalf medewerkers. Bij ons hebben de schepenen één persoon die 125 euro ontvangt om hun secretariaat te doen. Het is op die manier dat wij de belastingen verlaagd hebben, dat wij onze schulden terugbetaald hebben, dat wij de broeksriem aangehaald hebben. Dat betekent dat mijnheer Azis Es, die aangesteld werd als schepen van Dierenwelzijn, nooit de administratieve ondersteuning gekregen heeft die hij had moeten krijgen en dat verklaart waarom het subsidiedossier niet ingediend werd bij het ministerie ondanks zijn aanstelling en ondanks het feit dat wij op de goede weg zijn. We gaan bekijken of er nog een mogelijkheid is om het dossier in te dienen want voor dit jaar zijn we klaar. In elk geval zal het dossier uiterlijk volgend jaar ingediend worden.

De dienst Ruimtelijke Ordening heeft op het vlak van overlastbestrijding gewerkt met subsidies en overlegd gepleegd met externe organisaties in de strijd tegen duiven, ratten en andere schadelijke dieren.

Is het een toegevoegde waarde om een label te behalen dat voorzien wordt door een openbare instelling? Daar kan over gediscussieerd worden, maar het werd niet zo ervaren. De gemeente engageert zich echter voor de verschillende criteria van een “diervriendelijke” gemeente en los van het label denken wij dat wij voldoen aan de voorwaarden om het label toegekend te krijgen.

Het Gewest reikt het label uit als voldaan wordt aan minstens vijf van de tien criteria.

Zonder volledig te zijn, denken wij te voldoen aan minstens vijf van de tien criteria.

- *Allereerst hebben wij binnen het college een schepen aangesteld die verantwoordelijk is voor het dierenwelzijnsbeleid.*
- *Binnen de politiezone is minstens één ambtenaar gespecialiseerd in de dierenwelzijnswetgeving, met name de dienst Administratief Onderzoek van de politie. Die dienst heeft regelmatig contact met de dienst Leefmilieu, administratieve sancties.*
- *In de parken die onder de bevoegdheid van de gemeente vallen wordt bijzondere aandacht besteed aan honden: in het Keith Haringpark, in de buurt van het voetbalstadion en op het Rinsdelleplein zijn er bijvoorbeeld zones waar honden mogen loslopen. Bovendien zijn er in de meeste groene ruimten van de gemeente hondentoiletten voorzien.*
- *Er wordt gewerkt aan een diervriendelijke aanpak op het vlak van zwervkatten. Die worden systematisch gesteriliseerd in samenwerking met professionele organisaties en dierenartsen. Sinds jaren kent de gemeente een subsidie toe aan een vzw, die erkend wordt door het Gewest en die voldoet aan alle criteria die het Gewest eist in zijn projectoproep. Zwervkatten worden door die vzw gevangen en gesteriliseerd en vervolgens opnieuw vrijgelaten in de wijk waar ze gevangen werden.*
- *De gemeente heeft een efficiënt actieplan uitgewerkt voor gevonden of inbeslaggenomen dieren en zwervdieren. Ze werkt daarvoor samen met de dierenopvangcentra en de organisaties die elke dag van de week, dag en nacht, klaarstaan om de dieren te vervoeren. Dat punt heeft meermaals op de agenda van het politiecollege gestaan om een beslissing te nemen over de beste manier van werken. De politiezone had een overeenkomst met de firma VETTAS, die verantwoordelijk was voor dat soort vervoer van dieren.*

Sinds kort hebben de politie en de gemeente de taken in verband met het beheer van zwervdieren in overleg verdeeld. De gemeente heeft nu een overeenkomst gesloten met die firma en na afloop van de overgangperiode zal zij die taak voor haar rekening nemen. De politie blijft bevoegd buiten de kantooruren. Zo niet, dan zou dat te hoge kosten met zich meebrengen.

U moet weten dat de schepen mij heeft toevertrouwd dat hij proactief wil zijn op dit domein en we gaan er dus voor zorgen dat we kunnen rekenen op de nodige administratieve ondersteuning om bijvoorbeeld alle dierenartsen van de gemeente samen te brengen om te luisteren naar hun suggesties en om onze suggesties voor te stellen om de communicatie te verbeteren. Ik denk dat we de schepen enkele maanden tijd moeten geven om zijn beleid te voeren en dan kunt u opnieuw een stand van zaken maken, bijvoorbeeld in het voorjaar van 2018.”

De burgemeester geeft het woord aan de heer Gasia:

“Mijnheer de burgemeester, ik dank u voor dit uitstekende nieuws. Een van de antwoorden zou vanaf morgen op de website van de gemeente kunnen staan. Zoals ik al gezegd heb, is deze bevoegdheid immers enkel zichtbaar voor de mandataris en voor de dierenartsen en andere mensen die zich bewust zijn van het dierenwelzijn.

Ik heb ook goed begrepen dat de gemeente de medaille verdiende ook al heeft ze die niet gekregen. Het belangrijkste is dat de doelstelling bereikt wordt.”

De raad hoort de interpellatie.

Patrick Lenaers entre en séance / treedt in zitting.

16.10.2017/A/0019 **Interpellation de Monsieur André du Bus relative à l'inscription de la commune d'Etterbeek à Bike to Work**

Monsieur le Président,

En termes de mobilité, la réalité bruxelloise est devenue un tel enjeu, pour tous, que nous ne pouvons plus négliger le moindre incitant visant à opter pour une mobilité plus douce.

Notre commune s'est illustrée depuis longtemps dans le soutien à l'utilisation du vélo. Nous étions une des premières communes à rendre les sens uniques accessibles aux vélos, à organiser des campagnes de sensibilisation à l'utilisation du vélo pour les plus jeunes, à installer des véloboxes etc. La liste est longue et le dernier conseil communal, avec l'adoption de l'audit Bypad, démontre une fois encore l'attention qu'Etterbeek manifeste à cet enjeu.

Une initiative récente, Bike to Work est une plateforme de motivation en ligne qui vise à soutenir, encourager l'utilisation du vélo pour se rendre au travail. La page d'accueil de leur site -www.biketowork.be - est clair : *Bike to Work encourage les employeurs qui souhaitent inciter leurs collaborateurs à venir en vélo au boulot.*

Du côté des employeurs, les avantages s'inscrivent dans des économies de frais de parkings, des avantages fiscaux, un taux d'absentéisme à la baisse (les cyclo-collaborateurs sont moins souvent malades), une meilleure productivité, l'élaboration d'une image saine. Du côté des employés, les bénéfices se déclinent en termes de santé (meilleure condition physique, lutte contre le surpoids et l'obésité, augmentation de la longévité), de plaisir (se sentir en forme), de sentiment de participation à un environnement durable et à la solution des problèmes d'embouteillages, et de temps gagné.

Cette plateforme assure une forme d'animation/stimulation par l'octroi de points vélo, par l'organisation d'un Summer Challenge et d'un Winter Trophy, par la possibilité de créer pour chaque participant son profil cycliste (nombre de km parcourus, durée moyenne, types d'itinéraires...)

A ce jour plus de 235 entreprises se sont inscrites, dont de nombreuses communes principalement en Flandre et une bruxelloise (Molenbeek Saint Jean), totalisant plus de 33.000 cyclocollaborateurs.

Ma question est de savoir si le Collège est déjà informé de cette initiative. Si c'est le cas, quelles sont les raisons pour lesquelles Etterbeek ne s'est pas encore inscrite sur cette plateforme. Par contre, si le Collège prend connaissance de cette initiative via cette interpellation, est-il possible d'une part d'y donner la meilleure suite en y inscrivant sans tarder l'administration communale, d'autre part de désigner une personne, au sein de l'administration, chargée de repérer ce type d'initiative afin de s'y inscrire lorsque c'est pertinent.

Je vous remercie.

Monsieur du Bus expose son interpellation.

Le Bourgmestre prend la parole :

« La commune a, à plusieurs reprises, participé à la « Bike experience », initiative de Pro-vélo qui répond aux mêmes principes que « Bike to work », avec en plus une campagne publicitaire qui est censée donner plus de poids à l'initiative. Le principe étant de permettre à des cyclistes débutants de se faire coacher par des cyclistes confirmés. Le problème est que les cyclistes du personnel qui viennent à vélo au travail se sont des cyclistes confirmés, et il faut reconnaître qu'aucun membre du personnel ne s'était inscrit aux dernières éditions de cette initiative, hormis des candidats coach de notre personnel. Une des raisons possibles de l'absence d'Etterbeek dans « Bike to work » c'est que ces personnes se sentent suffisamment aptes et n'ont pas besoin de guide.

On se réfère à l'audit BYPAD qui a été présenté au Conseil communal de septembre, et on rappelle que l'exécution des mesures concrètes présentées dans ce plan constitue LA priorité communale en matière de politique cyclable.

Cela n'exclut pas des mesures orientées spécifiquement vers le personnel communal, mais je vous rappelle qu'on était les premiers en tout cas sur les contre-sens cyclistes ; on a été rapides aussi pour donner une prime pour le personnel venant à vélo, on a créé dans le garage communal un garage spécifique sécurisé pour vélo, on a installé des douches donc je crois qu'on a favorisé le déplacement à vélo pour le personnel. Nous envisageons de répéter l'expérience. Peut-être devrait-on demander au service de Communication d'intensifier la communication par rapport au personnel, mais le nombre de personnes qui viennent à vélo au travail à Etterbeek est significatif. Et le nombre de personnes qui travaillent à Etterbeek en vélo l'est aussi puisqu'on a mis des vélos à disposition des stewards, des fonctionnaires et vous avez certainement déjà vu, vous qui êtes tout le temps à vélo, les fonctionnaires Mobilité et autres effectivement à vélo. »

Le Bourgmestre donne la parole à Monsieur du Bus :

« Je vous remercie. Si je comprends bien, vous estimez que « Bike experience » fournit un service qui est suffisant par rapport au besoin de l'administration. »

Le Bourgmestre prend la parole :

« C'est ce qu'on me dit. »

Le Conseil entend l'interpellation.

Interpellatie van de heer du Bus betreffende de aansluiting van de gemeente Etterbeek bij Bike to Work

Mijnheer de voorzitter,

In termen van mobiliteit is de Brusselse realiteit voor iedereen zo'n grote uitdaging geworden dat we de kleinste stimulans die mensen wil aanmoedigen om te kiezen voor een zachtere mobiliteit niet langer links kunnen laten liggen.

Onze gemeente onderscheidt zich sinds lang door de steun die zij biedt voor het gebruik van de fiets. Wij waren een van de eerste gemeenten die eenrichtingsstraten toegankelijk gemaakt hebben voor fietsers, die bewustmakingscampagnes rond het gebruik van de fiets hebben georganiseerd voor de allerjongsten, die fietsboxen geplaatst hebben, enzovoort. De lijst is lang en tijdens de laatste gemeenteraad werd nog maar eens getoond dat Etterbeek aandacht besteedt aan die uitdaging met de goedkeuring van de Bypadaudit.

Bike to Work is een recent initiatief. Het is een onlineplatform dat de fiets als vervoersmiddel om naar het werk te gaan wil ondersteunen en aanmoedigen. De homepagina van hun website (www.biketowork) is duidelijk: *Bike to Work ondersteunt werkgevers die hun werknemers stimuleren om met de fiets naar het werk te gaan.*

De voordelen voor de werkgevers zijn de volgende: besparing op parkeerkosten, fiscale voordelen, minder arbeidsverzuim (werknemers die met de fiets naar het werk komen zijn minder vaak ziek), een betere productiviteit, een gezond imago. De werknemers ondervinden dan weer voordelen in termen van gezondheid (betere fysieke conditie, strijd tegen overgewicht en obesitas, langere levensduur) en plezier (zich in vorm voelen) en ze hebben het gevoel dat ze bijdragen aan een duurzame leefomgeving en aan een oplossing voor het fileprobleem en dat ze tijd winnen.

Het platform werkt motiverend met de toekenning van fietspunten, de organisatie van een Summer Challenge en een Winter Trophy, de mogelijkheid voor elke deelnemer om zijn eigen fietsprofiel te creëren (aantal afgelegde kilometers, gemiddelde duur, route...).

Op dit moment hebben al 235 bedrijven zich ingeschreven, waaronder vele gemeenten, hoofdzakelijk in Vlaanderen en één in Brussel (Sint-Jans-Molenbeek). In totaal telt Bike to Work 33.000 fietsmedewerkers.

Mijn vraag is of het college al op de hoogte is van dit initiatief. Zo ja, waarom heeft Etterbeek zich nog niet ingeschreven op het platform? Als het college daarentegen op de hoogte gebracht wordt van dit initiatief via deze interpellatie, is het dan mogelijk om er enerzijds een positief gevolg aan te geven door het gemeentebestuur snel in te schrijven en anderzijds om binnen het bestuur een persoon aan te duiden die op zoek gaat naar dit soort initiatieven en de gemeente ervoor inschrijft wanneer dat pertinent is?

Ik dank u.

De heer du Bus licht zijn interpellatie toe.

De burgemeester neemt het woord:

“De gemeente heeft meermaals deelgenomen aan “Bike Experience”, een initiatief van Pro Velo volgens hetzelfde principe als “Bike to Work” met daarbovenop een reclamecampagne die het initiatief wat meer kracht moet bijzetten. Het principe was om beginnende fietsers te laten coachen door ervaren fietsers. Het probleem is dat de personeelsleden die met de fiets naar het werk komen ervaren fietsers zijn. We moeten toegeven dat geen enkel personeelslid zich ingeschreven heeft voor de laatste edities van dit initiatief, behalve dan personeelsleden die zich kandidaat gesteld hebben als

coach. Een van de redenen waarom Etterbeek niet deelneemt aan “Bike to Work” is dat die mensen zich voldoende bekwaam voelen en geen gids nodig hebben.

We verwijzen naar de BYPAD-audit die in september voorgesteld werd aan de gemeenteraad en we herhalen dat de uitvoering van de concrete maatregelen die in dat plan voorgesteld worden DE prioriteit van de gemeente zijn wat haar fietsbeleid betreft. Dat sluit maatregelen die specifiek gericht zijn op het gemeentepersoneel niet uit, maar ik herhaal dat wij de eerste gemeente waren met beperkte eenrichtingsstraten. We hebben de personeelsleden die met de fiets naar het werk komen al snel een premie gegeven, in de gemeentelijke garage hebben wij een beveiligde fietsstalling ingericht, we hebben douches geïnstalleerd dus ik denk dat we ons personeel aanmoedigen om zich met de fiets te verplaatsen.

Wij zijn van plan om het nog eens te proberen. Misschien moeten we aan de dienst Communicatie vragen om meer te communiceren met het personeel, maar het aantal mensen met de fiets naar het werk komt in Etterbeek is aanzienlijk. En het aantal mensen die in Etterbeek met de fiets werken is dat ook want wij hebben fietsen ter beschikking gesteld van de stewards en de ambtenaren. U die zo vaak fietst, hebt waarschijnlijk al de ambtenaren van de dienst Mobiliteit of anderen zien fietsen.”

De burgemeester geeft het woord aan de heer du Bus:

“Ik dank u. Als ik het goed begrijp, vindt u dat “Bike Experience” een dienstverlening aanbiedt die voldoende is voor de behoeften van het gemeentebestuur.”

De burgemeester neemt het woord:

“Dat is wat mij gezegd wordt.”

De raad hoort de interpellatie.

Imad Benarafa quitte la séance / verlaat de zitting.

16.10.2017/A/0020 **Interpellation du groupe DÉFI relative à « l’inclusion des enfants porteurs d’un handicap dans l’enseignement « ordinaire » communal »**

Monsieur le Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les échevins,

Depuis quelques années, nous assistons à un changement de paradigme en ce qui concerne le handicap : le terme « intégration » est remplacé par le terme « inclusion ». En effet, l’intégration est plutôt liée au modèle médical du handicap avec une prééminence de la déficience comme cause explicative des limites des personnes handicapées. Dans ce contexte, c’est à la personne handicapée d’essayer de recouvrir ses incapacités et de s’intégrer à la société. En revanche, le terme « inclusion » est lié au modèle social du handicap selon lequel c’est la société qui impose des barrières aux personnes handicapées, et c’est à elle de s’adapter à leurs déficiences.

Le concept d’inclusion offre une place de « *plein droit de toutes les personnes, quelles que soient leurs caractéristiques, dans la société et ses organisations* ». L’école n’échappe pas à ce changement de paradigme. Avant lorsque l’on parlait de l’intégration d’un élève dans une école ordinaire, c’était à l’élève porteur du handicap

de s'adapter au rythme de l'école, c'était à l'élève en situation de handicap de faire des efforts pour être intégré. Avec l'inclusion, les élèves en situation de handicap devraient être accueillis naturellement dans les écoles ordinaires, et toutes les infrastructures les méthodes pédagogiques doivent être adaptées et accessibles pour tous. Malheureusement, en pratique, les enfants porteurs d'un handicap peinent à trouver une place dans l'enseignement ordinaire.

Pour Unia (le centre interfédéral pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme lutte) le handicap reste la première source de discrimination dans l'enseignement : « *Beaucoup trop d'élèves en situation de handicap continuent à être orientés vers l'enseignement spécialisé sans qu'aucun plan d'action soit imaginé pour favoriser un enseignement plus inclusif* ».

Malgré quelques avancées, il reste encore beaucoup de chemin à parcourir pour intégrer de manière réelle de jeunes porteurs du handicap dans l'enseignement ordinaire. Sur les 30 000 enfants à besoin spécifique que compte la Fédération-Wallonie-Bruxelles seulement 3000 enfants en situation de handicap fréquentent l'école ordinaire aux pédagogies adaptées.

Pour ces élèves, il a fallu compter sur les efforts des parents pour être admis. En effet, ceux-ci doivent d'abord trouver une école d'enseignement ordinaire qui accepte d'accueillir leur enfant et une autre école d'enseignement spécialisé qui accepte d'offrir un soutien (un professeur qui accompagne l'enfant en classe en raison de 4 heures par semaine) , ils doivent ensuite avoir l'accord du centre psycho-médico-social de l'enseignement ordinaire et de l'enseignement spécialisé et au final ils doivent inscrire leur enfant le 15 janvier de l'année qui précède l'entrée dans l'école ordinaire » ; un vrai parcours du combattant.

Et pourtant des nombreuses études et analyses montrent les bénéfices de l'intégration pour des jeunes porteurs de handicap dans l'enseignement ordinaire (autonomie, stimulation, estime de soi, etc.) tant pour eux que les autres acteurs de l'enseignement (parents, élèves, enseignants, écoles).

Malgré le décret de 2009 portant sur l'élargissement de l'intégration à tous les types, la fréquentation immédiate de la classe ordinaire, l'obligation pour les écoles d'inscrire l'intégration dans leur projet pédagogique et l'augmentation du nombre d'enfants à besoin spécifique intégrés dans des classes ordinaires, la situation sur le terrain est loin d'être satisfaisante et laisse à désirer.

En 2015 le Paradis des enfants, a intégré un enfant sourd dans une classe ordinaire. Ceci m'amène à vous poser les questions suivantes :

1. Combien d'enfants porteurs d'un handicap sont -ils intégrés dans l'enseignement ordinaire communal et pour quel type de handicap ?
2. Existe -t-il un programme de sensibilisation des établissements sur cette problématique ?

Je vous remercie.

Madame Mandaila lit l'interpellation.

Le Bourgmestre prend la parole :

« Je suis personnellement très sensible à ce dossier. Peut-être savez-vous pourquoi, dans la mesure étant à l'époque échevin de l'enseignement, je faisais le tour de l'ensemble des écoles communales, avec un cahier de doléances qui m'avait été remis par les enseignants, le personnel de charge, etc. Et sur le plan pédagogique, il y avait une demande qui transcendait l'ensemble des écoles, c'était la difficulté d'aider les enfants en difficultés dans le cadre de l'école et du capital période. J'ai ainsi appris plus spécifiquement ce qu'était un enfant dyscalculique, désorienté dans l'espace, dysorthographique, ... Et j'ai pu constater que les enseignants étaient en détresse par rapport à ça parce que le plus souvent, dans le capital période, on pouvait arriver jusque 28 enfants par classe. Ce n'est pas fréquent, mais ça arrive. Lorsque vous dépassez 24 enfants par classe et que vous en avez 3 qui sont en difficultés d'apprentissage, ce ne sont pas des enfants qui ont un problème de QI ce sont des enfants qui sont intelligents mais ils ont un problème spécifique d'apprentissage. Pour l'enseignant ce n'est pas évident de consacrer toute l'attention qu'il faut à cet enfant-là ou à ces 2, 3 enfants-là, tout en faisant progresser toute la classe. Sensible à cela, j'ai demandé et obtenu à l'époque du Collège la création de l'enseignement de type 8. Je peux vous dire que j'ai reçu des lettres de parents qui étaient extrêmement émouvantes parce qu'on rentre alors dans une école où vous avez 8 élèves par classe, où vous avez des logopèdes, des kinés, des professeurs spécialisés qui se succèdent et vous voyez les enfants faire des bonds énormes dans leur progression personnelle et j'ai été très ému de recevoir ces témoignages à l'époque.

Je n'ignore pas les projets d'inclusion. Je ne sais pas si c'est bien ou si ça ne l'est pas, si c'est ça qu'il faut faire ou autre chose, je constate qu'en matière d'enseignement comme dans d'autres domaines, tous les 25 ans ou plus rapidement, on change son fusil d'épaule et essaye autre chose. Nous suivons ce qui faut faire, moi je crains quand même, c'est un avis personnel, qu'on reparte en arrière parce que je n'ignore pas que c'est un enseignant qui suit, qui vient dans la classe etc. mais en tout cas, on avait un contrat de confiance avec les parents, on renvoyait ces enfants dans l'enseignement ordinaire dès qu'ils étaient à niveau.

Alors, aujourd'hui, 8 enfants inscrits dans l'enseignement spécialisé fréquentent nos écoles fondamentales ordinaires.

« Claire-joie » accueille 6 enfants. L'un d'eux souffre d'une maladie génétique dégénérative, il fréquentait auparavant le type 4. Les autres enfants présentent des troubles instrumentaux, ils sont inscrits initialement en type 8. Ça pose le problème du devenir de l'école. Nous avons créé « Les Carrefours », du type 4, du type 5 et aussi du type 8 et nous avons là du personnel formé, motivé qui font un boulot exceptionnel.

« La Colombe de la paix » accueille un enfant souffrant de troubles instrumentaux.

« Le Paradis des enfants » accueille, comme vous l'aviez déjà précisé, un enfant atteint de surdité.

Voilà, nous jouons le jeu de l'intégration, de l'inclusion. Moi ce qui m'importe, au-delà des mots, c'est que ces enfants soient heureux, c'est que ces enfants rattrapent leur handicap, c'est qu'ils ne pleurent plus le soir dans leur lit avant de s'endormir parce qu'ils ont peur le lendemain de retourner à l'école et de se faire mal traiter par les autres, parce que les enfants entre eux, ça peut être très méchants. »

Le Bourgmestre donne la parole à Madame Mandaila :

« Je vous remercie pour votre réponse. J'entends bien, je suis tout à fait d'accord avec vous, je voulais avoir éventuellement les cadastres de ce qui se fait à Etterbeek. Je ne

pense pas qu'il faille mettre tous les enfants dans le cadre de l'enseignement ordinaire parce qu'il y a inclusion. Je pense qu'il faut voir cette inclusion en fonction des besoins spécifiques de chaque enfant. Tous les enfants ne pourront pas aller dans un enseignement ordinaire, mais ceux qui font la demande, ceux qui ont envie d'aller dans cet enseignement ordinaire, je pense qu'il faut leur donner la chance de pouvoir l'intégrer et bien sûr mettre en place toutes les mesures pour pouvoir permettre ou faciliter cet enseignement. »

Le Conseil entend l'interpellation.

Interpellatie van de fractie DéFI betreffende “de inclusie van kinderen met een handicap in het gemeentelijke “gewoon” onderwijs”

Mijnheer de burgemeester,
Dames en heren schepenen,

Sinds enkele jaren zien wij een paradigmaverschuiving wat handicaps betreft: de term “integratie” wordt vervangen door de term “inclusie”. Integratie houdt namelijk eerder verband met het medische model van de handicap waarin het tekort als verklarende oorzaak van de beperkingen van personen met een handicap de overhand heeft. In die context is het aan de persoon met een handicap om te proberen zijn onvermogens te maskeren en zich te integreren in de maatschappij. De term “inclusie” daarentegen houdt verband met het sociale model van de handicap. Volgens dat model is het de maatschappij die de personen met een handicap barrières oplegt en is het aan haar om zich aan te passen aan hun tekorten.

Het concept van inclusie geeft *“alle personen, ongeacht hun kenmerken, een volwaardige plaats in de maatschappij en haar organisaties”*. De school ontsnapt niet aan die paradigmaverschuiving. Wanneer men vroeger sprak over de integratie van een leerling in een gewone school, was het aan de leerling met een handicap om zich aan te passen aan het ritme van de school, was het aan de leerling met een handicap om inspanningen te leveren om geïntegreerd te worden. Met inclusie zouden leerlingen met een handicap natuurlijk onthaald moeten worden in gewone scholen en moeten alle infrastructuren en pedagogische methodes aangepast worden en voor iedereen toegankelijk zijn. Jammer genoeg hebben kinderen met een handicap het in de praktijk nog altijd moeilijk om hun plaats te vinden in het gewoon onderwijs.

Voor Unia (het interfederaal centrum voor gelijke kansen en bestrijding van discriminatie en racisme) blijft een handicap de belangrijkste bron van discriminatie in het onderwijs: *“Te veel leerlingen met een handicap worden nog steeds doorverwezen naar het buitengewoon onderwijs zonder dat er nagedacht wordt over een actieplan om een inclusiever onderwijs te bevorderen.”*

Hoewel er al vooruitgang geboekt werd, is er nog een lange weg af te leggen om jonge mensen met een handicap werkelijk te integreren in het gewoon onderwijs. Van de 30.000 kinderen met specifieke behoeften die de Federatie Wallonië-Brussel telt, gaan slecht 3.000 kinderen met een handicap naar een gewone school waar de onderwijsmethodes op hen afgestemd worden.

Het zijn de ouders die inspanningen moeten leveren hebben opdat die kinderen toegelaten zouden worden op een gewone school. Ouders moeten immers eerst een

gewone school vinden die hun kind wil opvangen en een school uit het buitengewoon onderwijs die ermee instemt om ondersteuning te bieden (een leerkracht die het kind vier uur per week begeleidt in de klas). Vervolgens moeten zij de toestemming krijgen van het psycho-medisch-sociaal centrum van het gewoon onderwijs en het buitengewoon onderwijs. Tot slot moeten zij hun kind inschrijven uiterlijk op 15 januari van het jaar dat voorafgaat aan de start van hun kind in de gewone school. Een echte hindernisloop.

Nochtans tonen tal van onderzoeken en analyses de voordelen aan van de integratie van jongeren met een handicap in het gewoon onderwijs (autonomie, stimulering, zelfbeeld), zowel voor hen als voor de andere onderwijsactoren (ouders, leerlingen, leerkrachten, scholen).

Ondanks het decreet van 2009 betreffende de uitbreiding van de integratie naar alle types, het feit dat de leerling met een handicap onmiddellijk in een gewone school kan starten, de verplichting voor scholen om integratie op te nemen in hun pedagogische project en de toename van het aantal kinderen met specifieke behoeften die geïntegreerd zijn in gewone scholen, blijft de situatie op het terrein verre van bevredigend en laat ze te wensen over.

In 2015 heeft Paradis des Enfants een doof kind geïntegreerd in een gewone klas. Dat brengt mij ertoe u de volgende vragen te stellen:

1. Hoeveel kinderen met een handicap zijn geïntegreerd in het gemeentelijke “gewoon” onderwijs en over welk type handicap gaat het?
2. Bestaat er een programma om de scholen bewust te maken van deze problematiek?

Ik dank u.

Mevrouw Mandaila leest de interpellatie.

De burgemeester neemt het woord:

“Zelf ben ik zeer gevoelig voor dit dossier. U weet misschien waarom. In de tijd waarin ik schepen van Onderwijs was, ging ik langs in alle gemeentescholen met een schrift vol eisen dat mij overhandigd werd door leerkrachten, onderhoudspersoneel, enz. Op pedagogisch vlak was er een vraag die alle scholen oversteeg, namelijk de moeilijkheid om kinderen met moeilijkheden te helpen in het kader van de school en het lestijdenpakket. Zo heb ik meer in het bijzonder geleerd wat een kind met dyscalculie betekent, wat een kind met ruimtelijke desoriëntatie betekent, wat een kind met spellingblindheid betekent... En ik heb kunnen vaststellen dat de leerkrachten op dat vlak wanhopig waren want binnen het lestijdenpakket zaten er soms 28 kinderen in één klas. Dat is niet gebruikelijk, maar het gebeurt. Wanneer je voor een klas met 24 leerlingen staat van wie er 3 leermoeilijkheden hebben, dan zijn dat geen kinderen met een IQ-probleem, maar intelligente kinderen die een specifiek leerprobleem hebben. Voor een leerkracht is het niet gemakkelijk om dat ene kind of die twee of drie kinderen alle aandacht te geven die ze nodig hebben en tegelijkertijd de hele klas vooruit te laten gaan. Ik ben daar dus gevoelig voor en daarom heb ik in die tijd aan het college gevraagd dat er onderwijs van type 8 opgericht zou worden in de gemeente en ik ben daarin geslaagd. Ik kan u zeggen dat ik heel ontroerende brieven van ouders gekregen heb. Het gaat namelijk over een school waar acht leerlingen in een klas zitten en waar logopedisten, kinesitherapeuten en gespecialiseerde leerkrachten werken. De kinderen

maken er grote vooruitgang in hun persoonlijke ontwikkeling en ik was erg aangedaan door de getuigenissen die ik in die tijd gekregen heb.

Inclusieprojecten zijn mij niet onbekend. Ik weet niet of inclusie goed is of niet. Of het dat is dat we moeten doen of iets anders. Ik stel vast dat er net zoals binnen andere domeinen ook binnen het onderwijs om de vijftienvijftig jaar of sneller een ommezwaai is en men andere dingen probeert. Wij volgen wat er moet gebeuren. Persoonlijk vrees ik dat we achteruitgaan. Ik weet dat er een leerkracht is die de kinderen opvolgt en die in de klas komt kijken en helpen, maar in elk geval hadden we een vertrouwenscontract met de ouders. Die kinderen werden teruggestuurd naar het gewoon onderwijs zodra zij hun achterstand ingehaald hadden.

Vandaag gaan acht kinderen die ingeschreven zijn in het bijzonder onderwijs naar onze gewone basisscholen.

“Claire-Joie” vangt zes kinderen op. Een van hen lijdt aan een degeneratieve genetische ziekte en ging voordien naar school in type 4. De andere kinderen hebben leerstoornissen en waren oorspronkelijk ingeschreven in type 8. Dat is een probleem voor de toekomst van de school. We hebben “Les Carrefours” opgericht met type 4, type 5 en type 8. Daar werkt opgeleid en gemotiveerd personeel dat uitzonderlijk werk levert.

“La Colombe de la Paix” vangt één kind met leerstoornissen op.

Zoals u reeds gezegd hebt, wordt in “Le Paradis des Enfants” één doof kind opgevangen.

Zo, wij gaan mee in het verhaal van integratie, van inclusie. Wat voor mij belangrijker is dan woorden, dat is dat die kinderen gelukkig zijn, dat zij hun handicap goedmaken, dat ze 's avonds in bed niet wenend in slaap vallen omdat ze morgen weer naar school moeten en slecht behandeld zullen worden door de anderen want kinderen kunnen onderling heel gemeen zijn.

De burgemeester geeft het woord aan mevrouw Mandaila:

“Ik dank u voor uw antwoord. Ik begrijp het goed, ik ben het helemaal met u eens, ik wilde eventueel de kadasters hebben van wat er in Etterbeek gedaan wordt. Ik denk niet dat alle kinderen naar het gewoon onderwijs moeten vanwege inclusie. Ik denk dat we die inclusie moeten bekijken in functie van de specifieke behoeften van elk kind. Niet alle kinderen kunnen naar het gewoon onderwijs, maar zij die dat vragen, die zin hebben om naar dat gewoon onderwijs te gaan, moeten daar volgens mij de kans toe krijgen en de nodige maatregelen moeten dan getroffen worden om dat onderwijs mogelijk te maken of te vergemakkelijken.”

De raad hoort de interpellatie.

Imad Benarafa entre en séance / treedt in zitting.

Santé et Bien-être - Gezondheid en Welzijn

16.10.2017/A/0021 Asbl Au coeur de soi - convention d'occupation précaire Senghor- Approbation

Le conseil communal,

Considérant que le Centre culturel d'Etterbeek dispose de locaux communaux qu'il met à disposition de différentes associations actives notamment dans le domaine de la culture et de la cohésion sociale ;

Considérant que l'asbl Au cœur de soi a pour objet, notamment, l'initiation à la pratique du yoga dans un but d'émancipation et de bien-être de l'individu ;

Considérant que cette asbl est à la recherche d'un local pour organiser ses cours de yoga ;

Vu l'article 232 de la Nouvelle Loi Communale ;

DECIDE

D'adopter la convention d'occupation précaire suivante avec l'a.s.b.l. Au cœur de soi pour le bâtiment situé Chaussée de Wavre 366, à 1040 Etterbeek.

CONVENTION D'OCCUPATION PRECAIRE

Entre la Commune d'Etterbeek, représentée par le Collège des Bourgmestre et Echevins au nom de qui agissent Monsieur Vincent DE WOLF Bourgmestre, et Monsieur Christian DEBATY, Secrétaire Communal, « propriétaire » ;
Ci après « La Commune »

Et l'a.s.b.l. Au cœur de soi, représentée par Monsieur Eric Salive, Secrétaire, dont le siège social est situé à Avenue Maréchal Joffre 56, 1190 Bruxelles,
Ci-après « l'a.s.b.l. »

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1er : Objet

La Commune consent un droit d'occupation précaire et essentiellement révocable à l'a.s.b.l., portant sur 1 pièce située au 2ème étage du 18, avenue du Maelbeek, à Etterbeek à raison de deux heures par semaine.

Article 2 : Durée

La mise à disposition prend cours 18 octobre 2017 pour se terminer de plein droit le 17 octobre 2018, sans qu'une tacite reconduction ne puisse être invoquée.

La Commune se réserve le droit de mettre un terme à la convention à tout moment, par lettre recommandée stipulant un préavis de 3 mois, ce qui permettra à l'a.s.b.l. de prendre à temps toute disposition utile en vue de libérer les lieux et ce, sans aucune indemnité pour quelque raison que ce soit.

L'a.s.b.l. pourra mettre fin à la convention à tout moment, par lettre recommandée à la poste, moyennant un préavis d'un mois.

Article 3 : Destination des lieux loués

Les lieux loués sont destinés à l'organisation de cours de yoga.

Aucune modification à l'affectation des lieux mis à disposition ne pourra être apportée par l'a.s.b.l. sans l'accord spécial, préalable et écrit de la Commune, qui pourra toujours le refuser sans devoir en justifier les motifs.

Toute infraction à quelque clause que ce soit entraînerait de plein droit la rupture de la présente convention.

Article 4 : Redevance occupation.

Le droit d'occupation précaire et provisoire est consenti et accepté à titre gratuit.

Article 5 : Eau, gaz et électricité.

Le commune supportera les frais de consommation de gaz et d'électricité.

Article 6 : Travaux.

L'a.s.b.l. signalera immédiatement à la Commune tout accident dont cette dernière pourrait être rendue responsable.

Elle en fera autant des dégâts au gros œuvre de l'immeuble, dont la réparation incombe à la Commune : à défaut de le faire, l'a.s.b.l. engagera sa responsabilité.

L'a.s.b.l. devra tolérer les travaux de grosses réparations mis à charge du propriétaire, même si ces derniers durent plus de quarante jours. Elle devra préserver les installations des effets du gel et veiller à ce que les appareils sanitaires, tuyaux et égouts ne soient pas obstrués du fait des occupants. Elle n'utilisera pas les conduites comme prises de terre.

L'a.s.b.l. ne pourra faire usage ni du toit de l'immeuble, ni de la façade pour y installer une antenne et d'une manière plus générale, pour y fixer quoi que ce soit, sauf autorisation expresse et écrite du propriétaire.

La Commune ne sera pas responsable des inconvénients ou dommages qui pourraient résulter des distributions d'eau, de gaz et d'électricité.

Article 7 : Transformations, Modifications.

L'a.s.b.l. ne pourra apporter aucun changement, modification, construction ou démolition dans les lieux sans le consentement préalable, spécial et écrit de la Commune. En outre, si la Commune donne son consentement, les travaux ne pourront être exécutés qu'aux frais de l'a.s.b.l. et sous la seule responsabilité, à l'exclusion de celle de la Commune.

Article 8 : Réparations et Entretien.

L'a.s.b.l. sera tenue d'entretenir les lieux loués en bon état de réparations de toutes espèces.

La Commune peut exiger de l'a.s.b.l. par lettre recommandée, d'effectuer tous les travaux de réparations qui lui incombent et de les terminer endéans les deux mois de l'envoi de cette lettre recommandée.

L'a.s.b.l. devra permettre l'accès à la Commune ou à ses préposés ou à toute autre personne désignée par la Commune aux fins de procéder aux inspections et réparations

rendues nécessaires, et de vérifier l'état des lieux général.

Lorsqu'une interruption des services du bâtiment est due à une cause échappant au contrôle de la Commune et pour autant que celle-ci ait fait preuve de soins raisonnables pour assurer le fonctionnement de ces services, ou leur remise en état, l'a.s.b.l. ne pourra réclamer d'indemnité en raison des inconvénients qui en résulteraient pour elle.

Article 9 : Usage des lieux.

L'a.s.b.l. s'engage à jouir des lieux loués en bon père de famille.

Les occupants ne pourront déranger les voisins par diffusion de bruits anormaux occasionnant des troubles de voisinage et cela plus particulièrement entre 22 et 7 heures.

Il est clairement stipulé que cette occupation est consentie dans le cadre d'un Centre Culturel qui accueille dans l'ensemble de son bâtiment diverses manifestations culturelles qui ne peuvent être gênées par le bruit que feraient les occupants. Dans la mesure du possible, un calendrier des manifestations culturelles sera à disposition de la seconde afin que celle-ci puisse être particulièrement vigilante durant leur déroulement. Ce planning sera consultable au 1^{er} étage.

Les participants ne se réuniront ni dans l'escalier, ni dans le hall. Il est interdit de fumer et de cuisiner dans les locaux.

Article 10 : Restitution, état des lieux.

Un état des lieux d'entrée sera réalisé contradictoirement avant l'entrée dans les locaux. A la cessation du contrat, un état des lieux de sortie sera également effectué.

Article 11 : Cession et sous-location.

Les locaux faisant l'objet de la présente convention ne pourront être cédés ou sous-loués en tout ou en partie par l'a.s.b.l.

La Commune s'y opposera sans devoir justifier sa décision.

Article 12 : Assurances.

Le propriétaire a souscrit auprès de sa compagnie d'assurance une clause d'abandon de recours en faveur de l'a.s.b.l. Par conséquent, l'a.s.b.l. est exonérée de sa responsabilité en matière de risque incendie et périls connexes tels que définis par le contrat d'assurance.

S'il s'avère, sur base des conclusions de l'expert de l'assurance que la responsabilité exclusive de l'a.s.b.l. est engagée dans un sinistre, celle-ci s'engage à prendre en charge la franchise indexée prévue par le contrat d'assurance.

L'a.s.b.l. s'engage à souscrire auprès d'une compagnie d'assurance belge ou agréée en Belgique :

- une police d'assurance type intégrale incendie garantissant ses meubles et ses marchandises ; les risques suivants doivent être couverts :
- incendie et périls accessoires, frais de démolition et d'évacuation éventuels
- tempête et grêle, dégâts des eaux, bris de vitrage
- assurance vol
- une police d'assurance de type RC générale.

L'a.s.b.l. devra produire une preuve de la conclusion de ces contrats avant l'entrée dans les locaux.

Article 13 : Clés

Deux clés d'entrée seront remises à l'a.s.b.l. En cas de perte de l'une de ces clés, le Centre Culturel sera immédiatement averti et le cylindre remplacé aux frais de l'a.s.b.l. Les autres frais liés aux reproductions multiples (équipe Centre Culturel, autres occupants) seront également à charge de l'a.s.b.l.

Article 14 : Accès

Les responsables de l'a.s.b.l. veilleront à ce que n'entrent dans le bâtiment que les membres de l'association ou leurs visiteurs. La porte d'entrée au rez-de-chaussée ne pourra en aucun cas rester ouverte ; l'accès s'organisera par le parlophone.

Les responsables de l'Association veilleront à ce que la porte d'entrée soit fermée à double tour au moment où ils quittent les lieux sauf en cas d'occupation par d'autres personnes, ce qui sera précisé à chaque fois par le Centre Culturel.

Fait à Etterbeek le _____ en autant d'exemplaires que de parties, chaque partie reconnaissant avoir reçu le sien.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

VZW Au coeur de soi - preciaire bezettingsovereenkomst Senghor-Goedkeuring

De gemeenteraad,

overwegende dat het cultureel centrum van Etterbeek over gemeentelijke lokalen beschikt dat het ter beschikking stelt van verschillende verenigingen die actief zijn op het vlak van cultuur en sociale cohesie;

overwegende dat de vzw Au cœur de soi in het bijzonder de initiatie tot yoga tot doel heeft met het oog op de emancipatie en het welzijn van het individu;

overwegende dat die vzw op zoek is naar een lokaal om haar yogalessen te organiseren;

gelet op artikel 232 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST

de volgende preciaire bezettingsovereenkomst met de vzw Au cœur de soi voor het gebouw gelegen Waversesteenweg 366 in 1040 Etterbeek goed te keuren.

PRECAIRE BEZETTINGSOVEREENKOMST

Tussen de gemeente Etterbeek, vertegenwoordigd door het college van burgemeester en schepenen in wiens naam handelen de heer Vincent DE WOLF, burgemeester, en de heer Christian DEBATY, gemeentesecretaris, "eigenaar", hierna "de gemeente" genoemd,

en de vzw Au cœur de soi, vertegenwoordigd door de heer Eric Salive, secretaris, waarvan de maatschappelijke zetel gelegen is Maarschalk Joffrelaan 56 in 1190 Brussel,
hierna “de vzw” genoemd,

werd overeengekomen wat volgt:

Artikel 1: voorwerp

De gemeente verleent de vzw een precair en essentieel herroepelijk bezettingsrecht dat betrekking heeft op één ruimte gelegen op de tweede verdieping van de Maalbeeklaan 18 in Etterbeek voor twee uur per week.

Artikel 2: duur

De terbeschikkingstelling start op 18 oktober 2017 en eindigt van rechtswege op 17 oktober 2018 zonder dat een stilzwijgende verlenging ingeroepen kan worden.

De gemeente behoudt zich het recht voor om op elk moment een einde te maken aan de overeenkomst per aangetekend schrijven en dat op voorwaarde van een opzegtermijn van drie maanden zodat de vzw voldoende tijd heeft om de nodige maatregelen te treffen om de lokalen leeg te maken en dat zonder enige vergoeding om welke reden dan ook.

De vzw kan op elk moment een einde maken aan de overeenkomst per aangetekend schrijven en op voorwaarde van een opzegtermijn van een maand.

Artikel 3: bestemming van de verhuurde lokalen

De verhuurde lokalen zijn bestemd voor de organisatie van yogalessen.

De vzw mag geen wijzigingen aanbrengen aan de bestemming van de lokalen die haar ter beschikking gesteld worden zonder speciale, voorafgaande en schriftelijke toestemming van de gemeente, die de wijziging steeds kan weigeren zonder dat zij de redenen hiervoor moet rechtvaardigen.

Elke inbreuk op welke bepaling dan ook heeft tot gevolg dat deze overeenkomst van rechtswege verbroken wordt.

Artikel 4: bijdrage bezetting

Het precair en tijdelijk gebruiksrecht wordt kosteloos verleend en aanvaard.

Artikel 5: water, gas en elektriciteit

De gemeente neemt de kosten voor het verbruik van gas en elektriciteit voor haar rekening.

Artikel 6: werkzaamheden

De vzw brengt de gemeente onmiddellijk op de hoogte van elk ongeluk waarvoor die laatste aansprakelijk gesteld zou kunnen worden.

Zij zal hetzelfde doen in geval van schade aan de ruwbouw van het gebouw, waarvan de reparatie voor rekening van de gemeente is. Indien zij dit niet doet, zal de vzw haar verantwoordelijkheid opnemen.

De vzw moet grote herstellingswerken opgelegd door de eigenaar toelaten, zelfs als die meer dan veertig dagen duren. Zij moet de installaties beschermen tegen de gevolgen van vorst en erop toezien dat het sanitair, de leidingen en de rioleringen niet verstopt raken door de bezetters. Zij zal de leidingen niet als aardcontact gebruiken.

De vzw mag noch het dak, noch de gevel van het gebouw gebruiken om er een antenne te installeren of er in meer algemene zin wat dan ook aan te bevestigen, behalve met uitdrukkelijke en schriftelijke toestemming van de eigenaar.

De gemeente is niet verantwoordelijk voor ongemakken of beschadigingen die kunnen voortvloeien uit de distributie van water, gas en elektriciteit.

Artikel 7: veranderingen, wijzigingen

De vzw mag geen enkele verandering, wijziging, bouw of afbraak aanbrengen aan de lokalen zonder voorafgaande, speciale en schriftelijke toestemming van de gemeente. Als de gemeente toestemming geeft, dan kunnen de werkzaamheden bovendien enkel uitgevoerd worden op kosten van de vzw en dat enkel op haar verantwoordelijkheid, met uitsluiting van die van de gemeente.

Artikel 8: herstellingen en onderhoud

De vzw is ertoe verplicht om de gehuurde lokalen in alle opzichten in goede staat van onderhoud te houden.

De gemeente kan per aangetekend schrijven van de vzw eisen dat ze alle herstellingswerken uitvoert die op haar rusten en deze te beëindigen binnen twee maanden na verzending van dit aangetekend schrijven.

De vzw moet toegang verlenen aan de gemeente, haar beambten of elke andere persoon die door de gemeente aangesteld wordt om de nodige inspecties en herstellingswerken uit te voeren en de algemene staat van de lokalen te controleren.

Als een onderbreking van de diensten in het gebouw te wijten is aan een reden die niet toerekenbaar is aan de gemeente en voor zover zij blijk geeft van redelijke zorgen om de werking van de diensten of het herstel ervan te garanderen, kan de vzw geen schadevergoeding eisen voor de nadelen die er voor haar uit voortvloeien.

Artikel 9: gebruik van de lokalen

De vzw verbindt zich ertoe de gehuurde lokalen als een goede huisvader te gebruiken.

De gebruikers mogen de burens niet storen door abnormaal lawaai waardoor burenruzies zouden kunnen ontstaan en dat in het bijzonder tussen 22 uur en 7 uur.

Er wordt duidelijk bepaald dat deze bezetting toegekend wordt in het kader van een cultureel centrum dat in zijn gebouw verschillende culturele evenementen ontvangt die niet gestoord mogen worden door het lawaai dat de bezetters zouden maken. In de mate van het mogelijk beschikken de bezetters over een kalender van de culturele evenementen zodat zij extra oplettend kunnen zijn tijdens het verloop ervan. Die planning kan geraadpleegd worden op de eerste verdieping.

De deelnemers mogen niet samenkomen op de trap of in de hal. Het is verboden om te

roken en te koken in de lokalen.

Artikel 10: teruggave, plaatsbeschrijving

Voor de intrek in de lokalen wordt een plaatsbeschrijving op tegenspraak opgesteld. Bij de stopzetting van het contract wordt ook een plaatsbeschrijving opgemaakt bij het verlaten van de lokalen.

Artikel 11: stopzetting en onderverhuur

De lokalen die het voorwerp uitmaken van deze overeenkomst mogen niet volledig of gedeeltelijk overgedragen of onderverhuurd worden door de vzw. De gemeente zal zich hiertegen verzetten zonder dat zij haar beslissing moet rechtvaardigen.

Artikel 12: verzekeringen

De eigenaar heeft bij zijn verzekeringsmaatschappij een clause tot afstand van verhaal ten behoeve van de vzw afgesloten. Bijgevolg wordt de vzw vrijgesteld van haar aansprakelijkheid op het vlak van brand en aanverwante gevaren zoals bepaald in de verzekeringsovereenkomst.

Als op basis van de conclusies van de verzekeringsdeskundige blijkt dat de exclusieve aansprakelijkheid van de vzw ontstaan is bij schade, dan verbindt zij zich ertoe de geïndexeerde franchise die voorzien is in de verzekeringsovereenkomst voor haar rekening te nemen.

De vzw verbindt zich ertoe bij een Belgische of in België erkende verzekeringsmaatschappij de volgende verzekeringen af te sluiten:

- een verzekeringspolis van het type globale brand die zowel haar meubels als haar goederen dekt.

De volgende risico's moeten gedekt zijn:

- brand en aanverwante gevaren, eventuele slopings- en evacuatiekosten
- storm en hagel, waterschade, glasbraak
- diefstalverzekering

- een verzekeringspolis van het type algemene burgerlijke aansprakelijkheid

Voor ze de lokalen betreedt, moet de vzw een bewijs voorleggen dat deze contracten afgesloten werden.

Artikel 13: sleutels

Er worden twee toegangssleutels overhandigd aan de vzw. In geval van verlies van een van die sleutels wordt het cultureel centrum onmiddellijk op de hoogte gebracht en wordt de cilinder vervangen op kosten van de vzw. De andere kosten voor het bijmaken van sleutels (team cultureel centrum, andere bezetters) zijn ook ten laste van de vzw.

Artikel 14: toegang

De verantwoordelijken van de vzw zien erop toe dat enkel leden van de vereniging of hun bezoekers het gebouw betreden. De toegangsdeur op de benedenverdieping mag in geen geval openblijven. De toegang wordt georganiseerd via de deurtelefoon.

De verantwoordelijken van de vereniging zien erop toe dat de toegangsdeur gesloten wordt door de sleutel tweemaal om te draaien wanneer zij de lokalen verlaten, behalve wanneer er nog andere gebruikers aanwezig zijn in het gebouw, wat steeds verduidelijkt zal worden door het cultureel centrum.

Opgemaakt in Etterbeek op in zoveel exemplaren als er partijen zijn, waarbij elke partij erkent haar exemplaar ontvangen te hebben.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

16.10.2017/A/0022 **Institut d'optique Raymond Tibaut - Convention de partenariat - Approbation**

Le Conseil communal,

Vu l'ordonnance organique de la Région de Bruxelles-Capitale du 28 janvier 2010 de la revitalisation urbaine, modifiée le 06 décembre 2012 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 mai 2010 portant exécution de l'ordonnance précitée ;

Vu le guide pratique des actions socioéconomiques des contrats de quartier durable ;

Considérant que des études ont montré que les populations précarisées renoncent parfois à l'achat d'une paire de lunettes optiques, faute de moyens;

Considérant que dans le cadre du « Contrat de quartier durable », le projet de « lunetterie sociale » participe au combat contre cette inégalité sociale en matière de santé;

Considérant que le partenariat avec l'Institut d'optique Raymond Tibaut permettrait une plus grande marge de manœuvre dans notre réponse donnée, au sein de la lunetterie sociale, aux personnes précarisées nécessitant une correction des yeux ;

Considérant qu'il convient d'établir une convention fixant les droits et obligations des différents intervenants ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE

D'approuver la convention reprise ci-dessous:

Convention de partenariat entre,

La Commune d'Etterbeek, avenue d'Auderghem, 115 – 1040 Bruxelles, représentée par Madame Colette NJOMGANG, Echevine, et Monsieur Christian DEBATY, Secrétaire Communal,

et ci-dessous dénommée « la Commune ».

De première part

Et l'**Institut d'Optique Raymond Tibaut (IORT)**, dont le siège social est situé Route de Lennik, 808 bâtiment P, représentée par **Madame Catherine Kaczmarek**, coordinatrice, dont l'objet d'activité vise la formation d'étudiants, l'importance de la pratique dans les cours, stages séminaires et laboratoires, notamment en privilégiant les partenariats avec les milieux professionnels.

De deuxième part

Article 1

But recherché

Dans le cadre du **contrat de quartier durable « Chasse-Gray »**, les parties signataires conviennent de collaborer afin que leurs actions répondent à des besoins d'intérêt collectif d'entraides durables dans la région bruxelloise.

Article 2

Contexte général.

La convention de partenariat entre dans le cadre du Contrat de Quartier Durable Chasse-Gray/2015-2018 projets socioéconomiques (par abréviation CQD) conformément aux fiches projets spécifiques reconnues par la région bruxelloise pour chacun des partenaires de l'actuelle convention à savoir le projet CQD de la Lunetterie sociale.

Article 3

Modalités de suivi.

- La LS affecte au partenariat :

Une personne de référence : Mme Elise Moreau

- L'IORT affecte au partenariat :

Un responsable de projet : le coordinateur pédagogique de la section optique optométrie.

Article 4

Procédure pratique d'exécution des travaux et modalités financières.

La LS collabore avec l'IORT pour que celui-ci accueille et examine les bénéficiaires de la LS et leur délivre, le cas échéant, des paires de lunettes sur le site de l'IORT, route de Lennik, 808, bâtiment P. Ce partenariat intervient de la façon suivante :

-Si pas de prescription médicale, la LS fixe un RDV avec l'IORT dans le but de réaliser une analyse optométrique (possibilités les mardis et vendredis après-midi). L'examen est réalisé, encadré et validé par un enseignant de l'IORT. Un rapport est rédigé et le cas échéant, un devis détaillé est établi.

-Si correction complexe (astigmatisme,...)

-Si la personne est en possession d'une prescription médicale, mais qu'aucun professionnel au local de la LS le jour de la visite du bénéficiaire, celui-ci est orienté vers l'IORT pour commander et recevoir l'équipement optique.

Le bénéficiaire est libre dans le choix de la monture : soit il vient avec 2 à 3 montures personnelles ou proposées par la LS, soit, si ce n'est pas le cas ou si les montures ne conviennent pas techniquement, un choix limité est proposé par l'IORT (montures déclassées n'offrant pas de service après-vente).

Le bénéficiaire peut être accompagné par un bénévole de la LS sur le site de l'IORT (selon son état de santé (pour l'examen et/ou pour la récupération des paires de lunette).

La commande des verres ne pourra s'effectuer qu'après validation de la monture et acceptation par Madame Colette Njomgang-Fonkeu et paiement du devis par la commune.

Article 5

Comité d'accompagnement.

Les parties signataires de la présente convention ou leurs représentants directs procéderont à des évaluations régulières afin de faire le point sur l'état du partenariat

Article 6

Durée de la convention

La présente convention est signée pour une durée de 3 ans. Chaque partie peut y mettre fin unilatéralement, moyennant un préavis de 6 mois, notifié par recommandé. Les prises en charge en cours doivent, dans tous les cas, être menées à terme.

Elle entrera en vigueur le 18/10/2017.

Pour la Commune d'Etterbeek

Colette Njomgang-Fonkeu
Kaczmarek

Christian Debaty

Echevine santé Etterbeek Secrétaire communal

Pour l'IORT

Catherine

Coordinatrice

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

Institut d'optique Raymond Tibaut - Partnerschapsovereenkomst - Goedkeuring

De gemeenteraad,

gelet op de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 28 januari 2010 houdende de organisatie van de stedelijke herwaardering, gewijzigd op 6 december 2012;

gelet op het besluit van de Brussels Hoofdstedelijke Regering van 27 mei 2010 tot uitvoering van voornoemde ordonnantie;

gelet op de praktische handleiding voor de socio-economische acties van de Duurzame Wijkcontracten;

overwegende dat studies aangetoond hebben dat kwetsbare bevolkingsgroepen soms afzien van de aankoop van een bril wegens gebrek aan financiële middelen;

overwegende dat het project "Sociale brillenwinkel" in het kader van het Duurzaam Wijkcontract bijdraagt aan de strijd tegen sociale ongelijkheid op gezondheidsvlak;

overwegende dat het partnerschap met het Istitutd'optique Raymond Tibaut ons meer speelruimte zou kunnen geven voor de oplossingen die wij binnen de sociale brillenwinkel bieden aan kwetsbare personen die een correctie van de ogen nodig

hebben;

overwegende dat het aangewezen is om een overeenkomst op te stellen waarin de rechten en plichten van de verschillende partijen vastgelegd worden;

gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST

de onderstaande overeenkomst goed te keuren:

Partnerschapsovereenkomst tussen

de gemeente Etterbeek, Oudergemlaan 115 – 1040 Brussel, vertegenwoordigd door mevrouw Colette NJOMGANG, schepen, en de heer Christian DEBATY, gemeentesecretaris, hieronder genoemd “de gemeente”,

enerzijds

en het Institutd'Optique Raymond Tibaut (IORT), waarvan de maatschappelijke zetel gelegen is Lenniksebaan 808, gebouw P, vertegenwoordigd door mevrouw Catherine Kaczmarek, coördinatrice, dat de opleiding van studenten en het belang van de praktijk tijdens de lessen, stages, seminaries en labo's tot doel heeft, in het bijzonder door partnerschappen met de beroepswereld te bevorderen,

anderzijds.

Artikel 1

Beoogde doel.

In het kader van het Duurzaam Wijkcontract “Jacht-Gray” komen de ondertekenende partijen overeen om samen te werken zodat hun acties beantwoorden aan behoeften van algemeen belang om elkaar op een duurzame manier te helpen in het Brusselse gewest.

Artikel 2

Algemene context.

De partnerschapsovereenkomst past in het kader van het Duurzaam Wijkcontract Jacht-Gray/2015-2018 – socio-economische projecten (afgekort DWC) in overeenstemming met de specifieke projectfiches die erkend worden door het Brussels Gewest voor elk van de partijen van de onderhavige overeenkomst. Met name het project “sociale brillenwinkel” van het DWC.

Artikel 3

Opvolgingsmodaliteiten

- De sociale brillenwinkel stelt voor het partnerschap de volgende personen aan:

Een contactpersoon: mevrouw Elise Moreau

- Het IORT stelt voor het partnerschap de volgende personen aan:

Een projectverantwoordelijke: de pedagogische coördinator van de afdeling Optiek en Optometrie

Artikel 4

Praktische procedure voor de uitvoering van de werkzaamheden en financiële modaliteiten

De sociale brillenwinkel werkt samen met het IORT zodat het instituut de begunstigden van de sociale brillenwinkel ontvangt en onderzoekt en hen indien nodig brillen bezorgt op de site van het IORT (Lenniksebaan 808, gebouw P). Dit partnerschap komt tussenbeide:

- Als er geen medisch voorschrift is, maakt de sociale brillenwinkel een afspraak met het IORT voor een optometrische analyse (mogelijk op dinsdag- en vrijdagmiddag). Het onderzoek wordt uitgevoerd, begeleid en gevalideerd door de docent van het IORT. Er wordt een verslag geschreven en indien nodig wordt een gedetailleerde kostenraming opgesteld.
- Als de correctie complex is (astigmatisme....)
- Als de persoon in het bezit is van een medisch voorschrift, maar er geen professional aanwezig is in het lokaal van de sociale brillenwinkel op de dag waarop de begunstigde die bezoekt, wordt hij doorverwezen naar het IORT om het optisch materiaal te bestellen en te ontvangen.

De begunstigde mag het montuur zelf kiezen: of hij brengt twee of drie monturen van zichzelf of van de sociale brillenwinkel mee, of als dat niet het geval is of als de monturen technisch gezien niet geschikt zijn, biedt het IORT een beperkte keuze aan (voor gedeclasseerde monturen is er geen dienst na verkoop).

De begunstigde kan door een vrijwilliger van de sociale brillenwinkel begeleid worden naar de site van het IORT (in functie van zijn gezondheidstoestand) voor het onderzoek en/of om de bril op te halen.

De glazen worden pas besteld na validatie van het montuur en aanvaarding door mevrouw Colette Njomgang-Fonkeu en betaling van de kostenraming.

Artikel 5

Begeleidingscomité.

De ondertekenende partijen van de onderhavige overeenkomst of hun rechtstreekse vertegenwoordigers gaan regelmatig over tot een evaluatie om een stand van zaken van het partnerschap te bepalen.

Artikel 6

Duur van de overeenkomst

De onderhavige overeenkomst wordt gesloten voor een periode van drie jaar. Elke partij kan de overeenkomst eenzijdig beëindigen op voorwaarde van een opzegtermijn van zes maanden die ter kennis gebracht wordt met een aangetekend schrijven. De lopende behandelingen moeten in elk geval afgerond worden.

De overeenkomst treedt in werking op 18 oktober 2017.

**Voor de gemeente Etterbeek,
IORT,**

Colette Njomgang-Fonkeu

Voor het

Christian Debaty

Catherine

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

Ahmed M'Rabet entre en séance / treedt in zitting.

Secrétariat - Secretariaat

16.10.2017/A/0023 **Délégations et mandats - Le Port de Bruxelles - Désignation d'un administrateur - Madame Marie-Rose GEUTEN**

Le Conseil communal,

Vu le courrier reçu le 03.10.2017 du Port de Bruxelles portant à la connaissance de la commune qu'un représentant devrait être nommé comme administrateur du Port de Bruxelles pour un mandat de 2 ans ;

Considérant que les statuts du Port de Bruxelles prévoient en leur article 14, 3^o que :
« *le conseil d'administration est composé de 18 membres nommés et révoqués par le gouvernement, exclusivement sur proposition de l'assemblée générale et dans le respect des règles suivantes...*

Un administrateur est nommé, sur présentation des conseils communaux des communes de la Région de Bruxelles-Capitale associées au Port de Bruxelles à l'assemblée générale, de manière telle que chacune de ces communes dispose d'un mandat de 2 ans à tour de rôle. A cet effet, l'ordre d'entrée des administrateurs sera le suivant : Saint-Josse-Ten-Noode, Schaerbeek, Saint-Gilles, Molenbeek Saint Jean, Etterbeek, Koekelberg, Ixelles, Anderlecht. » ;

Considérant qu'il revient au Conseil communal de présenter à l'assemblée générale des actionnaires du Port de Bruxelles le nom de l'administrateur en remplacement de Madame Badia El Belghiti, représentante de la commune de Molenbeek Saint Jean ;

Considérant que les conditions suivantes, imposées soit par l'ordonnance du 03.12.1992 relative à l'exploitation et au développement du canal, du port, de l'avant-port et de leurs dépendances dans la Région de Bruxelles-Capitale, soit par les statuts du Port de Bruxelles, devront être respectées :

- Condition d'âge : moins de 65 ans (article 15 des statuts) ;
- Incompatibilités : « les fonctions d'administrateurs, de fonctionnaire dirigeant, et de fonctionnaire dirigeant adjoint de la société sont incompatibles avec la qualité de membre du Gouvernement, d'un Exécutif communautaire ou régional, de Secrétaire d'Etat régional, de Député permanent, ainsi que d'administrateurs

et/ou de dirigeant de toute entreprise dont l'activité est liée directement ou indirectement à l'activité portuaire » (article 11 de l'ordonnance)

- Rôle linguistique : l'administrateur sortant étant du rôle francophone, son remplaçant devra l'être également pour respecter la clé de répartition 2/3 francophones – 1/3 néerlandophones (article 8 de l'ordonnance)

Vu l'article 120 § 2 de la Nouvelle loi communale ;

DECIDE

De proposer Madame Marie-Rose GEUTEN pour le poste d'administrateur du Port de Bruxelles.

Décision prise par scrutin secret. Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 19 votes positifs, 7 votes négatifs, 4 abstentions.

**Afvaardigingen en mandaten - Haven Brussel - Benoeming van een bestuurder –
Mevrouw Marie-Rose GEUTEN**

De gemeenteraad,

gelet op de brief die op 03.10.2017 ontvangen werd van de Haven van Brussel waarin de gemeente geïnformeerd wordt dat een vertegenwoordiger benoemd moet worden als bestuurder van de Haven van Brussel voor een mandaat van twee jaar;

overwegende dat in artikel 14, 3° van de statuten van de Haven van Brussel het volgende voorzien wordt: *“De raad van bestuur bestaat uit achttien leden die uitsluitend op de voordracht van de algemene vergadering worden benoemd en ontslagen door de executieve en mits naleving van de volgende regels:*

één bestuurder wordt benoemd op voordracht van de gemeenteraden van de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest die aandeelhouder zijn van de Haven op zodanige wijze dat elk van de gemeenten om beurt over een mandaat van twee jaar beschikt. Hiertoe zal de volgorde waarin de bestuurders zullen optreden de volgende zijn: Sint-Joost-ten-Noode, Schaarbeek, Sint-Gillis, Molenbeek, Etterbeek, Koekelberg, Elsene en Anderlecht.”;

overwegende dat het de taak van de gemeenteraad is om aan de algemene vergadering van de aandeelhouders van de Haven van Brussel de naam te bezorgen van de bestuurder ter vervanging van mevrouw Badia El Belghiti, vertegenwoordigster van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek;

overwegende dat de volgende voorwaarden, die opgelegd worden hetzij door de ordonnantie van 03.12.1992 betreffende de exploitatie en de ontwikkeling van het kanaal, de haven, de voorhaven en de aanhorigheden ervan in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, hetzij door de statuten van de Haven van Brussel, gerespecteerd moeten worden:

- Leeftijdsgrens: jonger dan 65 jaar (artikel 15 van de statuten);
- Onverenigbaarheden: “De ambten van bestuurder, van leidend ambtenaar en van adjunct-leidend ambtenaar van de vennootschap zijn onverenigbaar met de hoedanigheid van lid van de regering, van een gemeenschaps- of

gewestregering, van gewestelijk staatssecretaris, van bestendig gedeputeerde alsmede van bestuurder en/of leider van elke onderneming waarvan de activiteit rechtstreeks of onrechtstreeks verband houdt met de havenactiviteit” (artikel 11 van de ordonnantie);

- Taalrol: aangezien de uittredende bestuurder behoort tot de Franse taalrol, moet zijn vervanger daar ook toe behoren om de verdeelsleutel van 2/3 Franstaligen – 1/3 Nederlandstaligen te respecteren (artikel 8 van de ordonnantie);

gelet op artikel 120 §2 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST

mevrouw Marie-Rose GEUTEN voor te stellen voor het ambt van bestuurder van de Haven van Brussel.

Besluit bij geheime stemming. De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
30 stemmers : 19 positieve stemmen, 7 negatieve stemmen, 4 onthoudingen.

Levée de la séance à 23:15
Opheffing van de zitting om 23:15

Le Secrétaire communal f.f.,
De wnd. gemeentesecretaris,

Le Bourgmestre-Président,
De burgemeester-voorzitter,

Annick Petit

Vincent De Wolf